

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'internationale des fédérations anarchistes

<http://monde-libertaire.org>



TABLE DES MATIÈRES

3. Edito.

3. Chronique "Crise de foi" : Don Camillo et Peppone, le retour

TERRAINS DE LUTTE

4. Annonce "Fête de la CNT Nord, Pas-de-Calais, Picardie"

5. Foire anarchiste de Marseille

6. Pour l'ouverture d'un centre social autogéré Dijon-Banlieue

7. Manifestation du Samedi 3 Aout à Montreuil

8. Marche Adama III à Beaumont-sur-Oise

9. Perpétuité réelle : vengeance d'États contre Georges Ibrahim Abdallah

12. GM&S : Vivre c'est ne pas se résigner

13. Vieillards grabataires : au boulot !

(A)NTRE ANAR

HISTOIRE

15. Anarchistes et Juifs (suite). Du procès Eichmann au Vicaire

18. Portfolio : La NUEVE de la 2e DB. Peinture murale, 20 rue Esquirol paris 13e.

PASSE-PORTS

21. Brésil, entre résilience et résistance

23. Retour sur le congrès IFA à Ljubljana

24. Le Monde comme il va. Cherchons, cherchons...

REFLEXIONS

25. La misarchie d'Emmanuel Dockès : une étape concrète vers l'anarchie

27. De la désobéissance civile et autres petites choses

26. Les effondristes, histoire d'une dénégation. (1e part.)

31. L'avion, c'est déplanant !

Le Monde Libertaire. Direction de la publication : Claudine Amereau. Imprimé sur les presses du Ravin bleu. 7, rue Marie Pia. 91480 Quincy-sous-Sénart. Commission paritaire: 0614 C 80740 Dépot légal 44145 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205

DOSSIER

33. L'unique et sa propriété

34. La propriété...un mea culpa

36. La propriété : une entourloupe juridique et politique !

37. Réflexions sur Proudhon et la propriété

40. Céréales pour tous, légumes et légumineuses, noix et graines - Y'a bon !

44. La terre n'appartient qu'à la Terre

45. Le paradoxe des ZADs.

46. « Il y a une solution aux expulsions » : Pour l'État, c'est la rue !

49. la sapel porte de lanfer

(IN)CULTURES

FICHES DE LECTURE

54. Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce. Réflexions sur l'effondrement, de Corinne Morel

55. Ce mois-ci le ML a lu et le ML a aimé

57. Vies croisées de gens ordinaires - François-Joseph Pesquet

LA FÉDÉ...

58. Liste des groupes et liaisons de la Fédération anarchiste

60. Citation Alphonse Karr

Merci à Claire Cordel pour les illustrations pages 44 et 48 et à l'1SeKte pour les pages 14 et 24.

Abonnez-vous !

Sans pub, sans concessions, réalisé par une équipe entièrement bénévole, le Monde libertaire existe uniquement grâce à ses lecteurs réguliers.

Comme toute la presse militante, nous sommes extrêmement fragilisés par les coûts énormes de diffusion en kiosque. Les abonnements sont le seul moyen d'atteindre l'équilibre financier qui nous permettra de continuer à diffuser nos idées auprès du plus grand nombre. Il nous manque 300 abonnés pour parvenir à cet équilibre nécessaire...

Soutenez nous, abonnez-vous, abonnez vos amis !

le Monde libertaire mensuel
BULLETIN D'ABONNEMENT

3 formules d'abonnement, 2 possibilités de règlement.

Bulletin à retourner complété à : LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Service Abonnements, 145 rue Arnetot - 75011 Paris

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Pays : _____

Merci de bien vouloir indiquer votre adresse actuelle, ainsi qu'une adresse de secours, dans le cas où votre adresse change.

Mon règlement :

par chèque postal, payable à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES

par virement bancaire - IBAN FR 76 8000 0000 0001 0070 0000 0000 0000 0000 0000 0000 0000 0000

par prélèvement pour les abonnements à durée fixe - Sans ce cas, le règlement se fera par autorisation de prélèvement et décaissement.

FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM

réduction de 50% sur les abonnements en France métropolitaine pour les chômeurs/étudiants. Crédit pour les abonnés.

Abonnement à durée libre
la solution facile et économique !

Standard 11,75 €/trimestre

De soutien 21,25 €/trimestre

Réduit 6,00 €/trimestre

► Vous recevez tous les numéros de Monde Libertaire à prix préférentiel

► Votre règlement est échelonné et toute complété le prélèvement est automatique

► Vous arrivez le service quand vous le voulez, par simple courrier

UN AN :

11 numéros + suppléments

Le supplément plus est en 7 exemplaires maximum

Abonnement standard 42 €

Abonnement + soutien 85 €

Tarif réduit chômeurs/étudiants 21 €

Décaissement

Un an numérique uniquement

11 numéros et PDF à télécharger sur notre site

Abonnement standard 24 €

Abonnement + soutien 42 €

ETRANGER

Pour les abonnements hors France, merci de bien vouloir indiquer par courrier international l'adresse à laquelle nous devons envoyer les numéros du Monde Libertaire (à l'exception de la France).

Union Européenne & Suisse

Abonnement standard 36 €

Abonnement + soutien 134 €

Reste du monde

Abonnement standard 110 €

Abonnement + soutien 148 €

Autorisation de prélèvement automatique pour mon abonnement au Monde Libertaire (abonnements à durée fixe uniquement)

Je soussigné(e) autorise par ce bulletin à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES de prélever sur mon compte bancaire le montant de mon abonnement au Monde Libertaire (à l'exception de la France) par prélèvement automatique.

11,75 € /trimestre (abonnement standard)

21,25 € /trimestre (abonnement de soutien)

6,00 € /trimestre (tarif réduit)

Votre compte à débiter : _____

Titulaire : _____

Adresse : _____

Date et signature obligatoires : _____

Important : merci de joindre au moins 2 photos d'identité au dossier de votre abonnement. Il y a un coût pour votre dossier.

ORGANISME CRÉANCIER
PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE ARNETOT 75011 PARIS
IF NATIONAL ÉMETTEUR : 07 58 58 58

Éditorial

Ça se passe à Langouët en Ile-et-Vilaine. Le maire de cette commune de 600 habitants se croyait investi d'un pouvoir de propriétaire sur les 6,99 km² que les électeurs lui avaient confiés. Il avait donc signé un arrêté anti-pesticides sur tout le territoire de SA commune... La préfète le menace alors de poursuites devant le tribunal administratif lui rappelant ainsi que seul le ministre de l'agriculture peut interdire les pesticides. Rappel utile : L'État est le propriétaire du territoire inclus à l'intérieur de ses frontières, des individus qui y vivent, des animaux qui s'y trouvent, des plantes qui y poussent. Ce n'est pas un petit maire qui va remettre en cause ce titre de propriété.

Parlons plutôt de la rentrée... Même le temps (cronos) a son, ses propriétaires... qui nous disent quand on peut transhumer vers des lieux de loisirs et quand il est temps de remettre le collier. Le travailleur, la travailleuse redeviennent alors ressources hu-

maines et retrouvent, puisque ressources, leur exploitant.e.

D'autres, considérés comme économiquement inexploitable.s sont laissés.es dans la marge, surveillés.es par l'État, ses chiens de garde, et tous les « guette-aux-fenêtres » prêts à suivre un nouveau Danton qui déclarerait que « la propriété est en danger ! »

Dans ce Monde libertaire dont le dossier est la propriété, 5 pages consacrées à l'appropriété, « a » privatif... Pages dérangementes, choquantes mais nécessaires. Il existe d'autres journaux pour somnoler paisiblement.

Et puis, il y a des pages qui « rechargent les batteries » : ces soutiens multiples aux expulsés des squats de Bordeaux, ce projet de centre social autogéré sur Dijon, ce congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes à Ljubljana (Slovénie), cette foire anarchiste à Marseille, cette fête syndicale à Amiens...

Voici le temps de la rentrée sociale, rappelons donc au camp d'en face

que nous avons comme propriétés la détermination et la ténacité, entre autres...

Le CRML



Erratum :

Dans le numéro 1808 de Juillet-Août, page 62, il manque sous la signature de l'auteur de l'article *Justice spécial "Gilets jaunes"* la note suivante :
1) <https://www.ldh-france.org/section/montpellier>
Un stylo, un peu d'application et vous pourrez corriger cette erreur. Si vous avez le ML en question ...
Le CRML

Crise de foi Don Camillo et Peppone, le retour !

Patrick Laffont, maire sans étiquette de Laroque-d'Olmès (Ariège) a désormais son nom inscrit sur un bénitier de l'église locale. Le curé de la paroisse, Hervé Savournin, ne voit là rien de diabolique. Roger, l'ancien maire communiste, n'avait-il pas eut son nom gravé sur une cloche (sans doute de l'humour anti-communiste primaire à la Don Camillo).

Et puis, bon, c'était juste pour remercier la mairie d'avoir filé (à la quête ?) 9 000 € pour l'achat des deux bénitiers. Soit 4 500 € le bénitier, seigneur Jésus !.

Est-il besoin de le préciser, les contribuables de cette petite commune, endettée à hauteur de 2,9 millions d'euros, n'étaient pas au courant de cette initiative illégale de Peppone. C'est ballot ! Et puis, dans

la logique à la mode du ni-ni, histoire de ne pas mécontenter la frange intégriste du troupeau, l'autre bénitier n'est-il pas gravé au nom du curé Savournin ?

Bref, on nous pardonnera, à nous autres libertaires et libres penseurs macron-compatibles, de vous inviter, pieusement, à aller pisser... dans les **deux** bénitiers.

FÊTE DE LA CNT NORD PAS-DE-CALAIS PICARDIE

concerts

salon du livre

syndicalisme - expo

14 septembre 2019

AMIENS



13h - 19h : Salon du livre, discussions, expo, action syndicale..

14h30 : *Histoire du communisme libertaire en Espagne*
conférence sur la genèse du mouvement communiste libertaire espagnol
et ses choix dans la révolution de 1936, présentée par Myrtille des Giménologues
programme complet sur : www.cnt-f.org/59-62



Concerts

20h

LES RAFISTOLÉS	NP2C reggae/ska/punk
PRINCE RINGARD	Bretagne punk
GINGER THEORY	Picardie reprise jazz soul

Salle Valentin Haüy - entrée libre
Petite restauration végétarienne et bar sur place



Foire anarchiste de Marseille Samedi 21 Septembre et Dimanche 22

Samedi 21 septembre :

10h **Ouverture de la Foire du livre anarchiste à Marseille** avec en permanence distros, tables de presse, stands d'éditeurs anarchistes et exposition autour de la presse anarchiste à Marseille à la fin du 19ème siècle.

11h **Bienvenue** : nous saisissons l'occasion de l'ouverture de cet événement pour présenter certains projets anarchistes de Marseille comme le CIRA, Centre International des Recherches sur l'Anarchisme fondé en 1965 et l'imprimerie anarchiste L'Impatience active depuis 2018.

14h **Débat : Restructuration du pouvoir et perspectives anarchistes**, avec Alfredo M. Bonanno

Réfléchir sur les transformations en cours amène l'anarchiste, cet amant de la liberté, à poser la question de la destruction. Et si la destruction révolutionnaire n'est pas un slogan, si ce n'est pas un simple artifice rhétorique, il faut affronter les problèmes qui font le pont entre l'idée et l'agir. [...]

17h30 **Présentation du livre : *Inognito, Expériences qui défient l'identification***, éd. Mutineseditions

Ce livre qui parle de clandestinité projette un rayon de lumière dans l'obscurité. Il propose un saut dans le versant inconnu du secret, dans cette dimension parallèle où, souvent, même ce qui peut être dit ne l'est pas. [...]

20h30 **Repas et soirée musicale**

Dimanche 22 Septembre :

12h **Projection : documentaire : "Anarchistes en Russie, Ukraine et Biélorussie"** Le film revient sur les dix

dernières années d'action anarchiste dans ces contrées. La projection sera suivie de la lecture d'une contribution écrite par des compagnons russes pour l'occasion, contribution qui propose de revenir sur les tensions sociales, la répression et la conflictualité anarchiste en Russie, ce qui ne manquera pas de soulever une discussion sur la solidarité internationale et révolutionnaire. [...]

14h **Débat : Autour de la révolution syrienne et l'intervention anarchiste** Cette discussion permettra de réfléchir sur des échecs passés et récents à propos de la Syrie dans une perspective anarchiste. Ce sera aussi une invitation à réfléchir ensemble à l'intervention anarchiste dans des mouvements populaires qui ne revendiquent pas clairement des propositions anarchistes

17h30 **Présentation du livre : Face à face avec l'ennemi, Severino Di Giovanni et les anarchistes intransigeants dans les années 1920 et 1930 en Amérique du Sud.** ed. Tumult et L'Assoiffé

"De sa jeunesse on ne sait que peu de choses, enfant intelligent, vif, intolérant envers l'autorité familiale..." Severino di Giovanni naît à Chieti en 1901, dès le plus jeune âge il plonge dans les lectures qui ont nourri et enflammé ses tensions anarchistes. En 1922, il émigre à Buenos Aires avec sa famille. À vingt-trois ans il incite, dans les colonnes d'un journal anarchiste de Buenos Aires, à "détruire les casernes, les tribunaux, les églises et toute idole en papier mâché". [...]. Il est mort (en 1931) comme il a vécu, en criant "Vive l'anarchie" devant le peloton d'exécution [...].

Programme plus détaillé sur le site : foireanarchistemarseille.noblogs.org

et par courriel adressé à : foireanarchiste2019@riseup.net

La Foire se tiendra
8 rue Venture, 13001 Marseille



Pour l'ouverture d'un centre social autogéré Dijon-Banlieue

Ici à Dijon, la métropole s'affiche fièrement : une exposition de photographies en plein centre-ville, en face de l'entrée de son musée des Beaux-arts, tout récemment réouvert au public après des années de travaux pénibles et douloureux pour les ouvriers du bâtiment.

*« D'hier à demain
Dijon se redessine »*

Photos avant/après à l'appui, la métropole présente son œuvre : bâtiments rasés pour laisser place à un gigantesque parking à étages, un parking à ciel ouvert laissant lui-même sa place à une grande place en authentiques dalles de Bourgogne, des rue pleines de voitures remplacées par des voies de trams et leur gazon... En somme, de la communication au service d'une agressive politique de gentrification à l'œuvre depuis des décennies. La réalité est toute autre, si la bourgeoisie a en effet fait main basse sur le centre-ville il en est autrement pour le reste de la métropole, Dijon et sa banlieue. Chenôve, Fontaine, Longvic, Quetigny... Malgré les difficultés économiques, les logements insalubres, les commerces qui ont fermé les uns après les autres, les spéculateurs immobiliers qui flairent la bonne affaire, malgré l'absence d'emplois, les grands frères incarcérés, les harceleurs de la police, malgré tout,

la vie de quartier et l'entraide n'ont jamais disparu. Quoi qu'en disent les titres racoleurs et incriminants de la presse locale.

Le mouvement anarchiste, lui, doit renouer avec la réalité de la société et des classes populaires, en finir avec l'entre-soi militant et la recherche du lieu « safe » car il ne peut en exister aucun au sein de la société capitaliste et patriarcale. Le militant anarchiste doit se rendre utile au reste de la société, sans contrepartie, sans posture intellectuelle ou avant-gardiste. Pour cela que faire de mieux que s'implanter là où sont encore les véritables classes populaires ? Nombre de nos militant.e.s, de nos contacts, de nos ami.e.s vivent déjà dans la banlieue dijonnaise.

Il n'y manque plus que la Mistoufle, avec nos petits moyens et votre aide, notre intention est d'acquérir un bâtiment pour créer un centre social autogéré, renouer avec la démarche des maisons du peuple, ces lieux ou celles et ceux de notre classe peuvent se rencontrer, s'organiser, s'entraider, lutter. En bref apprendre à faire par nous-mêmes, sans attendre la prochaine politique culturelle de la ville, des projets pour bobos charitables ou encore des subventions qui n'arrivent jamais.

Au groupe la Mistoufle-FA, en plus des actions militantes que nous menons déjà, nous débordons de projets, permanence anti-carcérale,

aide administrative, plate-forme d'aide aux femmes victimes de violence... En faire une liste complète prendrait bien trop de temps. De plus, les fascistes tentent avec prudence de s'implanter dans la région, la visite de Génération identitaire à Dijon, un camp d'été du Bastion social dans la région, la multiplication des actes racistes nous prouvent l'urgence de créer des réseaux et de faire circuler l'information pour permettre une autodéfense populaire efficace avant qu'il ne soit trop tard. Pour toutes ces raisons, nous lançons cet appel aux dons pour nous permettre de militer efficacement, de façon indépendante et en accord avec nos principes.

Dijon et sa banlieue sont et resteront des villes populaires, la gentrification refait les façades, mais dans les têtes des exploités.es et de tou.te.s les laissés.es pour compte de la métropole, l'espoir d'un monde meilleur grandit de jour en jour. Aidez-nous à nous donner les moyens de souffler sur les braises.

Pour faire un don sur notre cagnotte : <https://www.helloasso.com/associations/les-voix-sans-maitres/collectes/pour-l-ouverture-d-un-centre-social>

Manifestation du samedi 3 août – 14 h 00 - à Montreuil

Quelques membres de la FA étaient présents ce jour là devant la mairie de Montreuil, au départ, Gilles et Sophie du groupe anarchiste liaison 95, Jean-Jacques et Juan du groupe anarchiste Salvador-Seguí.

C'était la première manifestation de riposte, en soutien et avec les travailleurs migrants, pour que cesse le harcèlement policier au délit de faciès, aux arrestations et menaces d'expulsions, à la surexploitation et que les sans-papiers soient régularisés.

Depuis le mois de mai, la police ne cesse de contrôler ces habitant.e.s de Montreuil surtout quand ils ont la peau noire aux abords du métro Robespierre et de la Place Charles-de-Gaulle, en représailles à la réquisition en automne de l'ex-AFPA par la Ville de Montreuil pour le relogement des résidents du foyer de travailleurs migrants de la rue Bara, tota-

lement insalubre, dû à une mauvaise gestion. Le bâtiment de l'AFPA appartient à l'État et la préfecture de Seine-Saint-Denis n'a jamais supporté sa réquisition. Surtout le nouveau préfet Georges-François Leclerc, muté dans le 93 depuis le 29 avril. Après avoir sévi dans les Alpes-Maritimes déjà contre les migrants, il compte les « mettre au pas ».

Cela n'empêche pas la systématisation de la surexploitation de ces travailleurs « qui se lèvent tôt » - une main d'œuvre pas chère - continuant à tenir des piquets de grèves pour demander leur régularisation.

La manifestation s'est déroulée sans encombres. Nous étions environ 300. Parmi les manifestants.tes nous avons vu des militants.tes de l'Union communiste libertaire, du Nouveau parti anticapitaliste, de l'Union locale CGT, des travailleurs.es sans papiers de Vitry. Nous

sommes allés devant l'ex-centre AFPA où plusieurs intervenants ont pris la parole, puis nous avons fait une halte devant le commissariat avant de retourner sur la place face à la mairie pour apprendre qu'une prochaine manifestation aurait lieu dans le courant du mois de septembre.

Il était important de soutenir et d'accompagner cette manifestation comme tant d'autres. Les anarchistes se doivent d'être présents.es dans toutes les luttes, afin d'être solidaires et dans l'entraide chaque fois que cela est nécessaire. Si nous voulons une révolution sociale et que nos idées soient suivies et appliquées, nous devons faire l'effort d'être impliqués.es sur le terrain des luttes.

Juan Chica Ventura - Groupe anarchiste Salvador-Seguí



Marche Adama III à Beaumont-sur-Oise

Espérant faire de cette journée un « acte historique » contre les violences policières, la troisième marche pour Adama Traoré, a été minutieusement préparée depuis un an pour rendre hommage au jeune homme de 24 ans décédé le 19 juillet 2016, lors d'une interpellation des gendarmes au terme d'une course-poursuite. Elle a eu lieu ce samedi 20 juillet 2019 à Beaumont-sur-Oise (Val d'Oise)... 15 heures, elle s'apprête à partir. A l'appel du Comité Adama, les Gilets jaunes forment un front large pour riposter à l'autoritarisme. Le premier acte de ce front (une marche collective) s'est déroulé le 11 mai 2019 à Paris. La Marche Adama III est le deuxième acte collectif de cette riposte. Sophie, Gilles (du groupe anarchiste liaison 95), Ramon et Juan (du groupe anarchiste Salvador-Seguí) étaient aussi présents.

Le cortège est parti de la gare de Persan-Beaumont pour rejoindre la Cité Boyenval, (quartier d'origine du jeune homme), et a marché dans le calme. 5000 personnes ont défilé, selon les organisateurs, 1500 selon les gendarmes. Plusieurs centaines sont vêtues de tee-shirts noirs sur lesquels on peut lire « Justice pour Adama ». Des Gilets jaunes et des Gilets noirs, des associations comme « Amnesty France », la Ligue des droits de l'homme (LDH), des collectifs de défense des sans-papiers, antifascistes, ou militants écologistes, s'y trouvaient aussi. Les manifestants exigent « justice et vérité » pour Adama et « toutes les victimes » des forces de l'ordre. Le but est de « tisser des alliances » pour résister et riposter à l'autoritarisme » qui « se généralise à toute la société », selon les collectifs. « Pas de justice, pas de paix », « Justice pour Adama » ou encore « Tout le monde déteste la police », sont scandés par les manifestants. « On ne veut pas qu'en 2020, il y ait encore une marche

pour Adama mais qu'il y ait un procès », a ajouté Assa Traoré, la sœur du jeune homme, devenue figure de premier plan et porte-parole des luttes contre les violences policières.

Assa Traoré, dénonce « un déni de justice »

Devant la gendarmerie de Persan, dans laquelle Adama a trouvé la mort, les manifestants marquent une pause pour huer les gendarmes responsables, aux ordres d'une oligarchie ultra libérale, le bras armé d'un système répressif et meurtrier.

En 2016, plusieurs nuits de violences avaient suivi la mort d'Adama Traoré. Son grand frère, Bagui, se retrouve récemment renvoyé devant les assises pour tentative d'assassinat, accusé d'avoir tiré sur les forces de l'ordre lors de ces heurts. Une évidence d'acharnement s'abat sur la famille Traoré de la part de la Justice. Malheureusement, ce n'est pas le seul cas, le dispositif institutionnel judiciaire se met en place contre la famille

pour ralentir la mise en examen des gendarmes. Le dossier s'enlise particulièrement et devient le symbole de la difficile lutte contre les violences policières dont Assa Traoré, dénonce « un déni de justice ». « On est à cinq expertises, nous avons tous les éléments pour aller à une mise en examen des gendarmes, pour aller vers un procès », mais tout est fait, dit-elle, « pour étouffer l'affaire, pour qu'on n'ait pas la vérité et la justice pour Adama ». « Nous sommes dans un pays qui est censé donner le droit et la justice, mais ce n'est pas pour nous en tout cas ».

Expertises et contre-expertises sont en totales contradictions sur les causes de sa mort. Accidentelle d'après les gendarmes, elle est attribuée à son état de santé. La dernière expertise médicale constate une asphyxie causée par trois gendarmes qui ont écrasé le jeune homme, ventre à terre, alors qu'il était menotté, après une course épuisante de quinze minutes et sûrement pas sur une distance de 450 mètres comme les forces de l'ordre le prétendent.



Les Gilets jaunes ont répondu nombreux à l'appel du comité Adama pour soutenir ce combat qui les lie dans une même lutte contre la répression omniprésente depuis plus de sept mois contre eux comme sur les quartiers depuis des années. En luttant et en restant soudés, ils espèrent ainsi obtenir gain de cause pour tous les mutilés des violences policières.

« *Nous sommes Gilets jaunes depuis 40 ans.* »

La sœur d'Adama salue l'importante présence des Gilets jaunes. « Cette marche avec les Gilets jaunes est un grand pas dans le combat contre les violences policières », a-t-elle déclaré lors de la conférence de presse, avant le début de la marche. « Nous sommes Gilets jaunes depuis 40 ans. »

Gilets jaunes, sans-papiers, cheminots, postiers, syndicalistes combattifs, ainsi

que des familles de victimes des violences policières, ont marché également avec plusieurs représentants politiques tels que Olivier Besancenot et Philippe Poutou du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) mais aussi pour la première fois avec Amnesty international. Ils manifestaient ensemble avec le collectif Adama et prévoient d'organiser une journée d'action en septembre prochain pour, de nouveau, dénoncer les violences policières en France. Un des cars affrété au départ de Paris (d'Ivry et de la Gare du Nord) pour se rendre à la marche a été arrêté par des gendarmes qui menaçaient d'immobiliser le véhicule, afin de contrôler l'identité des voyageurs.

La marche s'est terminée avec des prises de parole dans le quartier de Boyenval, où a vécu Adama Traoré. En conclusion, Assa Traoré a lu une tribune, mise en ligne sur les réseaux sociaux récemment, dont le titre est « J'accuse ! », dans la-

quelle elle nomme tous ceux « qui ont entravé l'enquête » sur la mort d'Adama en clamant que « leurs noms vont rester dans le marbre », que « nous sommes dans un système qui protège les forces de l'ordre ». La soirée s'est terminée par des concerts dont celui du rappeur Fianso.

Notre délégation est repartie, après une halte à Ermont-Eaubonne autour d'un verre avant de reprendre le train et de décider que nous serions à nouveau au rendez-vous, place Beauvau, à Paris, devant le ministère de l'Intérieur en septembre, en espérant que d'autres militants nous rejoindront pour continuer à soutenir le mouvement de lutte contre les bavures et les violences policières.

Juan Chica Ventura, groupe anarchiste Salvador-Seguí

Perpétuité réelle : vengeance d'États contre Georges Ibrahim Abdallah

a) Historique détention de Georges

Ne laissons pas Georges Ibrahim Abdallah passer une 36^{ème} année de détention en France

Georges Ibrahim Abdallah est né en 1951 au Liban. Arrêté à Lyon en octobre 1984, il fait alors partie des FARL (Fractions armées révolutionnaires libanaises), il est condamné en 1987 à la réclusion criminelle à perpétuité pour complicité dans l'exécution d'un responsable des services secrets israéliens en France et d'un attaché militaire états-unien à Paris (1).

En juin 1982, l'armée israélienne envahit le Liban. Elle y fera des milliers de morts

civils notamment lors des massacres de Sabra et Chatila, les 16 et 17 septembre, qui feront près de 5000 victimes. C'est à cette époque que Georges Abdallah rejoint le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Ceci pour situer l'engagement de Georges Ibrahim Abdallah dans les années 80.

En prison depuis octobre 1984, il est libérable depuis 1999. La neuvième demande de libération conditionnelle de Georges Ibrahim Abdallah a été déposée en janvier 2012. Suite à l'avis favorable donné en novembre 2012 par le Tribunal d'application des peines, tout a été entrepris par le Parquet pour bloquer sa libération : refus du ministre de l'Intérieur de

signer l'arrêté d'expulsion nécessaire, reports et appels multiples et pourvoi en cassation. Au bout de 15 mois, la demande de libération est jugée irrecevable. Depuis, toute nouvelle demande de libération est jugée irrecevable en l'absence de mesure d'éloignement.

Georges Ibrahim Abdallah est aujourd'hui en France le plus ancien prisonnier politique, à 66 ans, il a commencé en octobre 2018 sa 35^{ème} année de prison.

La justice française reproche à Georges Ibrahim Abdallah de ne pas avoir renoncé à son engagement politique : celui d'un communiste, défenseur de la cause

des peuples en lutte contre l'impérialisme, le sionisme et pour la libération de la Palestine (2).

Ce combat, il le poursuit infatigablement, courageusement, par des déclarations politiques de soutien, par des grèves de la faim solidaires, en particuliers en écho à la lutte des prisonnier.e.s palestinien.ne.s, et par une résistance quotidienne alors qu'il aurait dû recouvrer la liberté en 1999 !

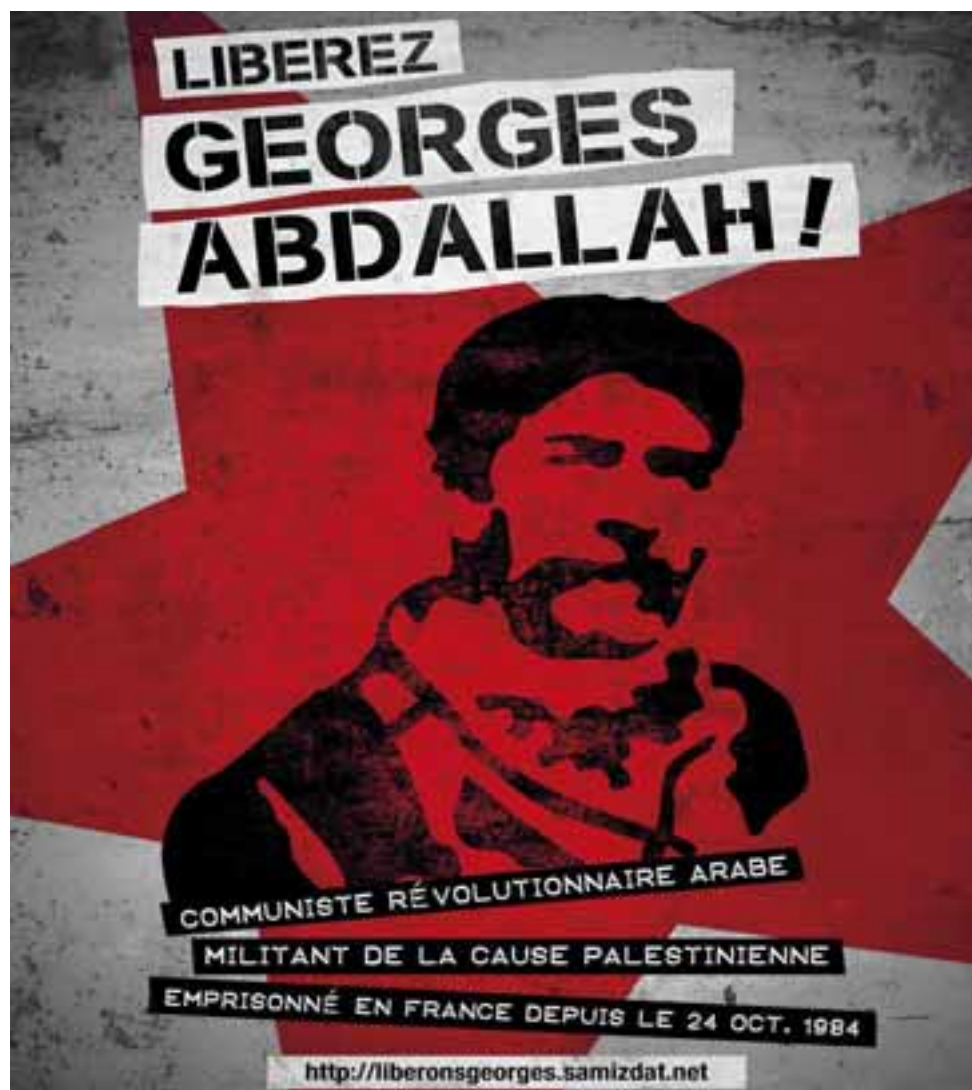
Aujourd'hui pour continuer à exiger sa libération, on peut prendre contact avec les collectifs de soutien qui existent dans plusieurs départements, participer à la manifestation annuelle fin octobre devant la prison de Lannemezan (65) où il est détenu, et on peut aussi lui écrire :
Monsieur Georges Ibrahim ABDALLAH
N° d'écrou 2388/A221 - CP de Lannemezan
204 Rue des Saligues - BP 70166
65307 LANNEMEZAN Cedex
Portrait de Georges en prison : en-

fermement entre les murs de Lannemezan et ouverture d'esprit sur le monde en lutte pour son émancipation

Mes visites régulières au centre pénitentiaire de Lannemezan pour visiter Georges Ibrahim Abdallah m'ont permis de découvrir une personnalité érudite tant en matières scientifiques, historiques et politiques. Il est particulièrement ouvert sur l'actualité des résistances dans le Monde, en particulier le monde arabomusulman mais pas seulement. Il suit avec intérêt la résistance kurde et tout récemment les mouvements populaires au Soudan, car ce pays est à la croisée de plusieurs mondes : Afrique noire et Afrique blanche, mondes musulman, chrétien et animiste, mondes agricole et urbain, etc. Il a été intéressé par le fait que les mobilisations sociales contre la dictature islamique aient regroupé des Soudanais de toutes origines sur des bases de classes plutôt que communautaires. Il a participé aux mobilisations des

prisonniers pour améliorer la vie quotidienne des prisonniers et les conditions des visites des proches (parloirs séparés, ...), il participe aussi à distance à la mobilisation des prisonniers palestiniens détenus en Israël en particulier par des grèves de la faim dans lesquelles il arrive à solidariser d'autres détenus. Il suit avec grand intérêt les mobilisations sociales en France, luttes ouvrières syndicales comme gilets jaunes ou ZAD. C'est d'ailleurs pour lui le meilleur moyen de le soutenir que de participer aux mouvements sociaux. C'est aussi quelqu'un de fier dans ses convictions qui n'est pas prêt à les renier alors qu'il a déjà subi 35 années de prison. En particulier, il se refuse à multiplier les demandes de libération provisoire, tant il est sûr du résultat négatif (3).

Mobilisations : sortie du film de Pierre Carles le 24 octobre, manifestation à Lannemezan le samedi 19 octobre 2019 pour la fin de sa 35^{ème} année de détention

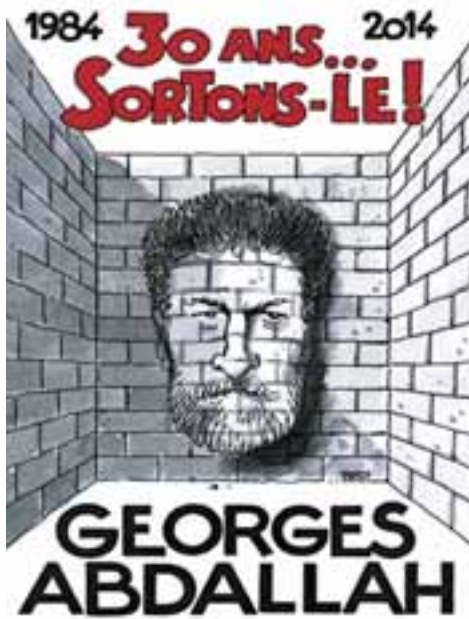


Les très nombreux rassemblements, les pétitions, meetings et réunions publiques, interpellations d'élus n'ont à ce jour pas suffi à nous rapprocher de sa libération. Le Liban vient de mettre la situation de son ressortissant comme cause prioritaire. L'ambassadeur du Liban est venu voir Georges en prison et le président du Liban, Michel Aoun, devait interpellier le Président français, à l'occasion de sa visite au Liban prévue en février 2019. Emmanuel Macron a finalement annulé sa visite...

On notera l'affiche réalisée par Tardi, à l'instar de celle qu'il avait faite pour les prisonniers d'Action directe.

Aujourd'hui, le réalisateur documentariste Pierre Carles, sollicité, s'est lancé dans un film de témoignages sur Georges Abdallah, film qui sortira, à Bordeaux, le 24 octobre 2019, et après ailleurs dans le Monde.

Le samedi 19 octobre 2019 aura lieu la nouvelle manifestation à Lannemezan (64). Elle partira vers 14h de la gare SNCF pour se rendre avec forces slogans devant l'entrée du centre pénitentiaire de Lannemezan.



Un tribunal d'opinion pour « juger » des conditions de son arrestation (4), de sa défense (5), de son jugement (6), de son maintien en détention (7) et des conditions historiques de son combat (8) est en stand-by faute de trouver les soutiens compétents nécessaires.

Le soutien d'anarchistes à un communiste libanais internationaliste

Certains pourraient trouver étonnant que des anarchistes s'intéressent au sort d'un prisonnier communiste. C'est une erreur car le combat anarchiste ne se mène pas, loin de là, que pour le bénéfice des anarchistes mais pour toutes et tous. Par ailleurs, la situation de Georges Abdallah permet de s'intéresser aux luttes du monde entier, de la Palestine en particulier, à la situation des prisonniers en général et surtout au système judiciaire français. Les luttes qui intéressent Georges Abdallah sont aussi celles qui nous intéressent même s'il nous arrive de diverger sur les moyens, mais pas toujours.

La perpétuité réelle revendiquée par l'État français, demandée par les USA, avec l'Israël en embuscade prête à l'éliminer physiquement et à défaut éliminer toutes possibilités de libération

Il est courant de considérer que la peine de perpétuité soit fictive avec les remises de peines. Or, il faut bien voir que les périodes de sûreté (périodes pendant laquelle un détenu ne peut demander de

libération provisoire) n'ont cessé depuis l'arrestation de Georges Abdallah d'augmenter. De même, les conditions de la libération provisoire se sont durcies. Mais surtout avec les attentats islamistes de Daesch en France, les politiques ont fait preuve de surenchère sur la punition, en demandant la perpétuité réelle, la production d'une nouvelle loi semblant la réponse à tous les problèmes du moment. Le 30 mars 2016, devant le Sénat, le Garde des sceaux, Jean-Jacques Urvoas, répond à cette demande : **« Parce que la perpétuité existe déjà aujourd'hui dans les établissements carcéraux, Monsieur le sénateur.**

Ainsi, Georges Ibrahim Abdallah a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour terrorisme au mois de février 1987. Depuis cette date, il a demandé sa libération conditionnelle à neuf reprises. Or, chaque fois – et à bon droit, de mon point de vue –, elle lui a été interdite. Depuis février 1987, il est en prison, ce qui prouve bien que la perpétuité réelle existe déjà. » (9)

Georges Abdallah ne sera libéré que mort ou mourant, tant que l'État français sera soumis aux intérêts matériels des USA et « moraux » de l'État israélien.

Pour plus d'informations :

Philippe Arnaud

Cercle libertaire Jean-Barrué (33)



Abed Tamimi (Palestinienne incarcérée par l'État israélien puis relâchée suite à une campagne internationale en sa faveur) manifestant pour la libération de Georges Abdallah détenu en France

1) Alors que la peine habituelle et demandée par le procureur était de 10 années ! Mais la presse de l'époque, dont Libération, a attribué les attentats de la station Saint Michel à Paris à Georges Abdallah et ses frères ! On sait aujourd'hui que c'était les islamistes algériens !

2) A ce titre, il est particulièrement cruel d'avoir fait courir le bruit que Georges Abdallah était un islamiste. Mais par ces temps de « terrorisme », l'accusation d'islamisme est suffisante pour faire fuir nombre de soutiens connus, sans plus d'étude.

3) De toute façon, ces demandes ne sont plus recevables tant que les autorités n'ont pas émis un ordre d'expulsion en tant que détenu étranger sans titre de séjour sur le sol français.

4) Par deux fois, il devait être libéré ou échangé, suite aux négociations menées par Yves Bonnet, responsable de l'époque des services secrets, à chaque fois, la libération a avorté.

5) Un de ses avocats, Me Jean-Paul Mazurier, reconnaîtra après qu'il travaillait pour les services secrets français.

6) Armes trouvées dans un appartement à son nom, visiblement déposées pendant sa détention !

7) A chaque décision de libération du juge des libertés, le parquet faisait appel et le ministère de l'Intérieur, Manuel Valls alors, refusait d'établir l'ordre d'expulsion au Liban qui était la condition de sa libération.

8) Le tribunal a toujours refusé que Georges évoque dans son procès les raisons historiques de son combat, celle de l'occupation du Sud-Liban par l'armée israélienne avec le soutien effectif des armées états-uniennes et françaises.

9) http://www.senat.fr/seances/s201603/s20160330/s20160330_mono.html

GM&S : vivre, c'est ne pas se résigner

« *Il y a un problème dans le fonctionnement du monde dans lequel on vit. Nous les « petits » GM&S, on a mis le doigt à 277. Ça effraie les « bien-pensants », ça fout le « bordel » dans l'ordre établi ! On a bien senti qu'il y en a plein d'autres qui ont envie de ne pas accepter ce qui leur est présenté comme une fatalité », Vincent.*

Du capitalisme en zone rurale

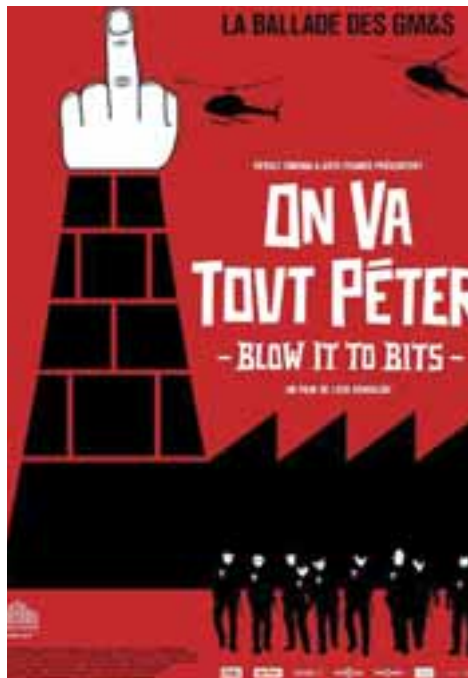
Cette usine de fabrication de pièces pour l'automobile est implantée à la Souterraine dans la Creuse depuis 1962. C'était l'époque où la « modernisation » de l'agriculture, détruisait les petites fermes, fournissait à l'industrie un nouveau prolétariat issu des campagnes, obligé d'accepter des salaires de 40 à 50 % plus faibles qu'en zone urbaine. De Gaulle et son gouvernement vendaient à l'opinion publique ce choix capitaliste sous le nom de « décentralisation ».

Après avoir compté jusqu'à 600 salariés, les investissements se firent rares, les suppressions d'emploi fréquentes : la mondialisation ouvrait des perspectives pour trouver au loin des salaires encore plus bas. Depuis 1980, l'entreprise a changé 9 fois de nom et de propriétaire, tout en restant sous-traitante des mêmes constructeurs automobiles. Les plus récents étaient des « patrons voyous qui voulaient juste encaisser de l'argent. C'était du pillage », Patrick.

Ainsi GM&S, le dernier repreneur en décembre 2016, alors que l'entreprise était en redressement judiciaire, appartient à l'homme d'affaires italien Giampiero Colla, l'usine de La Souterraine n'étant qu'une filiale d'un holding, dont les seules actionnaires sont des sociétés financières, qui disparaissent en cas de faillite.

Les salariés mènent alors une véritable guérilla contre les « donneurs d'ordre »

(PSA et Renault) qui baissaient leurs commandes, et contre l'État (préfet, ministères, forces de l'ordre). Ce qui se passe au fin fond de cette zone rurale obtient peu d'échos, la filière automobile continuant à fonctionner à partir de pièces fabriquées ailleurs. Mais soudain micros, caméras, politiques, ministres, Macron lui-même, découvrent l'existence de cette « zone périphérique » et de GM&S quand, en mai 2017, les ouvriers détruisent une machine-outil et piègent le site avec des détonateurs, des bombes de gaz étant accrochées sur une



grosse citerne d'Air Liquide, décorée par une inscription rageuse : « On va tout péter ».

Vincent, Patrick, Jean-Marc, Franck et les autres...

Qui peut le mieux traduire sensations et analyses de ces années intenses de résistance et d'initiatives collectives si ce n'est ceux qui les ont vécues, ou leurs compagnons de route tels Jean-Louis Borie, leur avocat, ou Lech Kowalski, resté avec eux

près d'un an et réalisateur du documentaire « La Ballade des GM&S – On va tout péter », présenté cette année au festival de Cannes dans la Quinzaine des réalisateurs, en présence d'une quarantaine de GM&S :

« *Quand je suis arrivé à l'entrée de l'usine un calme incertain planait dans l'air. À la fin de la journée, je dirigeais ma caméra vers des personnes confrontées à la deuxième question la plus importante sur cette planète comment gagner sa vie face à la mondialisation ? L'autre question est de savoir comment éviter que le monde ne s'effondre sous le poids de la pollution sous toutes ses formes. Les deux sont imbriquées », Lech, cinéaste.*

« *On était 200 à se battre contre le vent, David contre Goliath. Cette dernière lutte a été complètement différente des autres. On savait qu'on était perdants car on ne pouvait pas faire grand-chose, si ce n'est bloquer les sites de PSA et Renault. Puis après, avec les CRS et tu n'es que 200... », Jean-Marc.*

« *Le problème c'est qu'on est au centre de la France et qu'on ne correspond pas aux grandes stratégies industrielles. Ce qui m'exaspère, c'est que l'État n'agit pas là-dessus. On n'a pas la révolte et l'indignation qu'on devrait avoir contre les politiciens. Pour moi, l'industrie ça fait partie d'un territoire. Ce n'est pas que l'affaire des dirigeants. Les salariés aussi savent ce qu'il faut faire », Vincent.*

« *Le capitalisme financier tire toutes les ficelles de l'activité économique. Les multinationales décident, les gouvernements exécutent. En France depuis 2013, le Code du travail a subi un saccage sans précédent. Les ordonnances Macron représentent une catastrophe nationale. Dans cette France anesthésiée, la riposte de la rue n'a pas suffi. Tout reste à faire », Jean-Louis, avocat.*

Le sens de la vie

PSA et Renault ont adoubé GMD, un nouveau repreneur, qui ne conserve que 120 salariés dans l'entreprise, nommée LSI. Mais les actions et recours juri-



diques continuent, notamment avec l'ASDSGMS (Association de soutien et de défense des salariés GM&S) dans laquelle Franck et Vincent sont particulièrement actifs :

« Maintenir le lien entre nous, licenciés ou non, soutenir les plus fragiles, aider les re-

cours en justice, faire vivre l'esprit de notre combat au-delà de notre histoire : d'autres entreprises n'ont pas forcément les moyens de se bagarrer, on a envie de leur montrer qu'il n'y a pas de fatalité, que tout est possible », Franck.

« Une plainte a été déposée contre PSA et Renault. Ce qui est vrai pour nous l'est aussi pour l'aéronautique, le naval, le ferroviaire. Quand on tient 80 % d'un carnet de commandes, on a une responsabilité dans les drames humains qu'entraîne un plan de licenciement de l'ampleur de celui qu'on a connu », Vincent.

Bien que licencié, il garde le moral :

« Le bilan humain de la lutte pour moi est immense. On a vraiment appris à connaître dans les blocages cette solidarité qui monte.

En tournant le dos à la résignation, nous avons emprunté le bon chemin ; celui de l'implication, celui de la persuasion, celui de la conviction et tout cela rime avec action. C'est à partir de ça qu'on va faire bouger les choses dans le sens de la vie, contre le fric à tout prix ».

Élan noir

Le 24 juin, jour de diffusion du film sur Arte, Lech Kowalski, sa compagne et productrice Odile Allard et Jean-Marc, ex-GM&S, étaient reçus sur *Radio Libertaire*. L'émission est accessible sur le site : <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>

Vieillards grabataires : au boulot !

Le gouvernement Macron prétend maintenir le départ à la retraite à 62 ans, une manière de démolir les droits acquis en mettant en place une réforme qui sera discutée au Parlement en 2020, et appliquée en 2025. Il s'agit d'instaurer un système de bonus-malus autour d'un « âge d'équilibre » situé à 64 ans. Cela signifie que ceux qui partiront à la retraite avant 64 ans verront leurs revenus amputés d'un malus. Une manière de ne pas dire que l'âge du départ à la retraite sera effectivement 64 ans. L'autre volet de la réforme est l'harmonisation des différents régimes de retraite avec la création d'un système de retraite par achat de points inspiré des retraites complémentaires privés.

Tout cela se fait, naturellement, au nom d'une prétendue « justice sociale » afin de réduire les inégalités entre les différents régimes de retraite. On aurait pu penser que puisqu'il est question de justice sociale, la réforme s'alignerait sur le haut. Mais non. Il y a un fait qui est systématiquement évacué lorsqu'on discute de

l'âge de départ à la retraite : ce fait se résume par un sigle: EVSI, qui signifie espérance de vie sans incapacité. C'est un indicateur démographique présentant le nombre d'années au cours desquelles une population peut espérer vivre en bonne santé. On nous parle constamment de l'augmentation de l'espérance de vie, qui est de 79,3 ans pour les hommes et de 85,3 ans pour les femmes (chiffres de 2016). Et on nous culpabilise en disant que plus l'espérance de vie augmente, plus il faudra que les actifs retardent leur départ à la retraite pour payer les retraites des vieux. Espérer vivre 79 ou 85 ans est bien beau, mais ce qui est intéressant, c'est de savoir combien de temps on va vivre en bonne santé, autrement dit combien de temps on va pouvoir effectivement profiter de notre retraite ! Et là, on a un tableau assez effrayant dont *jamais* les « réformateurs » ne nous parlent.

En effet, l'espérance de vie en bonne santé est de 63,5 pour les hommes et 64,1 ans pour les femmes. Autrement dit, lorsque la retraite était à 60 ans, hommes

et femmes pouvaient espérer en profiter 3 ou 4 ans en étant valides – c'était une moyenne, évidemment. Avec la réforme que nous concocte Macron, c'est-à-dire la retraite à 64 ans, *les hommes ne pourront plus espérer en profiter en étant valides et les femmes ne pourront espérer en profiter que 36 jours* (un dixième d'année) !!!

Il y a un autre facteur qu'il faut souligner.

Si les réformateurs des régimes de retraite nous parlent constamment du vieillissement de la population pour justifier le recul du départ à la retraite, ils n'évoquent jamais l'augmentation de la productivité du travail, qui est très élevée en France. La productivité du travail est une notion qui semble difficile à comprendre, mais très schématiquement, elle exprime la valeur moyenne produite par les travailleurs. Prenons un exemple simple, et considérons deux groupes de cent travailleurs, A et B. Le groupe A produit en une journée de travail l'équivalent de 1000 euros tandis que le groupe B ne produit que 800 euros. La productivité du travail

du groupe A est donc supérieure à celle du groupe B. En France, la valeur moyenne, en augmentation constante, produite par les travailleurs est très élevée, elle se situe au même niveau que l'Allemagne et les États-Unis, et bien au-dessus de l'Italie et le Royaume-Uni. Cela signifie que les travailleurs français permettent au capital investi en France de faire d'énormes profits, eux aussi en

augmentation constante — un fait qui est soigneusement occulté par nos réformateurs. Cela rappelle ce que Proudhon appelait « l'erreur de compte ». Il voulait dire par là que le travail collectif, combiné, des travailleurs produisait une valeur infiniment supérieure à la valeur que produirait chaque travailleur individuellement. C'est cette valeur-là que le capitaliste s'approprie.

Quel est le lien avec les retraites ? Il est direct. En effet, l'augmentation de la productivité du travail sur 50 ans, par exemple, signifie que de moins en moins de travailleurs sont en mesure de produire de plus en plus de valeur. Ce qui signifie qu'il n'y a pas lieu de culpabiliser les futurs retraités sous prétexte que les actifs de demain devront assumer le poids croissant des retraités de demain puisqu'ils produiront de plus en plus de valeur ; ce qui signifie, pour les mêmes raisons, qu'il n'y a pas lieu de retarder l'âge de départ à la retraite.

La réforme mise en œuvre par Macron et ses comparses n'est évidemment pas motivée par un souci de justice sociale, pas plus qu'elle n'est motivée par la compassion avec les actifs qui doivent assumer le poids d'un nombre croissant de retraités vieillissants. Elle est motivée par le souci de maintenir les actifs au travail le plus longtemps possible afin de produire de plus en plus de profits au bénéfice des capitalistes. Doit-on considérer comme un hasard que les projets de Macron et consorts visent à faire travailler les gens à l'extrême limite de leur capacité à être valides ?

Concluons avec ce propos de Bernard Friot : « il est donc indispensable que plus le travail est productif, plus la valeur produite soit retournée aux travailleurs en étant affectée à l'inactivité, qu'il s'agisse de la baisse de la durée hebdomadaire, de la retraite, des études (1). »

René Berthier

Sources :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3281641?sommaire=3281778>

<https://www.lemonde.fr/blog/piketty/2017/01/05/de-la-productivite-en-france-en-allemand-et-ailleurs/>

1. Bernard Friot, "Financement des retraites : l'enjeu des cotisations patronales", http://monde-nouveau.net/IMG/pdf/Friot_retraites16mai03bis.pdf



Anarchistes et juifs

Du procès Eichmann au Vicaire

Le procès Eichmann commence le 11 avril 1961. Est-il nécessaire de rappeler qui fut ce sinistre personnage ? Son procès ne pouvait donner lieu qu'à sa condamnation à mort, il fut probablement le seul à croire qu'il allait sauver sa tête. Ce procès allait donner lieu à un grand nombre de publications et de débats sur lesquels il sera peut-être nécessaire de revenir tant la question va se révéler plus importante que l'on ne pouvait le penser.

Le Monde Libertaire va en rendre compte dans son numéro de mai 61 en première page sous un titre lumineux « Un petit employé » ! Après en avoir retracé rapidement le contexte historique, l'auteur, Henri K, écrit « que le spécialiste de la question juive est entre les mains des survivants de ces communautés qu'il a recensées avec une rare conscience professionnelle ». Il conteste les doutes exprimés par des juristes « bourgeois » quand à l'objectivité de la justice israélienne qui serait juge et partie. Pour lui il est évident « que l'affaire est faite et il n'est pas un homme digne de ce nom qui peut souhaiter le contraire ». Il ajoute que « la grande peur de nos sociétés, tant à l'Ouest qu'à l'Est, c'est que ce procès contribue à l'éveil des consciences et prouve à la fois leur culpabilité et leur complicité dans la tentative d'extermination totale d'une race qu'ils ont combattue et qu'ils combattent ». Suit alors un réquisitoire complet contre cet « être infâme » qui se réfugie « derrière les ordres, l'obéissance et la discipline propre aux soldats ». Henri K rappelle

qu'à sa fonction de pourvoyeur des chambres à gaz « s'ajoutait l'organisation de leur (les Juifs) exploitation économique et la réalisation des biens juifs volés, des devises aux dents en or ». De même il nie l'irresponsabilité de celui « qui prouve que les gaz sont les seuls moyens à haut rendement, que la fusillade est matériellement impossible et trop pénible pour les SS du fait de la présence de femmes et d'enfants ».

Notre compagnon termine sur deux affirmations importantes qui ont encore du sens, et ce n'est pas peu dire, aujourd'hui : « Dénoncer les manifestations du racisme quel qu'il soit, l'existence de camps de mort plus ou moins lente, les situer géographiquement, en rendre responsable telle ou telle nation, ne sert à rien si on ne dénonce pas les origines communes du mal : l'ignorance et l'absence de dignité humaine ». Il ajoute « Racisme et univers concentrationnaire sont étroitement liés au Patriotisme et au Militarisme, l'un crée l'esprit, l'autre réalise dans la forme. Il ne peut terminer sans faire allusion à ce qui se passe alors de l'autre côté de la Méditerranée, la guerre d'Algérie finissant : la peur d'un changement qu'ils (militaires bornés et lâches, policiers et technocrates arrivistes, bourgeoisie mesquine et avide) pressentent les rends plus cruels et dangereux. Leur victoire remettrait plus que jamais à l'honneur ce pourquoi Adolf Eichmann est jugé aujourd'hui.

Peu de temps après le début de ce

procès, l'ineffable Rassinier va produire un écrit intitulé *Le véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles*. Ceux qui seraient intéressés par cet écrit pourront le trouver en ligne quelque part. Rassinier y répète ce qu'il avance dans le *Mensonge d'Ulysse* dont nous avons déjà suffisamment parlé. Il faut néanmoins reproduire ce que déclare Jean-Paul Samson dans le numéro 32 de *Témoins* au printemps 1963 : « J'avais pensé (comme l'a bien montré l'hospitalité que ne lui refusa pas « Témoins ») pouvoir, sur la foi de la confiance que lui accordaient d'excellents amis, admettre que l'auteur du *Mensonge d'Ulysse*, dût-il bien souvent paraître se tromper, obéissait à un authentique besoin de chercher et de dire le vrai ». Samson ajoute « Paul Rassinier en est venu peu à peu à s'imaginer que la vérité est toujours l'opposé des notions admises. Pour le plus grand plaisir, sans doute, des nazis impénitents et des amis de l'OAS, il prétend ainsi, dans son dernier livre, démontrer non seulement que le procès Eichmann est « illégal » - c'est peut-être vrai, mais ce qu'on s'en fout ! - mais encore que le repoussant obsédé de la « Solution finale » ne fut jamais autre chose que conséquent avec lui-même. Un innocent, pour ainsi dire ». Avant de terminer en disant que Rassinier « auteur de pareilles bassesses est, à mon avis, un égaré peut-être, mais en tout cas définitivement disqualifié ». Samson résume ainsi ce livre « ...le coupable entêtement que montrent l'État d'Israël et les Juifs en

général à ne pas laisser oublier les horreurs subies par leur peuple s'expliquerait, selon la jugeote avisée de notre profond analyste qui se souvient apparemment d'avoir jadis ânonné le rudiment du matérialisme historique dans sa forme la plus simpliste, par le seul souci d'obtenir de l'Allemagne de plus fortes indemnités. « Il s'agit ici, peut-on lire (avec un haut-le-corps) d'une assez sordide histoire d'argent » (p. 40).

A la même période, *Noir et Rouge*, le groupe radical anarchiste, ne mentionne pas dans son bulletin le procès Eichmann (N°18-Mars - Mai 1961). Dans une longue étude sur le racisme son auteur, Shumak, reconnaît que « l'antisémitisme est de loin le préjugé le plus profondément ancré en France, le plus difficilement extirpable. ». Certes l'existence d'un certain complotisme peut expliquer cela. Mais il y a aussi la propagande réactionnaire. « En désignant "le Juif" comme responsable de la misère ouvrière, elle assure au patronat clérical une ombre propice à la continuation paisible de son exploitation ». Elle ajoutera « s'ils vous exploitent c'est parce qu'ils sont juifs ». Suivra alors une explication historique de la construction de l'idéologie antisémite au cours des siècles. La question des kibboutzim est aussi abordée « Ils mériteraient d'être tout particulièrement étudiés ». Nous reviendrons sur ce sujet dans un autre chapitre.

Le débat qui s'est installé mondialement autour du procès Eichmann ne semble pas avoir intéressé le monde anarchiste francophone. Le réquisitoire à l'encontre de ce type, sa condamnation à mort et son exécution le 31 mai 1962 ne seront pas mentionnés dans le *Monde libertaire* du moment. Il faut rappeler que parallèlement et bien plus menaçant, la fin de la guerre d'Algérie et son lot de soubresauts fascistes menace la France encore métropolitaine. Le *Monde libertaire* du mois de décembre 1961, titrait en première page OA/SS. Au mois d'avril suivant, le siège du journal était plas-

tiqué. A Jérusalem, tout au long du procès, une philosophe exilée allemande aux États-Unis, Hannah Arendt, est là en tant qu'envoyée spéciale pour le *New-Yorker*. Son reportage rassemblé et publié en 1953 sous le titre *Eichmann à Jérusalem* va faire scandale à cause de son sous-titre : *Rapport sur la banalité du mal*. Il

ne sera traduit en français qu'en 1966. La question du massacre systématique des Juifs par les nazis reviendra dans les colonnes du *M.L.* par le biais d'une critique de théâtre.

Décembre 1963, une pièce de théâtre crée le débat à Paris. Elle a pour nom *Le vicaire (Der Stellvertreter)*. Elle a été écrite par un Allemand, Rolf Hochhut.



Elle met en scène un SS catholique scandalisé par le sort fait aux Juifs et par le silence du Pape à ce propos. Lorsque la pièce est montée, Pie XII est mort depuis cinq ans, et c'est plus généralement l'attitude de l'Église catholique durant la guerre que Rolf Hochhuth dénonce. *Le Monde libertaire* en rend compte dans son numéro du mois de janvier de l'année qui suit. Il s'y trouve deux articles, le premier de P.V. Berthier, porte sur le fond, celui de Jean Rollin plutôt sur la pièce elle-même. Que dire du premier si ce n'est en retranscrire le début. Au moment où ce texte est écrit, l'information circule à propos d'un voyage du Pape Paul VI en Israël.

[...] je pense que le porte-parole du peuple israélien l'accueillera en ces termes : « Oh !, saint Père Paul VI, nous te saluons, mais en toi nous saluons surtout, avec joie, avec reconnaissance, ton prédécesseur entre tous béni des Juifs, le très vénéré et très benoît Pie XII, celui qu'en son cœur chaque Juif nomme « le Vicaire », et que nous admirâmes pour sa grandeur, pour sa noblesse et pour son intrépidité. » Comment pourrions-nous oublier, nous les Juifs, l'attitude sublime de ce pasteur à qui nous devons tant ? C'était en des temps infernaux, où l'Europe était à feu et à sang. Un despote sanguinaire, qui l'avait submergée de sa soldatesque, fit arrêter des millions de Juifs, les achemina vers son pays dans des convois atroces et entreprit de les exterminer. Ces innombrables innocents désarmés étaient promis aux fours crématoires, et déjà l'odieux massacre commençait, quand soudain ... Oui, soudain, face au Sicaire se dressa le Vicaire ; face au Reître se dressa le Prêtre. Devant le Führer en fureur on vit - ce fut une illumination ! - s'avancer l'Agneau Très Doux. Et ce divin monarque, d'une voix que le monde entier répercutait, dénonça le crime, exigea notre grâce : « Ne les tuez pas ! Dieu même vous l'interdit. Ils ont beau être des Juifs, étrangers au troupeau d'âmes dont Jésus m'a confié la charge, je ne peux pas permettre une aussi horrible abomination ! Toute la terre trembla, le national-socialisme chancela sur ses bases. La croix du Christ allait enfin ou-

vrir la croisade contre la croix gammée impie ! » On sait la suite. *L'infortuné Pie XII fut appréhendé par les SS, comme autrefois son prédécesseur Pie VII l'avait été, lui, par les sbires napoléoniens. Il fut emmené en déportation ainsi qu'un vulgaire Daladier, Blum ou Paul Reynaud, ces profanes, ces laïcs. Mais il continuait de protester témérairement, en apôtre qui ne redoute que l'au-Delà et la justice de son Dieu ; alors ces brutes le firent mourir... comme certains de nos coupables ancêtres, dit-on, firent jadis mourir le Christ. » Ainsi Pie XII se sacrifia, acceptant le martyre.*

Parfois la satire est plus efficace que tout discours, en peu de mots tout est dit. Rendant compte de la pièce elle-même, Rollin avance que « L'auteur s'est avant tout voulu historien. Il n'est pas l'accusateur établissant un constat froid et lucide. Ce qu'il présente n'est pas un réquisitoire. C'est le principal défaut de la pièce. Il s'attache à démontrer, à prouver, plutôt qu'à exposer ». Rollin critique ensuite la pièce d'un point de vue stylistique. Il y avait selon lui tout ce qu'il fallait pour appliquer les théories brechtiennes de la distanciation. Ce ne sera pas le cas. Puis vient la critique politique du Vicaire. Pour l'auteur de l'article il est évident que le Pape avait pris le parti du plus fort à ce moment-là, « la sauvegarde de quelques Juifs ne sauraient l'absoudre, et tout au plus être considéré que comme peu de lest donné aux chrétiens horrifiés ». Après avoir affirmé cela, Jean Rollin discute le rôle d'un curé qui va se livrer aux fours crématoires pour partager le sort de ses frères Juifs. Il aurait mieux fait, dit-il, de réclamer des armes pour aller se battre. En conclusion, il trouve qu'« On peut donc considérer cette pièce comme un règlement de comptes entre chrétiens libéraux et chrétiens aveugles ».

Rollin rapporte une anecdote risible. Ces représentations ont suscité leur lot de contre-manifestations. Un tract, signé un catholique moyen était distribué alors à la sortie. L'auteur rapporte une partie du contenu : « Le plus savoureux passage du tract distribué prétend que

la « consécration au cœur immaculé de Marie » dont s'occupait Pie XII en plein massacre, était une prise de position en faveur des Juifs, puisque la Marie en question était elle-même israélienne. Voilà qui laisse rêveur ». Nous aussi !

Il faut revenir sur l'argument principal de cette pièce, à savoir la personnalité historique de ce SS catholique scandalisé qui n'arrive pas à alerter le monde sur le sort fait aux Juifs. Il s'appelle Kurt Gerstein (1905-1945). Chrétien protestant, proche de la partie de cette Église en opposition à Hitler, il a beaucoup écrit et raconté ce qu'il a vu, ce à quoi il a assisté. L'horreur de première main. Traumatisé, ses informations semblent parfois non-conséquentes comme par exemple quand il avance que 25 millions de juifs seront gazés. C'est dans ces incohérences que vont plonger les négationnistes dont Rassinier qui leur ouvre la voie ! Dans une brochure rééditée par la *Vieille Taupe* en 1965 et trouvable en ligne, au titre évocateur *L'opération vicaire - Le rôle de Pie XII devant l'histoire*, il va tenter d'expliquer et justifier la fonction d'un pape tentant de maintenir l'équilibre entre nazis et staliniens, entre Allemagne et Union soviétique. Arguant de son expérience concentrationnaire, il va déduire des inexactitudes de Gerstein l'absence des chambres à gaz. Ce sera aussi pour lui l'occasion de dénoncer pour parti pris tous ceux qui ont travaillé sur le sujet comme Saül Friedländer, accusé, entre autres, de manipuler les archives. D'Albert Camus, il dira « S'il fallait rayer de l'histoire tout ce qu'Albert Camus n'a ni vu ni entendu, il n'en resterait pas grand-chose. A ce compte-là il serait lui-même rayé de l'histoire ».

Ce qui est frappant dans cet écrit, et que l'on retrouvera plus tard dans d'autres écrits négationnistes, c'est l'abondance de citations, d'extraits de documents, le tout articulé de façon tout à fait convaincante. Comme toujours, les prémisses sont passées sous silence, la liquidation des Juifs par les Nazis a bien eu lieu.

La NUEVE de la 2^e DB

Peinture murale, 20 rue Esquirol à Paris 13^e



Juan Chica Ventura, artiste peintre

Ne vous y méprenez pas cher-es lecteurs et lectrices, l'Association du 24 août 1944 célèbre tous les 24 août depuis 2014 la Libération de Paris par les hommes de la « Nueve » de la 2^e DB, en présence de la Maire de Paris Mme Anne Hidalgo.

L'Association ne s'est pas fourvoyée, même si elle doit être présente face aux officiels et suivre un certain protocole organisé par le staff de la Mairie. C'est toujours elle l'initiatrice et précurseuse de chaque événement et elle apporte de l'eau au moulin de la Mairie de Paris : ils ont besoin de nous pour justifier leur rôle auprès des électeur-trices, et savent pertinemment que nous ne sommes pas des adeptes des urnes. Au nom de l'Association nous tenons à être clairs à vos yeux.



Cette Association a pour but de faire connaître et de cultiver la mémoire historique (écrite, enregistrée, iconographique, artistique, etc.) de la Libération de Paris en 1944, en liant cette célébration à la participation des antifascistes espagnols de la 2^e DB, en exposant toutes les facettes de cette lutte commencée le 19 juillet 1936 en Espagne, et continuée sur différents fronts en Europe et en Afrique, et plus particulièrement dans les maquis en France. Pour beaucoup de femmes et d'hommes, elle se prolongea dans le combat contre le franquisme, jusque dans les années 1960. Nous prévoyons, entre autres, de réaliser des recherches, d'animer des débats, de présenter des expositions, de diffuser et de réaliser des films, de publier des documents et d'organiser des événements commémoratifs et festifs. Parmi les projets, nous espérons voir très prochainement la création d'un centre de documentation libertaire de l'exil espagnol au 33 rue des Vignoles dans le 20^e arrondissement de Paris, siège de la C.N.T.



À propos de peinture murale et de fresque, je ferais une petite digression juste pour vous expliquer que ce sont deux techniques totalement différentes que l'on a souvent tendance à confondre dans leur appellation, puisque la première consiste à appliquer la peinture directement sur le mur, tandis que pour la seconde, la peinture s'applique dans un enduit de chaux encore frais, d'où le nom « fresco » qui vient de l'italien. Aujourd'hui, la qualification de fresque murale est passée dans le langage courant.

L'essentiel de cette création consiste à offrir au public, une page d'histoire franco-espagnole oubliée depuis des décennies. Le pari était de présenter une œuvre éducative, artistique et ludique. L'Association a opté pour un traitement entre la planche de bande dessinée (allusion aux bulles et aux vignettes) et la page de papier journal (allusion au titre et aux légendes), ce qui offre une dynamique et une lecture très claire dans son ensemble. Il s'agissait de s'appuyer sur des archives photos de l'époque, d'en faire un montage afin de constituer une composition illustrant fidèlement chaque épisode.





Association du 24 août 1944 :
www.24-aout-1944.org



Portfolio réalisé par Hélène Hernandez et Alain Eludut
 Groupe Pierre Besnard

Dans ce cas précis de technique artistique, le dessin est fondamental, car il est le pivot central de l'œuvre. Il vise à être rigoureux et précis puisqu'il illustre une page d'histoire, dès lors les détails doivent être justes, bien marqués pour appuyer les faits historiques. J'ai pris le parti de travailler dans une gamme de gris noir par souci de marquer le style de document d'archive qui paraît à l'époque et que j'ai soumis à l'Association. Les seules notes de couleurs sont les deux drapeaux, le tricolore et celui de la Seconde République espagnole qui apparaissent parmi la foule.

L'originalité de cette peinture murale est d'offrir une nouvelle grille de lecture artistique qui s'appuie sur l'histoire et la mémoire. Autre originalité, si elle existe aujourd'hui, c'est qu'elle a été financée grâce aux dons privés des uns et des autres, qu'ils ou elles soient des militant-es ou pas, des entités. L'essentiel dans cette belle aventure généreuse et solidaire est cette peinture monumentale, de 17 mètres de haut et 5 mètres de large, à caractère historico-politique qui vient se rajouter de manière incontournable dans le parcours des 12 plaques de la « Nueve » apposées en 2004. L'Association du 24 août 1944 tient à remercier tous-tes les souscripteurs et souscriptrices sans qui nous n'aurions pu réaliser cette œuvre.

Fraternellement vôtre.

Juan Chica Ventura
 Groupe anarchiste Salvador-Seguí

Brésil, entre résilience et résistance

L'élection de Jair Bolsonaro au Brésil en octobre dernier et sa prise de pouvoir en janvier 2019 marquent le début d'une période pleine de reculs pour la société brésilienne. Dans de nombreux domaines et de multiples manières, des pans entiers de celle-ci affrontent la destruction organisée de conquêtes qui, réalisées sous les mandats des présidents progressistes du PT, se révèlent fragiles face à un pouvoir beaucoup plus déterminé à en finir avec les résistances populaires que le précédent ne l'avait été à tenter d'endiguer la prolifération des réactions conservatrices et néolibérales. Toutefois, après bientôt huit mois au pouvoir, la résistance à ces attaques hésite entre résilience et résistance concrète. État des lieux.

Le 13 août 2019 devait marquer avec force le retour dans les rues des étudiant-e-s et de toutes les personnes se sentant concernées par les attaques répétées du nouveau pouvoir contre l'Éducation. Trois mois plus tôt, les 15 et 30 mai, des millions de Brésiliens ne-s avaient manifesté leur rejet des coupes budgétaires dans le budget et des autres offensives visant à faire de l'Éducation un simple mécanisme de reproduction du statu quo social. Ceci alors que la promotion de disciplines comme l'Histoire ou la Sociologie avait été un des grands axes des politiques publiques précédentes en matière d'éducation.

Cependant, dans les rues le 13 août, on a pu ressentir la faiblesse de la mobilisation, Belém, ville du Nord du pays où l'auteur de ces lignes a séjourné, connaissant un recul de 80 000 personnes présentes en mai à environ 4000 (soit 20 fois moins) lors de cette dernière journée.

Se pose alors la question de savoir ce qui se passe au juste en termes de résistances dans le plus grand pays du continent sud-américain frappé par l'élection du dirigeant le plus détestable (et pourtant il en compte aujourd'hui un certain nom-

bre) qui soit. Celui-ci cumule pourtant en sa personne toutes les absurdités mensongères du climato-sceptique, tous les caractères haineux du raciste, sexiste, homophobe et bien d'autres, tous les côtés cyniques et dangereux pour les partisans d'un changement social et sociétal du néolibéral ultraconservateur... Bref, un cauchemar fait homme.

Toutefois, malgré toutes ces caractéristiques peu avenantes, la résistance concrète peine à sortir de l'ornière. Tout d'abord passé-e-s par la sidération, les Brésiliens ne-s ont ensuite semblé se prendre en main pour tenter de repousser le sombre personnage, ses propositions de réformes tout comme sa cohorte d'hommes de main (parmi ceux-ci le ministre de la Justice, Sérgio Moro, grand artisan de l'incarcération on ne peut plus discutable de Lula). Puis, l'apathie semble avoir regagné la population qui paraît s'accommoder de celui que les urnes ont vu sortir gagnant de la dernière consultation. On espère que les choses n'en restent pas là et que cette dernière phase ne soit que transitoire, voire préparatoire d'une contre-offensive d'envergure. En ce qui concerne la répression, il faut

noter qu'au jour le jour, il y a bel et bien des différences sensibles entre la violence de la répression avant Bolsonaro et celle qui est appliquée aujourd'hui. Mais cette différence est de niveau, pas de nature. En d'autres termes, si les assassinats de leaders et militants de gauche ont explosé depuis quelques mois (tout comme la déforestation de l'Amazonie), les modus operandi restent ceux que le Brésil connaissait depuis des décennies et même sous le pouvoir progressiste du PT. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter les archives du cahier annuel sur les conflits agraires et leurs victimes édité par la Commission pastorale de la Terre. Ces cahiers font office de baromètre de la violence liée à l'occupation des terres agricoles, forestières ou des zones fluviales et répertorient les assassinats perpétrés sur les petits exploitants familiaux, les leaders indigènes et autres contestataires de l'ordre rural établi par les grands propriétaires terriens, les exploitants en tout genre des « ressources naturelles » et leurs hommes de main. Ces assassinats n'ont fait que décroître en nombre dans certaines années de gouvernement progressiste mais n'ont jamais disparu ni même connu une inflexion à





la baisse particulièrement marquante.

Pour le mouvement anarchiste, en ce qui le concerne, l'arrivée de Bolsonaro n'a pour le moment, et en apparence, pas modifié profondément la répression à l'encontre des militant-e-s engagé-e-s dans des actions de terrain. Mais il convient de rappeler que le pays n'a connu depuis janvier que peu de mobilisations susceptibles d'amener à une répression massive et systématique. Les quelques journées de défilés en faveur de l'Éducation ou contre la réforme des retraites qu'a connues le pays ayant semblé être plus des tours de chauffe sans suite concrète qu'un réel appel à aller à la bataille de la part de syndicats et de mouvements sociaux institutionnalisés et habitués à des années de tiédeur face aux reculs de leurs alliés politiques que sont PT (Parti des Travailleurs. Nldr) et PCdoB (Parti Communiste du Brésil. Nldr).

Le secteur le plus exposé pour le moment et sans conteste le plus combatif est constitué par les populations indigènes qui sont sorties dans les rues fin avril à l'occasion du Campement Terra Livre et ce mois-ci avec la mobilisation de près d'une semaine des femmes indigènes qui ont occupé le Secrétariat en charge de la Santé indigène, le SESAI. Cette partie de la population est aussi une des premières à subir les conséquences désastreuses des politiques envers les populations qui vi-

vent en lien étroit avec les forêts (amazonienne au premier titre mais pas uniquement, la forêt atlantique du Sud étant elle-même menacée de disparition totale) et envers les forêts en tant que telles. Il n'est pas besoin de souligner que l'augmentation de l'ampleur des surfaces déforestées de 278% entre le mois de juillet 2018 et le même mois de 2019 correspond à un signal d'alarme pris particulièrement au sérieux par celles et ceux qui vivent en relation étroite avec la forêt dont il-elle-s dépendent directement. Il n'est pas non plus besoin de rappeler qu'il-elle-s comptent un nombre croissant et inquiétant de victimes à la suite d'assassinats orchestrés par les exploitants de toutes sortes de leur environnement. Toutes ces raisons portent à penser que leur mobilisation sera dans les mois à venir un des moteurs profonds de la contestation de Bolsonaro et de son régime.

Autre secteur particulièrement touché, le MST (Mouvement des sans terre. Nldr) et les autres mouvements de petits paysans connaissent un nombre en très nette augmentation d'attaques contre leurs occupations de terres et d'assassinats de leurs leaders. Là aussi, il semble que la résistance soit en train de s'organiser et il n'est pas à exclure que d'autres modes d'action soient adoptés dans les temps qui viennent.

Il paraît donc que c'est encore par secteur isolés les uns des autres que le Brésil

tente de trouver la parade à ce qui ressemble à un État en cours de fascisation : les institutions officielles semblent encore fonctionner aussi mal qu'elles le faisaient avant Bolsonaro (la Cour suprême brésilienne, par exemple, restant à son niveau d'inutilité voire de nocivité déjà connu auparavant) et celui-ci connaît pour l'instant des revers sur des sujets qu'il avait pourtant mis en avant dans sa campagne électorale. Mais il n'en demeure pas moins que l'ampleur de la résistance n'est pas encore suffisante et que les secteurs apparaissent encore trop peu coordonnés entre eux pour opposer une stratégie cohérente et efficace.

De plus, le jeu des partis de la gauche institutionnelle toujours en train de manœuvrer en vue des prochaines élections concernant les gouverneurs d'États et les maires (ainsi que les corps législatifs des États et des conseils municipaux) de 2020, semble mobiliser une partie trop importante de l'énergie des militant-te-s qui devraient être occupé-e-s à nouer des relations avec les secteurs en lutte, organiser le travail de base, les actes de désobéissance et de sabotage d'un pouvoir qui leur a pourtant ouvertement déclaré la guerre.

Mais ce n'est pas encore le cas. Les plis pris pendant 14 ans de gouvernement PT vont sans doute être longs à se défaire et il faudra a priori compter sur la combativité de secteurs en lutte depuis des décennies déjà et ce quelle que soit la couleur du pouvoir politique en place plus que sur les relais politiques et syndicaux officiels trop habitués à la cogestion et à la real politic.

En ce sens, les anarchistes brésiliens ont une carte à jouer qui est un atout majeur : celui d'être parmi les premier-ère-s présent-e-s dans les luttes, sur le terrain et sans concession. Espérons qu'il-elle-s parviennent à faire de leur mieux pour radicaliser les actions d'opposition concrète à Bolsonaro et que les mois à venir soient marqués par une reprise forte de la contestation d'un pouvoir étouffant et assassin.

Xavier.

Crédits photos : Mídia Ninja (août 2019)

Retour sur le congrès IFA à Ljubljana

Du 24 au 28 juillet, de nombreux.es anarchistes du monde entier se sont retrouvés à Ljubljana en Slovénie à l'occasion du congrès de l'Internationale des Fédération anarchistes (IFA). La plupart des fédérations européennes étaient représentées dont la fédération grecque APO qui est entrée cette année dans l'IFA. De plus, la FLA d'Argentine était présente ainsi que nombre d'invités venant du Japon, du Brésil, du Venezuela et de Roumanie qui se sont joints aux délégations pour participer à la rencontre.

Au cours de la première journée, tout ce beau monde s'est donc présenté et rencontré.

Les deux journées suivantes ont été rythmées par des ateliers de travail/discussions sur différents thèmes : migration et frontières, les médias développés dans les différentes fédérations, situation sur la lutte des classes actuelle, antimilitarisme, féminisme et bien d'autres !

Les diversités des regards et des réalités vécues sur les sujets abordés ont permis l'éclosion de débats, d'échanges d'informations, d'idées et de pratiques extrêmement riches qui nous ont laissé entrevoir l'intensité et la force que porte l'internationalisme.

Chaque soir des débats ou discussions étaient également organisés de manière publique. Ils étaient animés par les nombreux participants du congrès, qui apportaient avec eux leur lutte quotidienne et leur Histoire. Couvrant ainsi un vaste champ de questions politiques allant de l'éducation populaire au développement du mouvement anarcho-punk au Brésil... Ces espaces publics ont permis aux différents participants

du congrès de découvrir les luttes locales des autres fédérations, mais aussi à un public varié de venir découvrir les différentes formes que revêt l'anarchisme au sein de l'IFA. Ces discussions prenaient place dans trois lieux différents : dans un petit parc situé à côté du bâtiment où se tenait le congrès ; à Metelkova, une ancienne caserne squattée à partir de 1993 qui a ensuite été légalisée par la mairie et attire une faune touristique des plus improbables ; à ROG, une ancienne usine de bicyclettes squattée depuis 31 ans qui lutte encore aujourd'hui pour son maintien.

Chaque soir après les discussions, Metelkova accueillait différentes représentations artistiques (cirque, cabaret et concerts) et servait aussi d'espace de sociabilisation informel où chants et rafraîchissements éthyliques permettaient d'affronter la rudesse de la langue anglaise.

Les deux derniers jours étaient consacrés à la rédaction de motions et de

campagnes, ainsi qu'à la suite de discussions de certains groupes de travail. En est ressortie une campagne pour "les migrants" et contre les frontières, sujet crucial qui tend à empirer dans les années à venir avec les migrations liées au climat. Le sujet prenait d'autant plus sens pour une action à l'échelle internationale que l'IFA est présente dans des pays de départ, de transit et d'arrivée des migrations. Plus que jamais il est nécessaire de détruire les frontières. Ces limites imaginaires qui sont tracées sur la souffrance et la mort ne doivent plus séparer l'humanité !

Au final, ce congrès aura été une grande réussite, avec une super organisation et des discussions extrêmement intéressantes qui donnent beaucoup de motivation quant à la suite de l'IFA.

Amicalement,
Louis (Groupe Germinal)



Le monde comme il va

Cherchons, cherchons...

Pour entamer cette rentrée, je ne vais pas commencer par vous raconter des choses tristes et inquiétantes, comme les accidents, les répressions, la fin du monde ou mon état de santé. Je vais vous parler des moteurs de recherche et de choses et d'autres que l'on peut trouver avec eux.

Cherchons ce qui peut être rigolo !

Commençons par un Google à l'envers. C'est ici : <https://elgoog.im/>. Comme je suis publié par un journal sérieux, j'y ai recherché le mot anarchiste. Original n'est-ce pas ? Le résultat vaut le déplacement, essayez et rigolez ! Le site où j'ai trouvé cette information dit à ce propos « les Chinois l'utilisent de plus en plus. Pour une raison toute simple, cette version de Google n'est pas censurée par le firewall de leur gouvernement qui ne voit en ce site qu'un site amusant. Ils l'utilisent donc pour contourner la censure, comme quoi, l'habit ne fait pas le moine ». Moi qui voulais ne rien dire de sérieux...

Revenons à Google. Vous pouvez rentrer dans sa barre de recherche cette expression *do a barrel roll* ce qui signifie faire un tonneau, ou bien ces deux mots *Google Gravity* et cliquez sur les premiers résultats. Les résultats mon-

trent que les concepteurs de ce moteur se sont bien laissé aller.

Cela dit il y a plein de moteurs de recherches alternatifs (?). Pour vous et vous seuls le guetteur a fait des tests sérieux.

- Il y a *Bing*. Pour le mot anarchiste, 953 000 items, premier résultat : Wikipedia.

- Même résultat avec *Yahoo* qui me dit « Essayez aussi: anarchie définition, anarchiste célèbre, anarchique ».

- Puis allons voir *DuckDuckGo*. Qui en plus de Wikipedia m'informe que « L'anarchisme est un courant de philosophie politique développé depuis le sur un ensemble de théories et de pratiques anti-autoritaires d'égalité sociale. » Tel quel dans le texte.

- Avec *Qwant*, c'est toujours Wikipedia qui fait le boulot.

- *Ecosia* qui dit la même chose m'apprend en plus que « Les publicités permettent de planter des arbres ! ».

- Avec *Million short* j'ai pris le mot anarchiste. 96 400 items en 0.44 secondes et le même Wikipedia mais en plus en troisième position notre FA !

- Avec *Photopin* plein d'images anarchisantes avec la possibilité de choisir le format.

- *Pickanews* offre 2402 retombées, et des graphiques indiquant les sources,

en premier il y a France Culture et en second le Monde libertaire ! Pour en savoir plus il faut s'abonner.

- *Yippy* le moteur pour les enfants, indique 1 440 000 items et l'incontournable Wikipedia dont les premières lignes nous informent que « L'UGAC produit de son côté dès 1966 une "Lettre au mouvement anarchiste international" ».

- *Lilo* propose de participer financièrement à : Notre constitution pédagogique, à l'Association des petits princes ou à l'Association White Rabbit.

La conclusion de tout cela, c'est que pour ce qui nous intéresse, Wikipedia est notre principal outil de propagande. Pour terminer en beauté, allons sur Google ! 2 670 000 items. La première ligne annonce que le premier anarchiste est l'auteur de ces lignes. Il n'y a pas d'erreur !

Le guetteur



La misarchie d'Emmanuel Dockès : une étape concrète vers l'anarchie

Paru une première fois en mars 2017 et réédité récemment (mai 2019), cet essai de politique-fiction écrit sur un mode romanesque qu'est, *Voyage en misarchie – Essai pour tout reconstruire* (Éditions du Détour), d'Emmanuel Dockès, surgit comme un pavé jeté dans la mare de la pensée dominante, celle qui fait du capitalisme et de nos soi-disant démocraties (plus au moins autoritaires selon les endroits du globe) un système immuable auquel il n'existerait pas d'alternative. Vraiment ?

D'emblée, on s'interroge sur le terme *misarchie*, peu commun, et peu connu. Par conséquent, soit on se tourne vers le dictionnaire, dans lequel il n'apparaît pas, soit on retourne le livre et on le découvre défini, bien en tête de la quatrième de couverture : *Misarchie. n.f. : régime dont le principe est une réduction maximale des pouvoirs et des dominations.* Tiens ! ? Intéressant ça ! Ou bien encore, on possède des notions de grec et l'on peut alors réfléchir à son étymologie, qu'au demeurant l'auteur nous livre au début du récit : « *Misarchie* » est un mot construit sur les racines « *mis* » et « *archie* ». « *Mis* » vient du verbe grec « *misein* » qui signifie « détester », « haïr » ; [...]... Et « *archie* » vient de « *arkos* », le chef ; [...]. Là est le régime qui « déteste les chefs ». C'est tout simple. Nous détestons la domination, le pouvoir. Nous voulons avoir le plus de liberté et le plus d'égalité possible. Tiens, tiens ! ? De plus en plus intéressant ! Ce terme est en fait un néologisme qu'Emmanuel Dockès, l'auteur, professeur de droit, spécialisé en droit du travail et juriste engagé, avoue avoir « piqué » à Nietzsche. Le philosophe

allemand détestait d'ailleurs la signification de ce mot qu'il avait pourtant lui-même inventé, car il affirmait que la volonté de puissance était l'essence de la vie.

L'histoire nous plonge en Arcanie, un pays imaginaire où Sébastien, le personnage principal et narrateur du livre, professeur de droit comme l'auteur, a « échoué », suite à un accident d'avion. C'est pétri des « vérités » professées dans les écoles de la République française et enfoui dans les certitudes propres à l'homme occidental normé, que Sébastien découvre, petit à petit et non sans mal, le système misarchique qui régit l'Arcanie et tous les à-côtés non dérisoires qui vont avec. Articulé autour d'une histoire d'amour entre lui et une jeune arcanienne, Clithène, qu'il rencontre au début de son voyage, le récit nous emmène de pérégrinations en périples, et de découvertes en surprises, sans que jamais cette idylle entre les deux principaux protagonistes et qui sert de fil conducteur au livre, ne prenne le dessus sur le sujet central de l'œuvre. Parsemé de termes exotiques et spécifiques à l'Arcanie, qui pour la plupart représentent des choses qui n'existent pas ou qui existent autrement chez nous (cotex, primo-arrivant, flaschette, magnéto, freexpo...), l'écriture fluide et romancée, voire parfois cantilène, nous promène allègrement sur les terres de ce pays inconnu qui se dévoile au fur et à mesure. Et c'est non sans plaisir et curiosité que l'on se laisse agréablement guidé dans les méandres de cette misarchie dont les grands principes nous sont jetés au fur et à mesure des aventures de nos héros.

Ainsi nous apprenons, le plus souvent

dans les détails, que dans un système misarchique, la sexualité est très libre, y compris celle des adolescents. Qu'il n'y a ni argent liquide, ni banque et qu'une caisse unique centralise tous les paiements, électroniques seulement. Que les « institutions » reposent sur deux types d'organisations : les « associations », que l'on rejoint par adhésion, librement, et les « districts », définis par un territoire. Que codes et règles, qui n'ont par ailleurs pas forcément bouleversé la nature humaine, organisent l'Arcanie. Que l'on pratique la rotation infantile et qu'elle est même obligatoire : il s'agit d'une sorte d'échange extra-familial et extra-communautaire d'enfants, lesquels peuvent par ailleurs décider de quitter leurs parents. Que l'architecture est plutôt hétéroclite : l'ancien épouse le futuriste. Qu'un travail à temps plein, c'est 16 heures par semaines, autorisé dès l'âge de 15 ans. Que les vêtements sont faits pour durer : on les achète d'occasion et quasiment jamais neufs. Que de nombreux services, telles la justice (avocats), la santé, l'éducation... sont gratuits. Que les riches ne peuvent pas se payer un meilleur avocat que les pauvres et, encore mieux, que les avocats gagnent plus lorsqu'ils s'occupent des pauvres que des grandes entreprises. Que les arcaniens sont effarés des inégalités qui existent en France. Que l'on utilise la police et l'emprisonnement le moins possible. Que les études ne s'arrêtent quasiment jamais et qu'elles sont obligatoires jusqu'à l'âge de 25 ans. Que des bourses du travail sont en place. Que l'on change de métier un peu comme l'on veut et qu'il n'y a pas de chômage. Que l'héritage est proscrit. Que le gommage du machisme opère. Que la notion de pro-

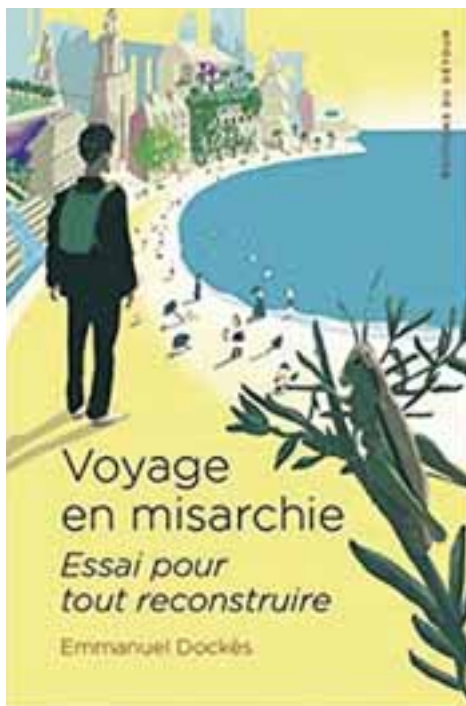
priété est repensée : seule est conservée la propriété « nécessaire », celle qui libère ; la propriété dominatrice, telle la location par exemple, est elle, bannie. Que les emprunts ne font pas l'objet d'intérêts. Que l'entreprise appartient aux travailleurs (qui ne sont pas des salariés) et que l'entrepreneur jouit d'un droit progressif sur sa création. Que les heures supplémentaires sont extrêmement taxées. Que l'immigration en Arcanie est libre et qu'elle est même valorisée et optimisée. Que les arcaniens n'ont ni papiers d'identité, ni état civil. Et enfin, que malgré tout, des inégalités persistent et que certaines libertés sont limitées. Le système misarchique n'est pas parfait, comme aucun système en outre, et ne prétend pas l'être.

Tout anarchiste et même, disons plus largement, tout progressiste, devrait s'intéresser de près à la misarchie, car elle apparaît comme une société extraordinairement libre et véritablement démocratique, sans État et presque sans capital. Utopique mais crédible, ce système est pensé comme réalisable, si l'on accepte le fait qu'il faudra tout reconstruire. Exeunt donc nos « démocraties » oligarchiques de plus en plus brutales et autoritaires, pour faire place dès à présent à ce qui sera l'étape d'après, cette sorte d'hyper-démocratie, plus libre et égalitaire, pas vraiment libérale (sur le plan économique) mais un peu quand même, pas vraiment libertaire mais un peu quand même.

Ainsi, on supprimera le chômage par le partage du travail. On réduira les pouvoirs économiques et la domination de la finance par la division des pouvoirs. On éradiquera le capitalisme tout en protégeant et en récompensant la liberté d'entreprendre, et en gardant la propriété privée nécessaire uniquement. On augmentera la qualité du travail, on gagnera en productivité et on effacera l'oppression qu'est le salariat grâce à l'autogestion. On repensera l'éducation, beaucoup trop normée et bloquée aujourd'hui, en distinguant notamment selon les matières et non selon les classes scolaires, ainsi qu'en favorisant la formation continue. On poussera à l'autonomie financière dès le plus jeune âge par l'émancipation. On prônera la tolérance absolue par rapport aux autres et on incitera à l'ouverture d'esprit la plus large

possible en ne conditionnant pas les enfants par une éducation unique mais multiculturelle. On empêchera toute domination par la répartition la plus totale des pouvoirs, lesquels seront, de surcroît, réduits au maximum... Du reste, le système misarchique sera bien évidemment inspiré de choses déjà existantes. Bien qu'il ne subsistera ni État, ni nation, nous conserverons, entre autres, un système juridique, des services publics, une police et des impôts.

Certes, l'avènement de la misarchie ne garantira pas non plus le bonheur pour chacun, mais sera toujours bien mieux que le système actuel qu'on nous impose



et voué qu'à n'éviter le pire. L'arrivée de cette société nouvelle constituera sans aucun doute une avancée significative et une progression incontestable vers un monde plus juste, plus égalitaire et plus libre. Une société anarchiste ?

Et puis, que diriez-vous d'une société où les capitalistes sont en infime minorité et constitués en groupuscules considérés comme extrémistes ? Ce sont les *cravates bleus* ou les *capitalos* dans le livre. Ces rétrogrades admirent la France pour son système et ses héros nationaux tels Nicolas Sarkozy ou Vincent Bolloré. *Cravates bleus* et *capitalos*, sont des insultes pour un misarchiste ! Plutôt séduisant non ? Et je ne vous parle même pas des fascistes ! D'ailleurs, les liens entre capitalisme et fascisme sont subtilement

démontrés à un moment du récit.

Signalons encore, avant de conclure, que ce ne sont pas des technologies novatrices qui font la richesse et le bien-vivre en Arcanie et, que c'est par les élections que ce pays est parvenu à la misarchie. Toutefois, on nous précise que *la misarchie est toujours l'aboutissement de mouvements sociaux, populaires, économiques, intellectuels, culturels même...*

Ce guide touristique et politique de l'Arcanie qu'est *Voyage en misarchie - Essai pour tout reconstruire*, incite grandement à la visite de ce pays.

Afin d'exposer ses propositions pour repenser notre société, Emmanuel Dockès a eu la bonne idée de choisir la forme romanesque, plus coulante et plus agréable à lire que l'essai, souvent plus lourd et rébarbatif. Ce livre à contre-courant – nous allons aujourd'hui vers toujours plus d'autorité, d'inégalité, de xénophobie... – et facile à lire bien que légèrement complexe dans certaines explications de fonctionnements politiques et sociaux, et où quelques rares termes restent un peu obscurs – incite à la réflexion en offrant des solutions concrètes pour améliorer notre système. Entre utopie et réalisme (un oxymore !?), cette œuvre, dont la lecture devrait être obligatoire, se présente comme un bel outil pour repenser notre système et représente même un véritable espoir, en dépeignant de façon si crédible, réaliste et convaincante ce monde nouveau, mais proche du nôtre, un monde qui tend vers le monde idéal.

Certain.es, dont je fais partie, y verrons une étape concrète vers l'anarchie et prendront de ce pas leur billet pour ce pays, lointain et si proche à la fois.

Frédéric Pussé, Groupe de Metz de la Fédération anarchiste
Juillet 2019

De la désobéissance civile et autres petites choses

S'il est une idée, un concept, un mode d'action qui revient de façon permanente dans les médias, en ligne ou sur papier, c'est bien celui de désobéissance civile. Un certain nombre de commentateurs découvre ce qu'ils n'avaient jamais considéré. Ils prennent pour nouveau des pratiques plus que centenaires. Le déferlement des foules algériennes dans les rues de ce pays qui nous est si proche les ont abasourdis. Tout un pays qui dit non au pouvoir qui l'opprime sans dresser des barricades a de quoi étonner. C'est si contraire au discours révolutionnaire habituel.

Des intellectuels tentent ces derniers temps de comprendre ce qu'il en est. Nous avons choisi de nous arrêter sur trois de leurs productions destinées au grand public. Celle d'un philosophe, Frédéric Gros, puis celle d'une philosophe plus connue, Sandra Laugier, et enfin d'un sociologue, Albert Ogien. Ces textes sont intéressants à divers titres, autant par ce qu'ils disent que par ce qu'ils omettent.

Apprendre à désobéir

Il apparaît que rien ne semble aussi difficile. Tout parent s'est trouvé un jour ou l'autre face à son enfant et à son NON ! définitif. Il lui a fallu tout à la fois beaucoup de patience et de détermination pour faire ravalier au bambin son opposition déterminée et le faire aller droit. C'est le début de la soumission, de l'obéissance ! Est-il possible de faire autrement ? Sauf dans une société idéale ou tout serait beau, il n'en est pas question. La structure même de notre monde n'est supportable que parce que tous se plient au respect d'un certain nombre de règles édictées par des entités légales ou divines, extérieures aux individus. La question de savoir à quel moment il faut désobéir se pose alors. Howard Zinn, l'auteur d'une Histoire populaire des

États-Unis retourne la question « La désobéissance civile n'est pas notre problème. Notre problème c'est l'obéissance civile ». Il rejoint alors Etienne de la Boétie qui écrivait vers 1560 « Le tyran asservit les sujets les uns par le moyen des autres ». Frédéric Gros (1) précise ce propos « Il veut dire que l'obéissance n'est pas un système vertical de domination : elle suppose des chaînes de complicité ». C'est bien là que le bât blesse. Désobéir, c'est le plus souvent, au départ, se mettre à dos son entourage. Pourtant c'est une des formes incontournables de la construction de la personnalité. Cela n'a rien à voir avec de l'héroïsme ou de l'individualisme. F. Gros rappelle que Henry David Thoreau a livré la clé dans son Journal : « Si je ne suis pas moi, qui le sera à ma place ? »

Sans aucun doute, pour être citoyen, au sens basique du terme, c'est-à-dire membre vivant dans et de la cité, il faut se plier aux normes du collectif, aux lois publiques, mais jusqu'où ? Notre auteur rappelle que « le fait d'obéir garantissait presque par magie le confort de n'être plus responsable, d'abdiquer sa volonté en la confiant à un autre ». C'est oublier un peu vite que la société n'est pas composée seulement d'individus qui obéissent aux mêmes lois. L'égalité formelle masque une inégalité systémique qui oblige à obéir aux intérêts, financiers ou pouvoirs, de peu de gens. Donc quand Gros dit « C'est le fond marxiste de la pensée politique qui ramène l'obéissance à un rapport de force entre dominés et dominants » nous restons un peu interloqués, comme si ce « fond marxiste » était inhérent à toute pensée politique, ce que l'auteur lui-même contredit en citant La Boétie et Thoreau. C'est bien ce rapport de force qu'il faut interroger.

Aucun de ces deux auteurs, et bien d'autres assurément, n'auraient pu imag-

iner qu'il se passa un moment où des procès à retentissement universel considéreraient le fait d'avoir obéi comme une circonstance aggravante. C'est ce que Frédéric Gros nous rappelle « cette association entre capacité d'obéir et affirmation d'humanité, a volé en éclats avec la Shoah, avec l'expérience totalitaire et génocidaire du XX^e siècle » Il reprend à son compte une citation de Peter Ustinov qu'Hannah Arendt recopiait dans son journal « Pendant des siècles, les hommes ont été punis pour avoir désobéi. A Nuremberg, pour la première fois, des hommes ont été punis pour avoir obéi. Les répercussions de ce précédent commencent tout juste à se faire sentir. »

A-t-on changé d'époque ?

Y aurait-il plus d'actes de désobéissance aujourd'hui que hier ? Laugier, avance que « la désobéissance civile, c'était plutôt, à l'origine, un mouvement américain ». Étonnant ! Si les actes de désobéissance civile ont un effet, c'est bien sur la mémoire des intellectuels ou sur leur simple capacité à s'informer. Bien que cette pratique soit à la mode, peu de ceux qui en parlent veulent se souvenir ou cherchent ce qui a pu se passer tout au long de la deuxième moitié du XX^e



siècle en France, sans parler de ce qui s'y est passé au moment où l'Europe était occupée par les nazis.

La référence que fait Sandra Laugier (2), dans cette interview, à Hubertine Auclert, permet d'ouvrir une autre réflexion. En effet cette femme milite très tôt (1870-1877), pour la possibilité des femmes d'être électrices et candidates. Devant l'absence de soutien du monde politique elle entame, à partir de 1880, une grève de l'impôt en défendant l'idée que, faute de représentation légale, les femmes ne devraient pas être imposables. Cette question juridique du droit revient souvent dans ces textes au même titre que le mot de démocratie, sans que ni l'un ni l'autre ne soit ni défini ni critiqué, comme si l'un et l'autre étaient des en-soi indiscutables, comme s'il ne s'agissait pas d'œuvres humaines.

Il faut cependant reconnaître que Sandra Laugier, ce sera aussi le cas pour Albert Ogien, fait référence à l'action non-violente en tant que telle, et non pas à des actions sans violence. Pour elle « La question de la non-violence se pose d'autant plus aujourd'hui, parce que nous avons à faire à une répression de plus en plus violente », car dit-elle, toute action de revendication est criminalisée et que l'état d'urgence rendrait de plus en plus difficile d'avoir des actions non-violentes efficaces. Sa compréhension de ce qu'est l'action directe non-violente détonne dans le concert actuel. Pour elle « La violence commence avec l'atteinte physique aux personnes, pas avec le sentiment de violence » et elle ajoute « Le désobéissant ne se met jamais en position de faire du mal à quelqu'un ». Ce quelqu'un, à notre avis, concerne aussi les forces dites de l'ordre. On aborde là une question cruciale, celle de la bascule de ces forces du côté de la contestation. C'est un problème qui n'est jamais abordé dans les groupes politiques de « gauche » comme si cela était un problème négligeable. Pourtant dans le sud de la France, sur un rond-point, celui de Carbonne, au-dessus de la représentation d'un fusil LBD, une banderole proclamait « Arrêtez de vous suicider, rejoignez-nous ! ». Croire qu'il est possible de renverser le pouvoir en place sans donner aux forces de l'ordre la possibilité de se poser la question de la légitimité

des ordres reçus, donc de désobéir, est une illusion tragique. Sandra Laugier déclare qu'« un vrai mouvement de désobéissance activiste, c'est un mouvement qui se bat pour étendre des libertés pour les autres, pas que pour soi » et les autres sont aussi, qu'on le veuille ou non, ceux qui croient de leur devoir de défendre l'ordre en place.

Nouvelle, la désobéissance civile aujourd'hui ?

C'est ce que semble soutenir Albert Ogien dans son intervention (3). Pour nous ce n'est que la prolongation de ce qui a existé depuis au moins un siècle. Il est vrai que lorsque des villes refusent, comme aux États-Unis, d'obéir aux ordres de Washington visant l'expulsion d'immigrés, il y a désobéissance civile.



Pour autant, et Ogien le rappelle si « La désobéissance civile a toujours été un acte commis par des individus » aujourd'hui elle « est devenue un engagement collectif et n'est plus le dernier recours mais le premier ». Curieusement il éprouve la nécessité de sortir l'anarchisme du jeu. Pour lui la désobéissance individuelle est le « credo de l'anarchisme ». Pour notre part, si le refus radical de la société peut être qualifié d'anarchisme, nous n'avons pas observé que la désobéissance le soit. Par exemple, il y eut un refus général des forces libertaires avant la guerre de 1914 et une soumission de même niveau quand l'ordre de mobilisation fut donné. Aujourd'hui il est vrai qu'apparaissent des formes collectives de désobéissances civiles comme en Arménie, en Algérie et au Soudan. Les qualifier de nouvelles est un peu rapide elles ne sont que la réutilisation de formes qui avaient été pratiquées dans l'Inde de Gandhi. C'est au fond ce que A. Ogien reconnaît quand il parle de leur pedigree historique.

Comme Sandra Laugier il affirme que la désobéissance civile doit afficher sa non-

violence. Pour lui les actes de désobéissances civiles « affirment la primauté du droit dans la résolution des conflits ». Plus loin il dit « La désobéissance civile entretient le processus de production continue de la démocratie ».

Droit et démocratie, voilà bien deux termes qui couvrent bien des réalités. Différentes et même souvent opposées. C'est justement en s'opposant au droit comme à l'exercice de la démocratie basée sur le jeu majorité/minorité que la désobéissance civile introduit en leur sein une fracture. Tant le droit que la démocratie ne fonctionnent que par l'acceptabilité de la majorité d'une population. Si cette acceptation n'est pas suffisante elle est renforcée par la force dite publique. Ce n'est pas la seule chose où ces intellectuels n'osent pas aller jusqu'au bout de leur réflexion.

En cela ils reflètent bien ce qu'expriment les courants actuels prônant ou pratiquant la désobéissance civile. Ils sont nombreux aujourd'hui en France à entrer dans ce type de pratique, qu'ils le fassent spontanément comme les Gilets jaunes, ou plus délibérément comme les activistes des « Décrochons Macron » ou ceux qui sous l'étiquette d'Extinction Rebellion semblent remplir la fonction de Black-blocs non-violents. Il en est de même pour la plupart des courants environnementalistes et de leurs soutiens. Partout il apparaît que le capitalisme n'existe pas. Nulle part il n'est fait mention d'une réflexion sur les rapports de production. En dehors de nos frontières, il en est de même, que ce soit avec les groupes toujours plus nombreux qui, en Allemagne envahissent les mines de lignite, en Algérie occupent les rues en masse, au Soudan se heurtent violemment avec les milices criminelles du Darfour, en Arménie comme à Porto Rico réussissent à faire tomber un pouvoir et en mettent un autre à la place. Partout il semble que le capitalisme soit un horizon indépassable.

Pierre Sommermeyer, Individuel

1) *Savoir désobéir Têlerama*

2) *Désobéir, c'est un acte politique caractérisé Têlerama*

3) *La désobéissance civile n'est plus ce qu'elle était AOC.media*

Les effondristes¹, histoire d'une dénégation. (1ère partie)

Il y a quelques mois, via la page Facebook d'un collectif de quartier, j'ai appris la création d'une association de *collapsologie* sur la côte basco-landaise. Cela m'a fait bondir parce que ce discours occupe tout le terrain médiatique (y compris dans le domaine de la littérature !). J'ai notifié leur prosélytisme et l'auteur de la publication s'est ensuite obstiné à me convaincre de sa « bonne foi » par ses nombreuses communications :

- Réclame du livre de J. Diamond, un « expert de renommée internationale » qui aurait « montré » que les Vikings, les Pascuans et les anciens Japonais se seraient éteints pour des raisons écologiques, « mais pas que ».
- Anecdote « petite-bourgeoise » sur sa famille lui ayant offert *Histoire de ta bêtise* pour son anniversaire dont il m'a copié/collé la 4^e de couverture.
- Prétention au municipalisme libertaire, toutefois dépouillé de sa posture politique au profit du psychologisme.
- Tentative de rencontre en privé par plusieurs moyens - afin d'exercer son charisme ?

Si cette rhétorique feint d'ignorer le désaccord, elle a surtout pour effet de masquer les intérêts de classe ; elle fonctionne comme caution éthique des projets financés au détriment d'autres arguments historiques : émancipation, défense des droits, lutte contre les inégalités, etc. C'est pour cela qu'elle arrange les héritiers des bourgeoisies fossilisées dans des relations de pouvoir et de prédation.

Le présent texte argumente en faveur d'une réappropriation de l'histoire culturelle, contre le règne des prophéties.

1 – Lecture de la *Charte des kolapsonautes*, ou évangile survivaliste version édulcorée.

A travers la lecture de leur charte sur Internet, il est aisé de repérer une version post-moderne du mythe de l'Arche de Noé, doublée d'une anti-philosophie qui pèse sur les orientations politiques et sur les conduites individuelles, et annonce une usurpation du travail fourni par d'autres au profit de son capital de survie.

« L'Effondrement en tant que chute, est pour nous possible avant 2025, probable avant 2030 et quasi-certain avant 2035. L'Effondrement en tant que processus est déjà en cours et ne peut être arrêté. De nombreux seuils géophysiques ont été franchis sans possibilité de retour en arrière. Tous les éléments évoqués ci-dessus sont pour nous acquis et n'ont pas vocation à être discutés dans le cadre de notre groupe. Nous sommes conscients de toutes les difficultés émotionnelles et de toutes les réactions de rejet que ces informations peuvent engendrer. Malgré cela, nous nous engageons à la plus grande bienveillance envers les habitants de notre territoire, y compris s'ils émettent des propos dénigrants envers notre mouvement. Nous sommes en effet conscients de la multitude de ressorts psychologiques qui entrent en jeu dans les phénomènes de déni et de rejet à l'évocation de la problématique de l'Effondrement. [...] Ainsi, notre démarche naturelle sera de nous appuyer sur des alternatives existantes, en essayant de faire prendre conscience à leurs promoteurs des adaptations nécessaires pour se préparer à l'Effondrement. Ce n'est qu'en cas d'échec de cette démarche, que nous essaierons de constituer des alternatives similaires, compatibles avec l'Effondrement. [...] Notre premier objectif est de réunir les personnes de notre territoire sensibles à la thématique de l'Effondrement. L'idée est de poursuivre notre vie dans des démarches collectives, de préparation et d'adaptation lors de la phase de pré-Effondrement pour augmenter nos

chances de survie ensuite. Notre deuxième objectif, intrinsèquement lié au premier, est d'élaborer un cadre d'écoute, d'accueil des émotions, un accompagnement pour affronter au niveau psychologique la prise de conscience de la situation actuelle et des extrapolations douloureuses. Notre troisième objectif sera de nous tourner vers les habitants et institutions de notre territoire pour les inviter à embarquer avec nous » (Charte des kolapsonautes, 2018).



Dans le champ des représentations, la collapsologie se manifeste comme une récupération de l'écologie politique et une tentative d'endoctrinement face à laquelle personne n'est à l'abri (2). Cette imposture intellectuelle se fonde sur une interprétation erronée du phénomène de civilisation, à laquelle adhèrent par ailleurs certaines sectes pro-millennium proches du pouvoir, tels les Born again américains (3).

2 – L’anti-darwinisme des collapsologues.

Dans son ouvrage le plus connu, *Collapse. How societies chose to fail or succeed* (4) ?, J. Diamond postule que la civilisation pascuane aurait disparu principalement à cause d’un déboisement massif ayant servi à réaliser les fameuses statues de l’île de Pâques. Contre cette affirmation, plusieurs anthropologues ont montré que la relation des Pascuans à leur environnement a évolué au cours de leur histoire, qu’à l’arrivée des colons, la société pascuane était bien réelle et avait depuis longtemps abandonné la construction des statues monumentales. Dans un article de 2005 intitulé « From genocide to ecocide : the rape of Rapa Nui », Benny Peiser pointe du doigt l’entreprise de « destruction systématique de leur société, de leur peuple et de leur culture » qu’a représentée la colonisation occidentale, et à laquelle les Pascuans ont étonnamment résisté. Il dénonce le révisionnisme de J. Diamond : « Pourquoi a-t-il fait passer les victimes d’une extermination physique et culturelle pour les auteurs de leur propre fin / disparition » ?

Parler d’extinction d’une civilisation relève d’une manipulation historique qui ignore que le projet d’exploitation définitive des hommes et des ressources a pour origine un mouvement décisif dans l’histoire de la pensée occidentale, qui se manifeste avec la colonisation et se poursuit avec le capitalisme. En l’occurrence, la fin d’une société ne peut se traduire qu’en termes politiques et non en termes biologiques/naturels comme le laisse entendre la proposition de *Collapse*. Celle-ci relève d’un ethnocentrisme (propre à tous les missionnaires) et minimise la portée des luttes sociales dans la transformation des conditions d’existence, ainsi que l’ensemble des solutions politiques inventées au cours des siècles pour résister à l’oppression.

Charles Darwin a en effet montré dans *The descent of man and selection in relation to sex* (2^e éd°, 1874) que c’est par la voie ses instincts sociaux que l’homme lutte contre la sélection naturelle : « Bien que l’homme n’ait pas d’instincts spéciaux qui lui indiquent comment il doit aider ses semblables, l’impulsion existe cependant chez lui et, grâce à ses hautes facultés intellectuelles,

il se laisse naturellement guider sous ce rapport par la raison et par l’expérience » ; qu’en luttant contre la sélection naturelle l’homme recrée sans cesse la civilisation au cours de son histoire : « Le nombre des habitants dépend d’abord des moyens de subsistance ; ceux-ci, dépendent à leur tour de la nature physique du pays, mais, à un bien plus haut degré, des arts qu’on y cultive » (p. 137).

Dans un ouvrage antérieur *De l’inégalité parmi les sociétés. Essai sur l’homme et l’environnement dans l’histoire* (1997), J. Diamond place les « sociétés thermo-



industrielles » et les « sociétés dites primitives » sur une même échelle « biogéographique », qui présente une inégalité de nature entre les sociétés et tourne le dos à la proposition darwinienne, anti-raciste. Le raisonnement de J. Diamond semble biaisé par le prisme malthusien de la « surpopulation », une idée dont le capitalisme se satisfait à merveille car elle dénie la capacité d’adaptation chez l’être humain (transformation, invention... création) et le caractère imprévisible de l’évolution, pour imposer sa propre conception aliénante du travail, de la réussite, du bien, du bonheur, etc.

3- Le collapse, oracle capitaliste.

D’abord utilisé dans le domaine économique, le terme d’effondrement, traduction la plus répandue de la notion de *collapse*, est emprunté au vocabulaire boursier : le krach boursier c’est la menace d’un effondrement du cours de la

bourse. Sur cette menace-là, l’État (français, en l’occurrence) justifie régulièrement l’injection de fonds publics dans l’économie des grandes entreprises ; son attitude est inverse vis-à-vis de la « Dette », qui en tant que réinvention néo-libérale justifie la pression fiscale et l’endettement des ménages lié aux intérêts qui constituent aujourd’hui l’essence de la dette. Sur ce constat, on peut légitimement mettre en doute l’affirmation des collapsologues qui projettent à court terme la fin naturelle du capitalisme, alors que celui-ci semble au contraire prospérer sur les crises (en 1929, en 2007, et ?). Le capitalisme a besoin de ses oracles et génère ses propres paradigmes.

En France, le *collapse* est à la mode depuis Sarkozy déjà : « Si on ne maîtrise pas les flux migratoires, on organise le collapse de notre système d’intégration » (Discours du 16 Novembre 2010). L’idée a viré à l’obsession avec le macronisme : « Si on ne prend pas les bonnes décisions, c’est une société entière qui s’effondre littéralement, qui disparaît. Je trouve que cette question-là est une question assez obsédante » (E. Philippe à N. Hulot, Facebook live, 3 juillet 2018). Entre-temps, Yves Cochet, ancien ministre écologiste à la tête de l’*Institut Momentum*, a recruté Pablo Servigne pour rédiger un rapport intitulé *Nourrir l’Europe en tant de crise. Vers des systèmes alimentaires résilients*. Censé nous mettre « sur la voie » pour « sortir du 20^e siècle », il passe sous silence la relation entre régime politique et crise sociale, et focalise sur le lien entre économie et environnement : « Toutes les crises sont liées entre elles. Les crises économiques peuvent aussi se propager dans les systèmes naturels (...), et réduire la production alimentaire. La question n’est donc pas de savoir quelle est la plus grave des crises, mais laquelle arrivera en premier et aura la capacité de déclencher des réactions en chaîne qui déstabiliseront les systèmes alimentaires industriels. C’est l’effet domino [...]. Une civilisation dont la production n’arrive plus à maintenir le capital existant et épuise ses ressources critiques finit par s’effondrer » (2013).

C’est le point zéro de la critique anticapitaliste : « Chaque pratique ou système possède des richesses et des écueils qui serviront plus ou moins suivant les circonstances. (...), mieux vaut donc travailler directement sur les principes de base. Ce n’est qu’ensuite, à

l'épreuve du terrain que l'on pourra récompenser socialement et politiquement les pratiques qui favorisent un maximum de ces principes de soutenabilité et de résilience, et sanctionner celles qui vont à leur rencontre » (p.38). Pas un mot sur le sort des agriculteurs, celui du monde rural, ni sur le sens des conduites paysannes, sur l'accroissement des inégalités ou l'accumulation des richesses... De même, dans les principes de base destinés aux décideurs politiques, s'il est prescrit de « Repenser les transports et l'affectation des terres. Inclure dans les décisions les problématiques du pic pétrolier et du changement climatique (5) », il n'est jamais question de propriété (6). Au final, ce texte s'accapare la formulation des grands enjeux écologiques au motif de convaincre les politiques et les citoyens que le développement durable doit laisser place à une « transition », qui prend un sens mystique et s'accorde à merveille de l'affirmation capitaliste qui définit l'être humain par sa consommation, pourvu qu'elle soit éthique ? Le capitalisme a son éthique.

Eloïse D.

1) Je remercie Mailis et son sens de la formule, Soumadi et son art de la pointe, Piarres et sa relecture active.

2) « Avec le recul, cette intrusion dans l'intime est franchement inquiétante, tant pour sa portée politique que pour l'effet qu'elle produit, notamment sur les militants écologistes de longue date. Cela faisait longtemps que j'avais abandonné l'idée d'une société thermo-industrielle et que je m'engageai pour construire d'autres possibles, les collapsos m'ont fait perdre huit mois de déprime dans le "à quoi bon si les 10 à 30 prochaines années sont la période de "l'effondrement" » (Côme Marchadier, 11 mars 2019).

3) Note de Piarres : Selon eux, il faut un Armageddon, pour que le Millenium s'installe, pour 1000 ans de bonheur sous la supervision du Bien ayant vaincu le Mal, donc faisons approcher cette déflagration, vu qu'elle est nécessaire. Il existe aussi des individus qui pensent qu'une bonne guerre solutionne tous les problèmes économiques, et que la Seconde Guerre mondiale a été le traitement ayant soigné la crise de 1929 (prélude aux « Trente Glorieuses »).

4) L'ambiguïté des termes *fail* et *succeed*, qui désignent la disparition et la survie autant que l'échec et la réussite, suggère que le collapse est un des paradigmes du capitalisme.

5) Cité par Servigne, p. 42 : « **Recommandations opérationnelles de la ville de Portland à propos du pic pétrolier** : Soutenir des politiques d'affectation des terres qui réduisent les besoins en transport, promouvoir le potentiel piétonnier, et offrir un accès facile aux services et aux transports ».

6) Une réflexion anarchiste viendrait à minima interroger la notion de propriété individuelle, dénoncer les conséquences du recours à l'expropriation, proposer l'abolition de la propriété privée, etc.

L'avion, c'est déplanant !

— C'est le week-end, c'est les vacances, c'est la retraite, chéri.e fais les valises, on part !

N'importe où pourvu que ça soit loin, ensoleillé, nouveau, différent, exotique même ! On va plonger direct au fond de la carte postale, et tant pis pour le portemonnaie. Tant pis pour ces endroits spectaculaires ou bien paisibles, bétonnés ou transformés en décors de cinéma, tant pis pour les habitants expropriés pour faire place aux touristes, ou pas, assez riches pour justement, habiter chez eux, et dont les enfants seront prostitués ou transformés en larbins.

— Oui... ok... bon... faut dire... ok c'est pas faux, bon mais franchement y'en a trop marre quoi, et pis, tant pis pour la pollution, mais ici, c'est étriqué, c'est que des beaufs (ou des pouffes), des pénibles, du déjà-vu, du trop-vécu. C'est usé, désabusé, il faut de l'air, de l'atmosphère, aller loin, vraiment loin, ça pourra pas être pire !

Jeunes ou vieux, mais on a la patate ! Pas d'enfants, on a tout le temps, allez hop, on part au bout du monde !

Ils sont de plus en plus nombreux, des gens simples – pas les plus fortunés – qui se tiennent à eux-mêmes le discours du tourisme de masse. Ils l'entendent à la radio, ils le voient à la télé, le cerveau délavé par les publicités. Le message est simple : ici c'est moche, c'est la médiocrité, mais là-bas, c'est autre chose... c'est « ailleurs », forcément mieux, et puis ça sera « nouveau », donc au moins intéressant. Et finalement, *l'avion, c'est pas si cher...*

Et peut-être aussi que c'est plus compliqué de voir l'extraordinaire là où il est vraiment, dans l'ordinaire, là, devant nos yeux de presbytes. Habiter le quotidien, vraiment, sans le dissoudre dans des habitudes qui nous transforment en automates. En zombies, en fantômes de nos

propres vies. En plus ce voyage immobile, il est gratuit, il ne demande qu'attention et concentration. Mais comme c'est gratuit, ça ne s'achète pas, il faut les trouver en soi, les cultiver... bien moins immédiat que de cliquer sur le site web d'un transporteur de masse puis dégainer sa carte de crédit.

Alors pour un week-end, une semaine ou plus, on clique, on prendra l'avion, la voiture ou la moto, au choix, mais on voyagera, loin. Ici c'est à l'avion que nous nous intéressons. Pour voyager c'est encore le moins cher (à part les pieds).

Les Gilets jaunes ont tout gâché !

Mais voilà que ça coince, ces maudits Gilets jaunes ont tout gâché, mis sous la lumière les incroyables faveurs faites par les États à l'aviation civile et aux transports maritimes, aux deux piliers de l'industrie et du tourisme mondialisé. Il est vrai que

Macron voulait attaquer leurs modestes mais nécessaires trajets quotidiens alors que les vols et croisières des bobos citadins restent libres de toutes taxes. Libre de taxes, et ils l'ont découvert avec stupeur, pour partie subventionnés. Les mêmes qui les traitaient de beaufs pollueurs, fumeurs de clopes et brûleurs de gazole font sauter le compteur du CO2 planétaire avec leurs futiles voyages en avion. Et maintenant voilà que les écolos s'en mêlent, avec Greta la gamine suédoise et son barnum teinté de vert... Il faudrait interdire les vols intérieurs, taxer les carburants des avions. Il faut reconnaître qu'assez tôt pourtant, Gilets jaunes et écolos avaient fait la jonction, comme lors de cette réunion des Gilets jaunes du Loiret, en décembre 2018, où l'ONG d'activistes ANV COP21 avait disposé d'un temps de parole pour cracher le morceau et appeler sous les vivats au blocage de l'aéroport de Beauvais.

L'information s'est vite propagée ; c'est ainsi que, selon un sondage publié en juin dernier, plus de la moitié des Français soutient la taxation du kérosène. En France comme ailleurs, les compagnies aériennes activent ferme leurs lobbyistes, elles craignent de perdre une partie de leurs privilèges fiscaux.

Le ruissellement façon Macron

Et il faut constater, que non contents d'être exemptés de taxes, certains de ces aéroports ou compagnies, sont de surcroît subventionnés, comme cela semble être le cas pour un quart des aéroports européens de Ryanair, maintenus sous perfusion par des subventions publiques. On en compte 16 en France, dont par exemple, l'aéroport Paris-Vatry qui en 2017, a reçu 3 millions d'euros de subventions pour 100 000 passagers, soit 30 € par passager. Plus que certains billets vendus par Ryanair au départ de cet aéroport (proche de chez Disney...). Membre du TOP 10 des compagnies les plus émettrices de CO2 en Europe, si Ryanair a réalisé plus d'un milliard d'euros de bénéfices en 2018, c'est bien sur le dos de ses employé.es et des contribuables, car les subventions publiques font simplement partie de son système économique. Indiquant fièrement que « *les aéroports sont en concurrence pour attirer la croissance fiable du trafic de Ryanair.* »,

la compagnie table sur la mégalomanie des élus régionaux, comme par exemple en Occitanie dont la région subventionne 5 de ses 7 aéroports (Toulouse, Montpellier, Perpignan, Carcassonne, Béziers, Nîmes, Castres). Parmi ceux-ci, 4 sont desservis par Ryanair. A-t-on besoin de tout ça ??

C'est le ruissellement façon Macron, du bas vers le haut : en bas, on ferme les lignes ferroviaires utilisées par les habitants, pour simplement vivre au quotidien, et en haut, on distribue l'argent au touriste, gogo en quête de nouveautés toujours plus stéréotypées. Et ces aides bien sûr, bénéficient davantage aux classes aisées qui voyagent plus fréquemment en avion. Ça ruisselle bien vers le haut et ça ne plane pas pour nous !

Des prix artificiels, du CO2 bien réel

Protégé par nos bonnes fées riches de nos économies, l'avion poursuit sa croissance sur des trajets de courte distance où bien sûr des alternatives existent. Au niveau mondial, le nombre de passagers-km croît de près 7% par an depuis 2010, soit un doublement du trafic en à peine plus de 10 ans. Et pourtant, pour satisfaire aux conditions de l'accord de Paris

sur le climat, il faut qu'il y ait moins d'avions dans le ciel. Et on l'a vu, l'avion ne semble aujourd'hui si compétitif, que parce que ses prix sont artificiellement bas, déconnectés des coûts réels. L'exonération de TICPE sur le kérosène (la Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), a un coût « officiel » de 3,6 milliards d'euros selon le ministère des Finances mais en réalité de 7,2 milliards si l'on applique le même taux que sur l'essence. A cela s'ajoute des taux réduits de TVA et les subventions directes aux aéroports et aux compagnies aériennes.

Un voile s'est levé sur la réalité du transport aérien. L'État subventionne largement le mode de transport de passagers le plus émetteur de gaz à effet de serre par personne et kilomètre parcouru : de 14 à 40 fois plus que le train et au moins deux fois plus que la voiture. Il n'y a pas en France ni en Europe de mesures de réduction efficace de ces émissions nocives pour tous, qui ont augmenté de plus de 25% ces 5 dernières années en Europe, beaucoup plus rapidement que les autres sources d'émissions.

Nuage Fou



L'unique et sa propriété

Nous avons chanté cette chanson pendant des années dans un groupe de musique toulousain : La Teigne.

C'était un groupe de zique amateur, à géométrie variable, un peu blues, reggae, tango, et nous voulions jouer gratuitement pour des causes qui nous bottaient, pour des associations, pour des luttes...

Nous avons tenu une bonne dizaine d'années et puis "la vie sépare ceux qui s'aiment".

L'Unique et sa propriété était donc une chanson en hommage à Stirner et son portrait ornait nos dépliant.

Caillou (Libertad-Toulouse)

L'UNIQUE ET SA PROPRIÉTÉ

Je ne suis qu'une brindille
Petit bout d'espace et de temps
Qui virevolte et qui sautille
Bousculée par tous les vents

Et pourtant je suis unique
Dans ma peau il n'y a que moi

Je ne joue pas dans la clique
Des nations qui font les lois.

Vive le JE, vive le Moi
Je n'ai qu'une vie c'est la mienne
Je suis le chef de mes choix
De mes amours et de mes haines

Si je suis seul, toi aussi
C'est notre lot, c'est notre loi
Mais on peut le vivre ainsi
Sans avoir peur, sans avoir froid

Si tu sens le monde entier
D'ouvertures et de possibles
Dans cet élément que tu es
Chante alors cet indicible :

Vive le JE, vive le Moi
Je n'ai qu'une vie c'est la mienne
Je suis le chef de mes choix
De mes amours et de mes haines

Je voudrais que l'on s'unisse
Cela nous rendra plus fort



Sans se perdre dans les délices
De la fusion et de la mort

Nous ne sommes pas des masses
Mais des éléments conscients
Contre les partis et leurs traces
Nous chantons allègrement

Vive le JE, vive le Moi
Je n'ai qu'une vie c'est la mienne
Je suis le chef de mes choix
De mes amours et de mes haines

Max Stirner, de son vrai nom Johann Kaspar Schmidt (Bayreuth, 25 octobre 1806 - Berlin, 26 juin 1856), est un philosophe allemand appartenant aux Jeunes hégéliens, considéré comme un des précurseurs de l'existentialisme et de l'anarchisme individualiste.

Il est l'auteur, en 1844, d'un « livre-comète », *L'Unique et sa propriété*, qui connut un grand retentissement à sa sortie avant de tomber assez vite dans l'oubli. Sa philosophie est un réquisitoire contre toutes les puissances supérieures auxquelles on aliène son « Moi », et Stirner vise principalement l'Esprit hégélien, l'Homme feuerbachien et la Révolution socialiste.

Stirner exhorte chacun à s'approprier ce qui est en son pouvoir, indépendamment des diverses forces d'oppression extérieures au Moi.

L'unique et sa propriété

Paroles Marc Bernard
Musique Michel Propiosky

1 Je ne suis qu'une brindille
2 Petit bout d'espace et de temps
3 Qui virevolte et qui sautille
4 Bousculée par tous les vents

5 Et pourtant je suis unique
6 Dans ma peau il n'y a que moi

7 Je ne joue pas dans la clique
8 Des nations qui font les lois.

9 **Vive le JE, vive le Moi**
10 **Je n'ai qu'une vie c'est la mienne**
11 **Je suis le chef de mes choix**
12 **De mes amours et de mes haines**

13 Si je suis seul, toi aussi
14 C'est notre lot, c'est notre loi
15 Mais on peut le vivre ainsi
16 Sans avoir peur, sans avoir froid

17 Si tu sens le monde entier
18 D'ouvertures et de possibles
19 Dans cet élément que tu es
20 Chante alors cet indicible :

21 **Vive le JE, vive le Moi**
22 **Je n'ai qu'une vie c'est la mienne**
23 **Je suis le chef de mes choix**
24 **De mes amours et de mes haines**

25 Je voudrais que l'on s'unisse
26 Cela nous rendra plus fort

27 Sans se perdre dans les délices
28 De la fusion et de la mort

29 Nous ne sommes pas des masses
30 Mais des éléments conscients
31 Contre les partis et leurs traces
32 Nous chantons allègrement

33 **Vive le JE, vive le Moi**
34 **Je n'ai qu'une vie c'est la mienne**
35 **Je suis le chef de mes choix**
36 **De mes amours et de mes haines**

La propriété... un mea culpa

Souvent, les anarchistes sociaux se sentent obligés de préciser, tout comme les autres composantes socialistes, qu'ils sont contre la propriété privée en soulignant : des moyens de production, plutôt que de vouloir effrayer les gens et d'apparaître comme les « partageux ». Apparaissent alors des notions particulières comme « propriété d'usage » ... où il est expliqué qu'il sera bien sûr possible de garder « sa » maison après la révolution, ou d'en acquérir une...

D'autres notions sont souvent mises en avant, celle de propriété collective ou celle de propriété d'État, de collectivisation et de socialisation...

Je fais partie de ceux qui ont longtemps défendu un modèle à deux niveaux de propriété : propriété d'usage (on ne possède que ce dont on a raisonnablement besoin, outil, maison, petit terrain) et de socialisation : propriété soit des travailleurs, soit de la commune, bien sûr, en ayant toujours dénoncé la propriété d'État comme inappropriée car l'État appartient à une caste dominante. Les services publics et autres propriétés d'État sont des biens que la bourgeoisie accepte de nous mettre à disposition selon le rapport de force... Quand celui-ci diminue, automatiquement la caste dominante réaffecte ces biens à elle-même. La propriété d'État n'est donc pas plus favorable au peuple que la propriété privée, puisqu'il faut toujours un rapport de force pour bénéficier de ses bienfaits.

En bon universaliste anarchiste discipliné, j'ai écouté mais pas entendu dans les décennies précédentes, des camarades qui mettaient en avant les humains qui ne sont pas dans notre civilisation ou qui la traversent en refusant la sédentarité. J'avais dénoncé bien sûr la technophilie et le scientisme, en ayant dévoré Jacques Ellul, notamment, mais au fond de moi-même je suis longtemps resté conditionné par une scolarité française (occidentale ?) qui met en avant les avantages de la science et du progrès, de la rationalité... Un cartésien quoi !

Jardinier, ouvrier agricole en bio, militant

à la CNT-FTTE, avec d'autres camarades, j'ai toujours eu une approche très en faveur de l'environnement, sans me qualifier d'écologiste, car pour moi ce courant manquait souvent de contenu « lutte de classe ». Mais pourtant, là encore, mon cœur et ma raison penchaient plus pour les expériences libertaires collectivistes de l'Espagne libertaire que pour les tribus amazoniennes se battant pour leur survie. Bien sûr j'étais révolté qu'on ne les laisse pas s'organiser comme ils/elles le souhaitaient, mais mon universalisme avait je crois un peu (beaucoup ?) de condescendance envers eux. Je ne parle pas des Naturiens du mouvement libertaire du tournant du XX^e siècle qui étaient typiquement des mouvements d'intellectuels citadins comme il en existe aujourd'hui qui veulent obliger les chats à devenir végétariens !

Un de mes premiers questionnements profonds sur la propriété a été celui lié à la question du nucléaire. Les effets, les conséquences du nucléaire, à court (accident) ou à long terme (déchets) dépassent n'importe quelle taille de propriété, que ce soit en distance (surface) ou en capacité financière. L'eau radioactive de Fukushima se retrouve déjà dans un tiers de l'océan pacifique... La durée à venir de (demi-)vie des déchets dépasse de beaucoup celle de l'Histoire humaine passée depuis le Néolithique (8000 ans). La propriété, qu'elle soit privée, sociale, étatisée... est dans ce cas totalement absurde. Non seulement aucun État ne pourra gérer la fin des parcs nucléaires, mais la civilisation non plus. Tout simplement car il faudrait beaucoup d'énergie pour neutraliser les effets de ce qu'ont produit les centrales. La propriété, est-ce une notion absurde pour le nucléaire seulement, ou pour tout le reste ? Bien sûr, à partir de cette réflexion, il est facile de rajouter la propriété du vivant (OGM, hybride F1...) et de l'eau, de l'air comme absurde, l'eau dont la propriété - parce qu'elle coule souvent, tombe, est vagabonde - a toujours été vue comme une aberration par les classes populaires.

Comment peut-on être propriétaire de l'eau ? L'eau ? Ce sont les guerres actuelles et à venir, y compris celle que nous devons mener de manière radicale contre les groupes capitalistes qui osent revendre de l'eau puisée gratuitement à Évian ou autre, pour la faire transporter avec beaucoup d'énergie fossile dans un supermarché à Luchon ou autres endroits, à des centaines de kilomètres, proches d'autres sources ! (1)

Bref, j'en étais resté là, comme beaucoup d'entre nous. Mais le mouvement des gilets jaunes, de par sa spontanéité et de par le brassage des idées et colères m'a fait renouer avec les questions de l'enfance sur l'absurdité de la propriété. Je me remémore ainsi certaines de mes questions répétitives...

- Papa ? Pourquoi est-ce qu'on peut aller là et pas là ?

- Parce qu'il y a la propriété privée.

- Mais c'est quoi ?

- Les gens achètent et après ils sont propriétaires.

- Mais comment on peut acheter les champs, la nature ?

- Pourquoi même grand on peut pas vivre différemment des autres ?

- Comment ça ?

- Beh vivre comme on veut dans les bois.

- Beh, parce que l'État nous en empêche.

- Tu veux dire que l'État est notre propriétaire

- Quelque part oui.

Je crois que mon refus de l'État vient largement de cette époque. Il incarnait non seulement des limites mais aussi des obligations sur les lieux et les manières de vivre. L'incompréhension face à un état de fait qu'on ne peut changer. « On » a décidé à notre/ma place. Le mouvement des gilets jaunes, a fait remonter à la surface cette colère que la civilisation, la civilité avait tenté d'enfouir...

Oui, l'éducation et l'instruction sont des dressages pour accepter l'absurde. Des gens meurent de faim et de froid, à cause de cette pierre angulaire qu'est la pro-

priété, et nous vivons au milieu de tout ça, en le supportant malgré tout, car quelque part, on nous fait croire que nous y avons tous intérêt. Je me rends compte que l'anarchisme social a été pour moi un compromis intellectualisé entre cette civilisation, je veux dire cette domestication, nous indiquant le grillage séparant le bien et le mal, et la sauvagerie. Le militantisme anarchisme a été un moyen je pense d'accepter l'inacceptable tout en le dénonçant avec les limites morales que la bourgeoisie nous a inculquées de « non-violence active ». Quand je parle de sauvagerie, je prends la définition de James C. Scott, c'est-à-dire une autre civilisation, celle en dehors de l'État. Les humains non domestiqués par l'État. L'État qui s'invente comme propriétaire des individus de son territoire il y a plus de 5000 ans. L'État, la propriété, l'impôt, la frontière qui empêche de sortir sont une seule et même chose. Jusqu'à il y a très peu de temps (quelques décennies), la propriété privée était une délégation des prérogatives de l'État.

Sur cette puissance normative et civilisatrice qu'est l'État, je peux citer des plus vieux militants, surtout ouvriers, qui m'avaient expliqué ces moments, par exemple en 68, où on se sent différent quand l'État lâche prise, ne contrôle plus tout, que cela dure, quelques heures ou quelques mois. Beaucoup de témoignages apportent qu'ils ou elles donneraient des années pour revivre quelques jours de ces moments de libération.

Ainsi, une semaine, quelques jours, en décembre 2018, l'État a lâché prise. Nous n'étions plus, tout du moins certains et certaines d'entre nous, sa propriété.

Mais lorsque l'État a peur il est sans pitié ensuite ! Jamais les hordes fascistes ne seront autant réprimées ou dénigrées que ceux qui de manière active ou même non-violente remettent en cause la propriété et la soumission à l'État.

Je pense que si certains d'entre vous me rejoignent ici sur le refus d'être propriétaire d'un État, il me semble qu'il faille aussi remettre en cause le fait qu'un groupe humain soit propriétaire d'un territoire et au-delà, l'humanité de la Terre. L'absurdité de territoire et peuple, source de bien des conflits... j'ai tenté de l'aborder récemment (cf article du *Monde libertaire* n°1808). Le roman incontournable de

Daniel Quinn « Ishmael » (2), met au cœur de la réflexion cette notion de deux humanités différentes, celle qui possède, s'approprie, et finalement détruit et celle qui se considère comme faisant partie de la nature. Rien ni personne n'est propriétaire de quoi que ce soit.

Pour revenir à mon (notre) éducation, nous sommes en effet formatés pour accepter l'État, la propriété privée, dès notre plus tendre enfance, mais également le fait que l'humain « civilisé » parce qu'il se prétend intelligent, a sans aucun questionnement la prétention de s'installer où il veut, comme il veut et d'utiliser le reste de la vie et du minéral comme il le veut. Il y a des espèces qui ont des territoires, il n'est pas sûr que l'humain ontologiquement soit de celles-ci.

Il ne s'agit pas de parler d'égalité ou d'inégalité entre les espèces, ce sont à



mon sens des notions dans ce contexte aussi décalées que celle du droit.

Le droit découle de la comptabilité, qui découle du contrôle des céréales sur un territoire.

En ce sens, l'agriculture sédentaire et la sédentarité sont des questions à se poser. De quel droit cette partie de l'espèce humaine, celle qui se prétend cultivée et civilisée, s'approprie-t-elle, la surface de la Terre, son contenu ?

Cette prétention à se distancier de la Terre au sens large, va finir par nous coûter très cher. En a peine 5000, 6000 années, l'homme s'est auto-admiré avec ce qu'il nomme la culture et en s'appropriant tout. Construire des villes, c'est s'approprier du terrain et détruire des écosystèmes. La complexité du vivant est

telle qu'il est impossible pour une partie de s'en extraire. L'humain est rattaché au monde du vivant et à tout ce qui le soutient par un élastique, qui fait que bien qu'enivré par son envol, il n'a d'autre choix que de revenir (plus ou moins brutalement) sur terre ou d'être expulsé vers le néant si l'élastique rompt. Il en est ainsi de l'humain et du reste du vivant, comme de la finance et du travail... Les factures se paient à un moment... L'être humain, tel qu'il est aujourd'hui a vécu pendant 300 000 ans dans cet équilibre. Il a commencé à vouloir échapper aux prédateurs et à refuser d'être une proie en éliminant directement ou indirectement les grands prédateurs, il y a 30 000 ans, puis en inventant l'agriculture sédentaire et la culture. Il est d'ailleurs notable que la culture comme externalité de notre cerveau, c'est une baisse de notre savoir et de nos capacités de mémorisation.

En refusant et en réussissant (en partie) à ne plus être de la viande vivante pour d'autres espèces, l'humain s'est senti d'une démesure sans limite où tout lui était possible, tout lui appartenait.

Nous pourrions conclure en disant que si biologiquement, il apparaît (pour le moment) que le cerveau humain a les plus grandes capacités, l'espèce humaine est une des plus idiotes qui soient : elle a asservi et détruit par son incapacité à l'humilité et à la régulation l'ensemble de l'écosystème.

Remettre radicalement en cause la propriété c'est remettre l'être humain à sa place. Pour tenter de le sauver et de sauver l'ensemble de ce qui est peut-être unique dans cet univers.

Cyrille Gallion

1) S'il y a une action pas seulement symbolique à réaliser, c'est le refus et le blocage par tous les moyens de l'eau en bouteille. C'est un moyen de mettre en exergue l'absurdité de la propriété (au sens appropriation ce qui est commun pour faire du profit), de la publicité (et de l'intégration au plus profond des gens qu'un litre d'eau en bouteille plein de PCB est meilleur pour la santé que de l'eau du robinet), du gaspillage d'énergie fossile pour le transport....

2) Ishmael - Daniel Quinn, Éditions Anne Carrière 1997, 350 pages.

La propriété : une entourloupe juridique et politique !

« Le droit de propriété a été le commencement du mal sur la terre, le premier anneau de cette longue chaîne de crimes et de misères que le genre humain traîne dès sa naissance ; le mensonge des prescriptions est le charme funeste jeté sur les esprits, la parole de mort soufflée aux consciences pour arrêter le progrès de l'homme vers la vérité, et entretenir l'idolâtrie de l'erreur. »

Pierre-Joseph Proudhon

- Qu'est-ce que la propriété ? - 1840

Selon le dictionnaire de la langue française la propriété est : *« Le droit de jouir ou de disposer d'une chose que l'on possède en propre de la manière la plus absolue, pourvue qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements. »* Quant à la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, elle précise que : *« La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé si ce n'est lorsque la nécessité politique, légalement constatée, l'exige évidemment, mais sous la condition d'une juste et préalable indemnité. »*

La propriété privée, telle qu'elle est définie par le droit, est un abus de propriété... Le communisme autoritaire prôné par Marx et mis en application par ses affidés (Lénine, Staline et consorts (...)) même avec l'appellation *dictature du prolétariat* pour faire passer la pilule, a montré toutes ses limites et a surtout fait la démonstration de la perversité du socialisme étatique faisant des dizaines de millions de morts. Sous le couvert de démocratie populaire, le prolétariat avait été dépossédé de la gestion sociale, collective et politique de ses affaires. L'État, qui n'avait que le nom de socialiste, était le pendant du système

capitaliste, en encore plus « concentré », puisque le pays était entre les mains d'une mafia d'individus (une nomenklatura) qui exerçait un pouvoir autoritaire et concentrationnaire au sein duquel toutes les libertés étaient bafouées.

Contrairement à Marx, Proudhon explique dans son célèbre ouvrage *Qu'est-ce que la propriété ?*, que l'égalité sous-jacente au droit de propriété est selon lui, un droit fondamental qu'il dit être indispensable à toute liberté humaine. Mais attention ! dit-il, il y a une entourloupe juridique dans la définition de la *propriété*. Le flou sur le terme est fait pour profiter au plus grand esclavagisme légal qui soit pour permettre : le détournement inégalitaire de la justice au profit d'une élite de possédants et de rentiers



sans scrupules ; une ambiguïté multisculaire à laquelle Proudhon attribue le fondement même de toutes nos misères sociales, la brèche, dit-il, par laquelle s'infiltré dans le droit rien moins que la division de la société en classes : les propriétaires terriens qui perçoivent des rentes ; les capitalistes qui perçoivent les profits ; les travailleurs qui perçoivent des salaires. Par cette analyse, même s'il n'employait pas le terme, on sentait poindre cette idée forte de *la lutte des classes* toute entière...

Si l'on entend par *propriété*, le droit de

possession, il s'agit là d'une propriété de fait et non de droit. Cette propriété-là, ce droit de possession, nous dit Proudhon, qui n'est que la seconde acceptation de la définition juridique de propriété, alors oui, ce droit est égalitaire et il s'impose à toute démocratie digne de ce nom. Chacun a droit de posséder *la chose* qu'il a acquise par lui-même. Ce droit de possession est un droit naturel à part entière ; mais ce qui est décrit comme droit naturel dans ladite constitution de 1793, n'est pas cette propriété-là de fait, mais une propriété de droit ! C'est-à-dire une propriété de droit divin : absolue, sans limites.

Proudhon distingue le droit de possession du droit de propriété par cet aphorisme qui prête maintenant à sourire (jaune) voire même plutôt à grincer des dents : *« Les amants se possèdent l'un l'autre de fait ; mais le mari lui, est propriétaire... il a tous les droits sur son épouse, et, selon la valeur d'absolue que prend cette définition de la propriété privée dans le droit romain mais également dans le droit chrétien : il peut user et abuser à sa guise de son bien y compris en mal... Le droit de propriété autorise le propriétaire à user de son bien au-delà de toute raison, morale ou limite. C'est de l'abus pur et simple... Et ce, d'autant plus, lorsque la propriété en question repose sur des biens publics, ce qu'elle ne manque jamais de faire. »* Pour Proudhon, il ne s'agit pas de supprimer toute la propriété mais bien d'en finir avec cette extorsion de biens opérée par le capitalisme sur le dos de la société et surtout des travailleurs(es), seuls(es) créateurs de richesse et c'est celle-ci qu'il nomme *le vol*. Pour justifier, légaliser, réglementer et faire perdurer ce détournement de fonds, de richesses, de

plus-values qu'il accumule, le système capitaliste, a, par le biais des politicards, fait voter des lois qu'il a améliorées au fil des siècles.

Proudhon a écrit dans *Qu'est-ce que la propriété ?* : « *Un homme à qui il serait interdit de passer sur les grands chemins, de s'arrêter dans les champs, de se mettre à l'abri dans les cavernes, d'allumer du feu, de ramasser des baies sauvages, de cueillir des herbes et de les faire bouillir dans un morceau de terre cuite, cet homme-là ne pourrait vivre. Ainsi la terre comme l'eau, l'air et la lumière, est un objet de première nécessité dont chacun doit user librement, sans nuire à la jouissance d'autrui.* » C'est bien la démonstration que le droit de possession est naturel et que le droit de propriété est absurde et insensé et qu'employer le mot « droit » pour la propriété est une supercherie intellectuelle que les penseurs au service du capitalisme ont réussi à imprégner dans les têtes afin d'y asseoir son hégémonie. Le droit de possession naturel est ainsi abusivement confisqué.

Cette distinction entre propriété de fait et de droit est inexistante chez Marx, puisque sa théorie dite *scientifique* contient la confiscation des richesses que créent les travailleurs(es) au bénéfice de l'État dit socialiste, et de surcroît elle nie la liberté individuelle, le droit à la possession n'a donc plus aucun sens.

« *La prescription ne peut jamais être acquise à la propriété* »

Pierre-Joseph Proudhon

Ce qui amènera Proudhon à décréter que la propriété absolue, c'est-à-dire bourgeoise ou communiste au sens le plus autoritaire est un « vol ». Il dit également que le droit de prescription tel qu'il fut défini originellement, permet d'envisager l'égalité des propriétés. C'est pourquoi, il affirme que la prescription est une contradiction de la propriété au sens de *correctif*. Elle corrige les abus de la propriété bourgeoise et celle du communisme autoritaire à venir en permettant de repousser les prétentions injustes de ces dernières. Dans *Qu'est-ce que la propriété ?* Proudhon définit la prescription comme « *un moyen d'acquérir et de se libérer par le laps de temps.* » Avec le concept de prescription, le capitalisme s'accapare l'ensemble des richesses et des biens créés par les travailleurs(es) et a la mainmise sur la société toute entière. Le capitalisme à l'époque de Proudhon, est en train de naître. Certes il balbutie, les classes ne sont pas clairement établies, elles sont en formation mais la lutte des classes est en devenir.

Il faut dire également que le rapport des forces entre le capitalisme naissant et la classe ouvrière naissante pouvait basculer en faveur de l'un ou de l'autre d'autant que les mouvements socialistes anti-autoritaires et anarchistes étaient suffisamment puissants et influents pour mettre le capitalisme en échec. C'est ce qu'avait

compris Marx, c'est pourquoi, il s'est attaqué bille en tête aux idées anarchistes et s'est appliqué notamment à discréditer Proudhon, qui était à ses yeux un adversaire dangereux. Marx était social-démocrate et il avait pour ambition le pouvoir et de diriger le mouvement ouvrier international.

Proudhon, lui ne voulait pas le pouvoir, il voulait le remplacer par le fédéralisme autogestionnaire. Les idées anarchistes étaient un obstacle à l'ambition et la soif de pouvoir de Marx. Ce dernier ne voulait surtout pas changer le système d'exploitation capitaliste naissant mais juste changer son nom en « socialisme » ou « capitalisme d'État ». Et Proudhon enfonce le clou quand il soutient que la prescription corrige les abus de la propriété bourgeoise en permettant de repousser les prétentions injustes de cette dernière ; elle sépare la possession de la nue-propriété.

« *L'homme a tout créé, tout, excepté la matière elle-même. Or, c'est de cette matière que je soutiens qu'il ne peut avoir que la possession et l'usage, sous la condition permanente du travail, lui abandonnant pour un moment la propriété des choses qu'il a produites* » ... *tout capital accumulé étant une propriété sociale, nul n'en peut avoir la propriété exclusive.* »

Justhom (Groupe de Rouen)

Réflexions sur Proudhon et la propriété

Il faut être très prudent lorsqu'on parle de la question de la propriété chez Proudhon, parce que c'est une question extrêmement complexe, complexité qui est aggravée par la méthode d'exposition de Proudhon et son goût des formules choc et des paradoxes.

Au début, dans *Qu'est-ce que la propriété ?* [1840], il dit « La propriété c'est le vol » ; à la fin dans *Théorie de la propriété* [1862], un de ses derniers livres, il dit : « la pro-

priété c'est la liberté » ; et il explique qu'il n'a en fait pas changé d'opinion, ce qui est déroutant pour un lecteur habitué au raisonnement binaire, mais sa démonstration est plutôt cohérente, si on prend la peine de la suivre, évidemment. En fait, le problème est simple : Proudhon a toujours été viscéralement opposé à la propriété.

Une autre difficulté surgit lorsqu'on lit Proudhon : on ne sait pas toujours de

quelle propriété il s'agit. Souvent, c'est de la propriété du logement qu'il parle : lorsqu'il a été élu à l'Assemblée constituante en 1848, il a été confronté à une terrible crise du logement à laquelle il a tenté sans succès de trouver une solution. Souvent, c'est aussi à la propriété de la terre qu'il pense.

Il faut savoir que Proudhon avait été traumatisé par les massacres de la révolution de 1848, qu'il voulait également

éviter une « Saint-Barthélemy de propriétaires », qu'il avait fait le constat que la France qui lui était contemporaine était à 90% rurale et que parler de retirer sa propriété à un paysan, n'était pas évident. Il s'efforcera donc de trouver un biais (une stratégie, littéralement) pour surmonter les inconvénients liés à la propriété sans se mettre à dos la paysannerie. En fait, il raisonne en termes *politiques*, en évitant de parler d'expropriation, qui ne pourrait conduire qu'à une chouannerie généralisée à l'échelle du pays. Bakounine avait parfaitement compris la question, comme on peut le voir en lisant les textes qu'il écrivit pendant la guerre franco-prussienne.

Si on peut parler de « stratégie » chez Proudhon, je dirais que sa stratégie consistait à prioriser la constitution de structures d'entraide (mutualistes) chez les paysans, qui aboutiraient peu à peu à une dissolution de la propriété.

On peut en penser ce qu'on veut aujourd'hui, mais à l'époque, ce n'était pas si idiot que ça, surtout si on pense au désastre des collectivisations forcées en Russie. Rappelons également que les collectivités agraires en Espagne, en 1936-1939, ont fini par voir adhérer ce que les libertaires appelaient les « individualistes », c'est-à-dire les petits paysans propriétaires, parce qu'ils avaient fini par comprendre qu'ils y avaient avantage (entraide, mise à disposition du matériel, etc.)

En fait, la question de la propriété est un point d'achoppement pour une transformation radicale de la société parce que c'est une notion idéologiquement très sensible. Mais Proudhon insiste sur le fait que *c'est le système capitaliste lui-même qui détruit la propriété*.

Un faux problème

La propriété, en fait, c'est un faux problème. Par exemple, il dit dans *Théorie de la propriété* que le grand manufacturier de son temps se moque complètement de ne pas être propriétaire de son usine, du terrain sur lequel se trouve son usine, voire même des machines. Ce qui l'intéresse, c'est de s'approprier l'aubaine (la plus-value, dans le vocabulaire proudhonien) issue de l'exploitation des ouvriers. Je pense que c'est extrêmement bien vu. La fixation sur la propriété est pour Proudhon l'expression du fantasme du petit bourgeois terrorisé à l'idée de som-

brer dans le prolétariat, dans la pauvreté, et fanatiquement obsédé à l'idée d'assurer un « avenir », c'est-à-dire en fait un « capital » à ses enfants. Dépasser le problème de la propriété, c'est d'abord convaincre les gens que dans la société libertaire, il n'y aura plus besoin de craindre ni pour son avenir, ni pour celui de ses enfants.

Les formules lapidaires de Proudhon sur la propriété ont empêché de saisir les nuances qu'il apporte à ce concept. La propriété est un vol lorsqu'elle fournit l'occasion de réaliser une « aubaine », c'est-à-dire l'appropriation de valeur pro-



duite par le travail d'autrui. Lorsqu'elle garantit la sécurité de l'individu, elle est un authentique facteur de liberté et de bien-être (1).

Au tout début de sa quête, Proudhon attaqua le caractère absolu de la propriété tout en se montrant violemment hostile au communisme. « La communauté cherche l'égalité et la loi », dit-il dans le *Premier mémoire*, « la propriété, née de l'autonomie de la raison et du sentiment du mérite personnel, veut sur toutes choses l'indépendance et la proportionnalité. Mais la communauté, prenant l'uniformité pour la loi et le nivellement pour l'égalité, devient tyrannique et injuste : la propriété, par son despotisme et ses envahissements, se montre bientôt oppressive et insociable. » La possession était donc « la synthèse de la communauté et de la propriété ».

Pour changer les effets de l'institution qu'est la propriété, il faut maintenant « l'entourer de garanties » : « Cette transformation que je cherchais sous le nom de synthèse, nous l'avons obtenue, sans altération de principe, par un simple équilibre », dira-t-il plus tard dans la *Théorie de la propriété*. Mais Proudhon reste Proudhon et, de la spéculation philosophique, il revient rapidement au

principe de réalité. Il estime en effet qu'il est impossible de ne pas tenir compte des tendances évidentes de la population : « Le peuple, même celui du socialisme, veut, quoi qu'il dise, être propriétaire ; et si l'on me permet de citer ici mon propre témoignage, je dirai qu'après dix ans de critique inflexible, j'ai trouvé sur ce point l'opinion des masses plus dure, plus résistante que sur une autre question. J'ai fait violence aux convictions, je n'ai rien obtenu sur les consciences. Et, chose à noter, qui prouve jusqu'à quel point la souveraineté individuelle s'identifie dans l'esprit du peuple avec la souveraineté collective, plus le principe démocratique a gagné du terrain, plus j'ai vu les classes ouvrières des villes et des campagnes interpréter ce principe dans le sens le plus favorable à la propriété (2). »

C'est un constat terrible que fait là notre auteur. Si le socialisme est fondé sur la négation de la propriété, et si l'« instinct de propriété » est à ce point profondément enraciné dans les masses, cela signifie deux choses : soit le socialisme n'a pas d'avenir, soit il faut le reconsidérer de fond en comble et réintroduire la notion de propriété, d'une manière ou d'une autre. C'est donc à une remise en cause de la théorie que Proudhon va s'attaquer. Ce type de démarche n'a jamais effleuré le socialisme d'État : la théorie ne peut pas se tromper, ce sont les masses qui se trompent.

Pour Proudhon, il s'agit d'un constat relevant du simple bon sens. On comprend qu'il n'approuve pas cette attitude : s'il a fait « violence aux convictions », il n'a rien « obtenu sur les consciences ». Dans ce passage de *Idee générale de la révolution*, il pense à la propriété foncière. L'idée d'un « fermage universel, absolu, irrévocable » – c'est-à-dire en fait la nationalisation de la terre – n'est pas envisageable : c'est trop contraire à la psychologie du paysan. Bien sûr, Proudhon ne formule pas les choses ainsi, il dit que c'est « contraire aux aspirations les plus certaines de l'époque ». C'est pourquoi, dit-il, « après avoir liquidé la terre », il faut la remettre « en toute souveraineté » à celui qui la cultive. Notons que « la terre à celui qui la travaille » est l'un des points du programme des bolcheviks qui leur a permis d'avoir le soutien de la paysannerie et de prendre le pouvoir – après quoi ils ont nationalisé la terre.

La remise de la terre au paysan est essentielle, dit Proudhon, car sans cela « rien de stable ne peut se produire dans la société ». Aussi propose-t-il que « tout paiement de loyer ou fermage [...] acquiert au locataire, fermier, métayer, une part proportionnelle dans la propriété. »

La prise en compte de la mentalité des paysans semble être une constante chez les principaux théoriciens libertaires. On retrouve cette attitude chez Bakounine pour qui, sans le soutien de la paysannerie, une révolution prolétarienne est impossible. Pendant la guerre de 1870, Bakounine avait espéré que les hostilités déclencheraient un processus révolutionnaire qui s'étendrait des villes aux campagnes. Il préconisait alors une action dirigée à la fois contre le gouvernement et les Prussiens, la transformation de la guerre patriotique en guerre révolutionnaire. Le ralliement de la paysannerie à la révolution constituait un point fondamental de la stratégie qu'il préconisait alors. A ceux qui objectaient que les paysans sont des partisans forcenés de la propriété individuelle, il répondait qu'il fallait « établir une ligne de conduite révolutionnaire qui tourne la difficulté et qui non seulement empêcherait l'individualisme des paysans de les pousser dans le camp de la réaction, mais qui au contraire s'en servirait pour faire triompher la révolution » (3). Les bolcheviks seront confrontés au même problème quarante ans plus tard : Bakounine ajoute d'ailleurs quelques mots qui prendront tout leur sens lors de la révolution russe : « En dehors de ce moyen que je propose, il n'y en a qu'un seul : le terrorisme des villes contre les campagnes (...). Ceux qui se serviront d'un moyen semblable tueront la révolution (4). »

De toute évidence, les bolcheviks n'entendirent pas cet avertissement de Bakounine.

Lorsqu'il aborde la question cruciale de la collectivisation des terres (5), le révolutionnaire russe affirme qu'imposer celle-ci serait une erreur, car elle amènerait le soulèvement des campagnes. Pour les réduire, il faudrait alors une immense force armée, avec une discipline militaire, avec des généraux, et toute la machine serait à reconstruire, avec le machiniste, le dictateur. On pense évidemment encore une fois au problème des rapports entre ouvriers et paysans pendant la révolution russe, les réquisitions qui ont

exacerbé les antagonismes entre la ville et la campagne et qui ont abouti au désastre de la collectivisation forcée.

Si Bakounine aborde la question d'un point de vue de principe, il s'interroge aussi sur les possibilités pratiques qu'aurait la classe ouvrière d'imposer la collectivisation. Il pense que les ouvriers n'auront jamais la puissance d'imposer le collectivisme dans les campagnes : c'est là, dit-il, « une aberration fondamentale du communisme autoritaire qui, parce qu'il a besoin de la violence régulièrement organisée de l'État, et qui, parce qu'il a besoin de l'État, aboutit nécessairement à la reconstitution du principe de l'autorité et d'une classe privilégiée de fonctionnaires de l'État » (6).

Selon Bakounine, le collectivisme dans les campagnes ne pourra se produire que par la force des choses, lorsque les « conditions de l'individualisme privilégié, les institutions politiques et juridiques de l'État auront disparu d'elles-mêmes (7), ce qui est en somme le point de vue de Proudhon. La prétention du monde ouvrier à imposer une politique à la paysannerie est un « legs politique du révolutionnarisme bourgeois », dit encore le révolutionnaire russe. Elle aboutit inévitablement à la reconstitution d'un système de domination, fondé cette fois sur la bureaucratie – les « fonctionnaires de l'État » – chargés de l'exécution pratique de ce programme, dépossédant de ce fait la classe ouvrière de tout pouvoir.

On rejoint là encore l'idée, formulée par Bakounine, selon laquelle l'avènement de la bureaucratie d'État est le prix à payer pour l'échec de la révolution prolétarienne.

La propriété envisagée par Proudhon est expurgée de ses tares, elle ne conduit pas à l'exploitation de l'homme par l'homme. Elle est liée au travail, et limitée dans le cadre de la commune ou de l'association ouvrière de production. La propriété aura perdu « ses vices essentiels, elle sera transfigurée. Ce ne sera plus la même chose ! Appelons-la cependant toujours de son ancien nom, si doux au cœur de l'homme, si agréable à l'oreille du paysan, la PROPRIÉTÉ (8). » Il y a donc un incontestable problème de vocabulaire, dont Proudhon a parfaitement conscience, et qui sera par la suite source de malentendus concernant sa pensée réelle sur la question.

Celui qui, en 1840, se vantait d'être le « fossoyeur de la propriété » en appelle maintenant à la raison des bourgeois pour leur éviter les affres d'une révolution. Étonnante naïveté ! Proudhon meurt en 1865 avant d'avoir fini ce travail, qui sera publié l'année suivante grâce à ses amis : *la Théorie de la propriété* révèle le dernier état de sa pensée, assez éloignée de ses considérations du début, quoique Proudhon lui-même se défend d'avoir changé de point de vue.

Lorsque Proudhon, à la fin de sa vie, opère un « retour » vers la notion de propriété aux dépens de celle de possession, il faut avoir à l'esprit que c'est un « retour » à la manière de Proudhon, qui nécessite par conséquent quelques explications.

Il continue de dire que propriété et vol sont « deux équivalents économiques ». Il reste opposé à la propriété primitive qui représentait une « forme de civilisation inférieure, propre seulement à consolider, sous des apparences d'équité, le despotisme et la servitude ».

La portée des débats de l'époque de Proudhon sur la propriété peut difficilement être comprise aujourd'hui. *La Théorie de la propriété* s'efforce de montrer que la notion de propriété n'a pas existé de tous temps, qu'elle a pris des formes multiples et que c'est une institution récente. Proudhon semble entrevoir un phénomène qui a été décisif dans le développement d'une économie capitaliste en Europe occidentale : la sécurité du capital par rapport à l'État. D'autres sociétés, dont les cultures et l'économie ont été un temps florissantes, sont apparues dans l'histoire, mais aucune n'a développé le capitalisme.

René Berthier

Les innombrables militants révolutionnaires *toutes tendances réunies* qui sont devenus propriétaires de leur logement ne viendront certainement pas me contredire... Un camarade de mon syndicat qui, comme moi, était resté locataire, parlait de « révolutionnaires pavillonnaires ».

1 *Idee générale de la révolution*, éditions du groupe Fresnes-Antony, p. 175.

2 Bakounine, *Œuvres*, VII, 118.

3 Bakounine, *Œuvres* VII, 116.

4 Cf. les *Lettres à un Français*, 6 septembre 1870.

5 Bakounine, *Œuvres*, Champ libre, VII, 117.

6 *Ibid.*, p. 118.

7 *Ibid.*, p. 165.

Céréales pour tous, légumes et légumineuses, noix et graines – Y'a bon !

Où finalement, et grâce à la (non-)lecture de l'incontournable Rapport du GIEC, l'on s'aperçoit que le capitalisme s'apprête à s'arroger le droit de propriété sur l'ensemble de la planète : les choses, les bêtes et les hommes, même les idées. Que, si la mortelle cupidité du Grec Midas n'était que la pauvre folie d'un minuscule roitelet sans imagination, il a pourtant été l'inspirateur du mode capitaliste de relation au monde et qui pourrait bien l'auto-détruire – on pourrait l'appeler « ressourcification ». Serons-nous également auto-détruits :-/ ? Saurons-nous voir et comprendre la menace ? Saurons-nous apprendre enfin de nos maîtres grecs, jusqu'ici insurpassés, imaginer le nouveau mythe, susciter l'Homère de notre temps qui saura assembler le récit qui nous manque, trouverons-nous comment le dire, pour enfin, agir, et en nombre et à temps ?

Telle est notre enquête, nous tentons ici d'initier l'exploration de ces sujets de plus en plus... *brûlants*.

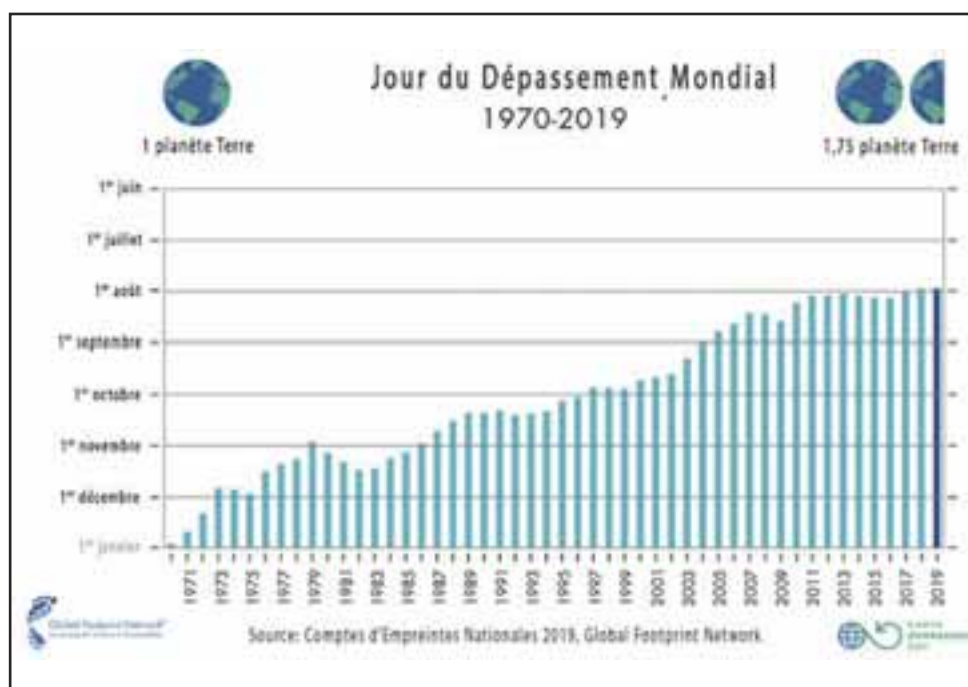
Ici, c'est la douce campagne du Gâtinais, un ancien moulin à eau presque caché au fond de ces terres légèrement vallonnées qui bordent la forêt de Fontainebleau. C'est au bord d'une petite départementale, au milieu de nulle part. Il n'y a que deux voisins, pas très proches d'ailleurs, on entend leurs bêtes parfois, mais on ne se voit pas, Paulo, le bougnat qui élève et vend des chevaux, tandis que Pierrot, ancré là depuis plusieurs générations, cultive les terres alentour.

Prévert, pour dire l'anthropocène

Au-dessus, sur le petit plateau qui domine à l'ouest, on trouve les grands champs céréaliers, tandis qu'à l'est c'est un bois, et que le côté sud abrite un étang

accaparé comme réserve d'eau pour les parisiens. Il s'écoule dans un petit ru qui nous sépare des chevaux. Un coin tranquille, pas grand-chose ne s'y passe, à part les rituelles engueulades avec les chasseurs, persuadés qu'ici, c'est une secte dont nous serions le guru. Presque rien... mais quand même, cette année, on a l'impression que quelque chose advient, que « ça » dérape. Le tracteur colossal et flambant neuf n'a guère quitté son hangar car, à nouveau, une partie de la récolte n'a pas vu le jour, faute d'eau. Par deux fois, et pendant deux longs jours, famille et amis ont dû se calfeutrer pendant la journée, et la nuit, ouvrir grand les portes et fenêtres, pour résister aux vagues de chaleur, montée jusqu'à 42°. Heureusement, l'étang et le bois rafraîchissent l'atmosphère, et les vieux murs sont très épais. À Ville-Saint-Jacques, la cueillette où l'on s'approvi-

sionne en fruits et légumes en a aussi pris un coup ; moins de variétés et certaines en mode rachitique. Les oies sauvages en nombre cancanent bien comme avant, se disputent toujours l'étang avec les cygnes, les canards et les poules d'eau, mais ce sont les hirondelles maintenant qui semblent nous avoir définitivement quitté, et l'on s'extasie lorsque l'on voit des papillons. Laurence, une amie qui vit dans le Tarn, appelle pour dire qu'elle monte « *dans le nord* », à la maison, pour une petite semaine de vacance au frais. Elle est plutôt frileuse, mais là, elle dit qu'en a « *vraiment marre de cette chaleur* ». Avant-hier son fils appelle pour l'informer d'une invasion de tout petits insectes qui recouvrent le chemin qui mène à leur maison à travers les champs de maïs. Renseignement pris, il s'agit de punaises de céréales qui arrivent de Graulhet, un village proche, premier contaminé ; il



semble qu'elles sont également apparues dans la Drôme, le Rhône et l'Ardèche. Les autorités indiquent qu'*il n'y a pas de problème*, évoquent la canicule, la sécheresse et la résistance de ces bêtes aux pesticides... Hier, un ami qui passe, venant du Cher près de Vierzon parle de son potager grillé par la sécheresse et des promenades en forêt interdites par la préfecture. En fin de soirée, délié par le rhum arrangé, il nous raconte que fin juillet, un gros morceau de crêpi recouvrant un de ses murs a été arraché par les bourrasques d'une sorte d'ouragan qui a également cassé une dizaine de bouleaux, sur fond de hurlements venus tout droit du plus profond des enfers.

On pourrait continuer de parcourir notre liste à la Prévert des plaies, maintenant ouvertes et perceptibles, de l'anthropocène. On nous dira bien sûr – et nous le savons – que ces quelques observations ne suffisent pas pour énoncer une loi générale, que la fin des hirondelles ne fait pas l'effondrement. Mais il semble bien que les sombres prédictions de Bookchin et, en France, des premiers écolos de la Gueule Ouverte dans les années 70, finalement se réalisent. Des écosystèmes qui semblaient bien installés, se dégradent, puis se détraquent. On se dit que s'est mal engagé. On se dit que le problème commence à être concret, et que peut-être il faudrait s'en occuper sérieusement. Comprendre sa nature et son ampleur, agir.

En ville, on s'en fout un peu

En ville bien sûr, à part les journées de canicule c'est bien moins perceptible, et si l'on travaille dans le tertiaire, la plupart des entreprises sont climatisées, c'est insensible. Et puis la ville se construit contre la nature, elle y est comme absente, invisibilisée, le ciel et l'horizon barrés par les immeubles, le sol caché par le bitume des trottoirs et le goudron des rues, et les rares arbres calibrés et taillés au cordeau. À peine tombées, leurs feuilles sont aussitôt ramassées, évacuées. Pas de bêtes non plus, à part des pigeons estropiés et des chiens enlaissés. Et puis les citadins les mieux organisés ont installé la clim' dans leur appartement, frais l'été et chaud l'hiver, et basta ! Quel réchauffement ! ? Nombre d'entre eux d'ailleurs s'en foutent comme ce collègue médecin-informaticien, sans enfants,

parti en croisière il y a quelques années en Argentine du côté d'Ushuaïa, pour, sur le pont du bateau, boire son whisky du soir, rafraîchi par des glaçons prélevés sur les glaciers. Snobisme, pathétique... oui... c'est certain, mais... mais on sait que le capitalisme n'aime rien tant que le marché de masse, et que les multinationales sont toujours à l'affût de nouveaux produits, ce « grand professeur » par ailleurs très créatif n'était qu'un précurseur, il devra trouver une nouvelle lubie pour tenter de se distinguer. L'eau des glaciers est en effet devenue un nouvel or liquide... À 12 Euros la bouteille, la société Iceberg Water, parmi d'autres, « *capture ce don naturel vierge* ». Elle met en bouteille la fonte des banquises ; ses actionnaires et dirigeants se réjouissent des profits en perspectives : en 24 heures, le 1er août, onze milliards de tonnes de glace ont fondu au Groenland. *La décadence* accompagne souvent la chute, où plutôt est un signe avant-coureur.

Le jour du dépassement

Mais poursuivons notre enquête et passons du particulier au général. D'après l'ONG Global Footprint Network, c'est au cœur de l'été, le lundi 29 juillet, que l'humanité a épuisé les ressources planétaires renouvelables à notre échelle de temps. Les cinq mois suivants il faut puiser dans les réserves, amenuisant d'autant leur capacité de régénération. On nous conduit à une folle course en avant en forme de cercle vicieux, plutôt de spirale infernale. Le *Jour du dépassement* est un indicateur composite – complexe et d'ailleurs contesté – basé sur l'empreinte écologique. Il sert à calculer le jour à partir duquel plus de poissons auront été pêchés, plus d'arbres abattus et plus de terres cultivées que ce que notre planète peut offrir au cours d'une année entière. Il intègre les émissions de gaz à effet de serre qui comptent pour 60 %. Ce « jour du dépassement », on s'en doutait déjà, recule chaque année – deux mois en vingt ans. On peut également le mesurer par pays : il ne faut par exemple que 42 jours au Qatar, un pays totalement artificialisé, pour l'atteindre, contre 342 pour l'Indonésie et ses 922 îles habitées... un tel différentiel donne des pistes à explorer. Quant à la France... c'est début mai que l'année se termine.

Mais Bourdieu s'est trompé, savoir n'est

pas pouvoir, et on peut constater que, même chez ses promoteurs, cette sombre mesure n'induit pas une grande conscience politique, au risque du capitalisme vert... le site web qui la promeut nous vante en effet la publicité suivante : « *En consommant moitié moins de protéines animales, nous pourrions reculer la date du jour du dépassement de 15 jours. Découvrez les recettes durables du chef étoilé Florent Ladeyn !* ». Parfois, on se pince !

Et le retour du GIEC

Puis début août, il a été difficile d'échapper à la publication du rapport du GIEC (1) sur la boucle de rétroaction entre l'utilisation des terres et le dérèglement climatique. Bilan très négatif, c'est le moins que l'on puisse dire... Chaque nouveau rapport est plus inquiétant que les précédents, et pour autant chaque nouveau rapport est l'occasion d'un nouvel enfumage généralisé. Dans le plus pur style bureaucratique « dire sans dire », le gouvernement se félicite du rapport : il « *salue la publication du rapport spécial du GIEC sur la désertification et la dégradation des terres dans le monde* » et pas moins de quatre ministres y vont de leur couplet fort d'une insipide autosatisfaction. Elisabeth Borne, par exemple, ministre de la « Transition écologique et solidaire » nous explique sans fard que « *La France continuera de porter au niveau international la lutte contre les dérèglements climatiques ainsi qu'une meilleure gestion des terres. C'est aussi le sens des actions concrètes que nous portons au niveau national en matière de lutte contre l'artificialisation des sols, qui figure au cœur de la mise en œuvre du plan biodiversité.* ». Elle a dû avoir un trou de mémoire sur les 700 hectares de terres cultivables à bétonner pour le projet Europa city et sa piste de ski aux portes de Paris... Il faut dire à sa décharge, qu'elle embarque à peine, encore en mode starter ! Son prédécesseur, François de Rugy, venait d'être débarqué en urgence pour s'être pris les doigts dans les pinces des homards géants dont il gavait ses amis lorsqu'il présidait l'Assemblée nationale... petites sauterelles au champagne et vins fins, comme un Château Cheval Blanc à 550 euros la bouteille ou le célebrissime Sauternes Château d'Yquem, estimé à 265 euros, et dont les écolos qui l'ont élu, ne connaîtront jamais que l'étiquette. Débarqué ! Mais, âmes sensibles, retenez vos larmes, ne pleurez pas sur le

pur et dur de l'écologie nationale licencié sans préavis, son purgatoire n'aura pas été trop long, dès le mois d'août il a retrouvé son poste de député.

Sans oublier le CETA

Mais il fait trop chaud pour se fâcher, nous ne commenterons pas plus avant ces inepties qui ne font que démontrer, s'il en était encore besoin qu'incompétence et j'm'enfoutisme sont les deux piliers de la politique. Deux piliers au service d'un cynisme dont l'ampleur semble ne pas connaître de limites. Trois piliers, plutôt, nous oublions la fonction « godillot » ... en démocratie parlementaire, c'est très simple, pas de longs débats, pas de délibérations sans fin. Pendant le temps de sa mandature la majorité décide, elle vote ses lois, et si c'est trop compliqué, trop long, une ordonnance fait encore mieux l'affaire. Circulez, c'est plié ! En conséquence, c'est donc le 23 juillet, quelques jours avant la remise du fameux « rapport du GIEC », que la « majorité » a ratifié le CETA. Un accord commercial entre l'Union européenne et le Canada qui va développer toujours plus les échanges transatlantiques et déclencher l'importation aberrante de bêtes saturées d'antibiotiques, gonflées aux farines animales et transportées sur des milliers de kilomètres. Les derniers paysans éleveurs évidemment manifestent, taguent, murent ou enlisent les permanences des godillots – une quinzaine depuis fin juillet. Les godillots se plaignent d'atteinte à la démocratie, les éditorialistes s'indignent de ces pratiques. On se pince !

Eurêka !

Au fond, on dirait que ce GIEC ne sert à rien ! Les politiciens qui pilotent ce capteur de certaines évolutions du système terre conçu pour fonder leurs décisions sur des données scientifiques, ne l'utilisent que pour occuper le terrain. On sait, il est vrai, qu'ils ne lisent pas ces rapports, peut-être infiniment trop longs pour nos aficionados du tweet. Et pourtant celui-ci contient un « Résumé à l'attention des décideurs politiques » limité à 41 modestes pages. Et certains paragraphes – les résumés du résumé – sont en gras, pour ceux qui seraient trop limités... Mais c'est inutile. Totalement inutile pour celles et ceux dont le cœur de mé-

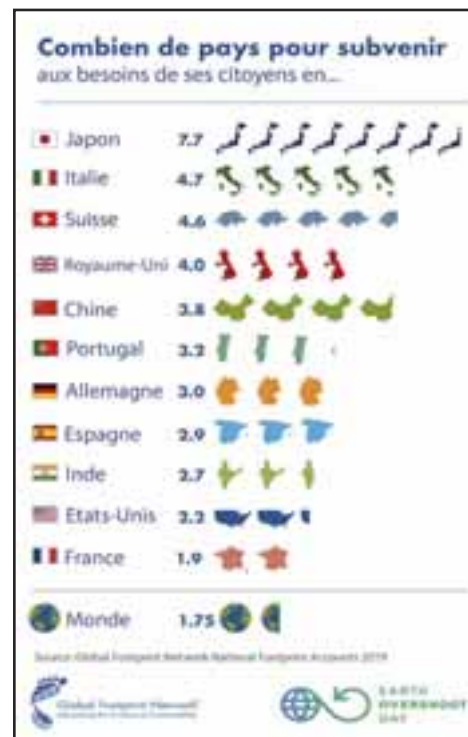
tier est la prestidigitation électorale : pur du vent, se faire élire puis réélire, ad libitum... et goûter l'ivresse d'un peu ou beaucoup de pouvoir, ainsi que la délicate saveur des bisques de homards accompagnées d'un blanc sec millésimé. Alors pourquoi lire ces fichus rapports, ils sont assommants et truffés de mauvaises nouvelles, et les électeurs n'aiment que les bonnes nouvelles... Ah, si, il y a ces histoires de migrations massives, ces îles englouties, ces gens du Sud qui n'auraient plus d'eau, plus de terres cultivables. S'ils ne veulent pas mourir sur place, il leur faudra bien partir ! Eurêka ! Notre politicien s'éveille, il a trouvé son os, il lui faut protéger nos frontières, bloquer l'étranger, le bouter hors de France, et sinon l'enfermer dans ces camps, de triste mémoire peut-être, mais d'un nouveau genre – on n'y enferme plus, on ne fait qu'y retenir ! Merci le GIEC, soupirez-t-il, si content maintenant, les bras levés en croix, brandissant le rapport.

Que dit ce rapport ?

Mais hélas, nous nous emballons... c'est encore trop difficile car, « scientifiques », ces rapports sont nécessairement rédigés en Anglais et cette même classe politique française qui nous impose de force la mondialisation est crasse en anglais. La plupart n'y entend rien ; au mieux certains l'annoncent. Eh bien, ni l'Union européenne – pourtant forte de centaines de traducteurs professionnels – ni le gouvernement n'ont traduit ces rapports, n'ont dépensé les quelques milliers d'euros nécessaires pour les rendre accessibles. Il faut croire qu'ils ne sont en vérité pas faits pour être lus. Ni par les « élus », ni par nous bien sûr. Tout comme les innombrables comités d'éthiques, ce GIEC semble bien n'être qu'un simple outil de communication à l'usage de gouvernants. Mais que nous dit le GIEC sur le cœur de son sujet, sur les « Personnes, terres et climat dans un monde qui se réchauffe » ? Nous traduisons ici quelques extraits de ces pages. Après donc, nous avoir rappelé que « l'utilisation humaine impacte directement plus de 70% de la terre libre de glaces » il nous indique que « dans tous les scénarios, l'augmentation prévue de la population et du revenu, combinée à des changements dans les habitudes de consommation, entraînent une augmentation de la demande de

nourriture, d'aliments pour animaux et d'eau en 2050. » Il nous avertit ensuite que « ces changements, combinés aux pratiques de gestion des terres, ont des répercussions sur leurs utilisations, sur l'insécurité alimentaire, la rareté de l'eau, les émissions de GES terrestres (2), le potentiel de séquestration de carbone et la biodiversité. » Pour faire bonne mesure et peut-être éviter la langue de bois, le panel des scientifiques conclut que : « tous les scénarios socio-économiques futurs évalués entraînent une augmentation de la demande d'eau et une pénurie d'eau, alors que les scénarios à plus forte expansion des terres cultivées se traduisent par des baisses plus importantes de la biodiversité ».

Dans les derniers chapitres, dédiés aux « recommandations au niveau mondial », on lit qu'il faut d'une part réduire la surconsommation, en particulier le gaspillage



alimentaire, et d'autre part adopter des régimes alimentaires plus sains. Réduire notre consommation de viande pour aller vers « des régimes sains et durables, comme ceux basés sur les céréales, les légumes et légumineuses, les noix et les graines ». Avis aux amateurs, les homards géants, c'est pas pour vous ! Une phrase a également retenu notre attention « Due to women's disproportionate vulnerability to climate change impacts, their inclusion in land management and tenure is constrained » (3). Il apparaît, d'après les

scientifiques réunis, que ce sont les femmes qui seront les premières et les plus impactées...

Enfin, et pour conclure ici notre exercice de traduction, la boucle est bouclée lorsqu'on lit que : « *L'efficacité de la prise de décision est renforcée par la participation des acteurs locaux [...] à la sélection, à l'évaluation, à la mise en œuvre et à la surveillance des politiques territoriales pour l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques* ». Pour ceux qui doutent de cette proposition, il n'est que de se souvenir des trois derniers trimestres, où comment une taxe de trop, pseudo-écologique, imposée à la population, a été le détonateur d'une révolte populaire d'une ampleur que l'on n'avait pas vue depuis mai 1968, et qui est passée en à peine un mois du stade initial de la jacquerie à celui d'une révolte sociale exigeant, qu'en matière d'écologie, les combats contre la fin du monde et pour la fin du mois ne fasse qu'un ! Redécouvrant dans la lutte les fondements de l'écologie sociale posés par Bookchin.

A quoi servent les rapports du GIEC ?

Donc, au cas peu probable où un état prendrait des décisions utiles, il faudrait qu'elles soient adoptées de façon véritablement démocratique. Et nous savons d'expérience que ces dirigeants nous excluent par principe de décisions dictées par un mix de lobbies et d'experts hors-sol. Si (ou quand) les sombres projections se confirment, les états ne pourront justifier leur existence qu'en imposant par la force la plus brutale, les mesures les plus drastiques et les plus injustes.

On peut alors penser que ces rapports du GIEC que les « décideurs » auxquels ils sont « destinés » ne lisent ni n'utilisent, sont peut-être surtout promus pour nous préparer à ces mesures toujours plus injustes et toujours plus liberticides. C'est à nous qu'ils sont destinés. Et s'ils restent en Anglais, c'est pour que nous ne les lisions pas, et que – tout comme il faut des religieux pour interpréter le verbe divin – ce soient les journalistes et pseudo-experts, tous membres de l'oligarchie à la manœuvre, qui interprètent pour nous le message de *La Science*, et nous préparent ainsi à accepter toujours un peu plus d'inacceptable. En cas de crise majeure,

qui voudrait en effet contrer ou même contester la lutte héroïque et désespérée des gouvernants pour sauver les populations en danger de disette ou d'épidémie. Il y en aura toujours quelques-uns, mais alors, qui oserait soutenir ces fous arriérés, ces égoïstes irresponsables, ces dangereux anarchistes !?

Midas n'était qu'un petit roi, le capitaliste veut toute la planète

Sans adopter ici, à la légère, les théories de l'effondrement ou du Collapse (4) dont le récit séduit un public rapidement croissant, on ne peut rester indifférent et se contenter de regarder se dégrader des équilibres précieux et infiniment complexes. Un monde semble se décomposer sous nos yeux ; peut-être l'explication en est-elle très simple... aussi simple qu'un mythe grec. Tout comme le roi Midas a créé sa propre perte en faisant le vœu de transformer tout ce qu'il touchait en or, le capitaliste créé notre perte, en transformant tout ce qu'il touche en « ressource ». Toute matière, toute vie, doit ainsi devenir une « ressource », une chose, une abstraction, une passivité utilisée, transformée, puis vendue pour en extraire des profits. L'extractivisme est devenu universel, il s'applique à tout et à tous. Ainsi les travailleurs eux-mêmes, *des humains* pourtant, sont devenus des « ressources ». Tout est progressivement corrompu, dévoré. Et une ressource, il faut optimiser son exploitation, et le faire au plus vite, avant qu'un compétiteur ne s'en charge. En régime capitaliste c'est sa loi, la seule : trouver de nouvelles ressources et au plus vite optimiser leur exploitation.

On connaît les bulles financières, qui voient des valeurs boursières grimper sans raison ni limites jusqu'à l'explosion causée par le nécessaire épuisement de leur carburant. La première documentée est la célèbre bulle du bulbe, dans la proto-Hollande des années 1630, qui a vu le prix des tulipes s'envoler sous l'effet d'un pur phénomène spéculatif, jusqu'à retomber au plus bas – le juste prix d'un simple bulbe. Le « carburant » de la dernière bulle en date, en 2008, était fait de prêts immobiliers accordés en toute connaissance de cause à des ménages nord-américains incapables de les rembourser. Les ravages que l'explosion a causés, tant aux USA qu'en Europe, sont toujours présents.

En guise de conclusion temporaire, et contrairement aux prédictions scientistes de Marx, productiviste de choc, on peut faire l'hypothèse que ce système étato-capitaliste qui en quelques siècles s'est approprié la quasi-totalité de la surface habitable du globe n'est pas le marche-pied vers une humanité heureuse, mais est lui-même un système à bulle, qui consomme tout ce qui peut être transformé en ressources, jusqu'à leur épuisement ou à l'étouffement sous les déchets. Le capital fournit la machine à transmuter les ressources en or – ou plus-value – pour les puissants tandis que l'état son nécessaire allié se charge de contrôler les populations afin que, bon gré mal gré, elles le laissent faire. Ce mode d'organisation des sociétés humaines au sein desquelles nous vivons, caractérisé par l'avidité et le court-termisme, aurait alors démarré une phase non pas nécessairement terminale, celle qui verra la bulle éclater, mais une phase préliminaire d'accélération où le voile se lève. Alors, au-delà des sujets les plus immédiats, à nous peut-être de clarifier nos analyses les plus globales et d'en tirer les conséquences.

Nuage Fou

1) GIEC : le *Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* (en anglais IPCC, pour Intergovernmental Panel on Climate Change). Ce Groupe d'experts est l'organe des Nations Unies chargé d'évaluer la science liée au changement climatique, et a été créé en 1988 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Le dernier rapport a été adopté par 195 états et l'Union Européenne.

2) GES : les Gaz à Effet de Serre.

3) Que l'on pourrait traduire par : « *En raison de la vulnérabilité disproportionnée des femmes aux impacts du changement climatique, leur participation à la gestion et au régime foncier des terres est limitée.* »

4) Le mot « *collapsologie* » est un néologisme inventé par Pablo Servigne, ingénieur agronome et anarchiste, et Raphaël Stevens, expert en résilience des systèmes socio-écologiques. Il apparaît dans leur ouvrage publié en 2015 : « *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* »

La terre n'appartient qu'à la Terre

L'heure est à la possession à outrance. Tout est propriété privée. Mais qui dit propriété, dit transaction. Contrat, exclusivité, bénéfiques. Ainsi, on possède une maison, on y vit, et on peut même la louer. La vendre. En tirer profit. Ça marche pour les murs, les briques, mais aussi pour le lit, les coussins, les interrupteurs, les casseroles, les chaussettes. Tout a une valeur. Tout se possède. Du plus petit caillou au plus grand rocher.

Le sable se vend. Car avec le sable, on fait du béton. Une plage. Un bac à sable. Quant aux rochers, ils forment des montagnes. Et même si tout le monde a le droit de payer pour skier, la montagne n'appartient pas aux skieurs. La montagne n'appartient pas non plus à la nature dont elle fait partie. Elle est la propriété de quelqu'un. Il y a quelqu'un derrière chaque montagne. Chaque forêt. Chaque ruisseau. Chaque champ. Ce n'est pas pour rien que l'on ne peut fouler les hautes herbes des prés en été. C'est que ça les abîme. Alors on interdit les prés. Les pelouses aussi. Non pas par respect envers les végétaux. Loin de là. C'est par respect pour le portefeuille. Car chaque brin d'herbe représente de l'argent. Tondue, l'herbe attire les touristes. En botte, elle forme du foin. De la paille. Mais aussi de la nourriture pour les vaches. Vaches qui elles-mêmes se vendent. Plus elles mangent, plus elles coûtent cher. On les vend au poids. Chaque vache vaut un paquet de fric. Et si aujourd'hui ce fric n'est représenté que par un bout de papier, sa valeur est basée sur celle de l'or. Or, l'or n'est autre qu'un bout de métal.

« *La notion de propriété leur était tout bonnement inconnue* »

A ce sujet, les Indiens d'Amérique se sont fait avoir. Sous leurs pieds, le métal jaune abondait. Alors, quand les colons leur ont demandé d'échanger cet or contre de l'alcool et des gadgets, les Indiens n'ont pas hésité une seule seconde. D'abord parce que le métal doré ne leur servait pas plus que le bois ou le silex. Ensuite, parce que l'alcool et les gadgets les intriguaient beaucoup plus. Enfin, et surtout, parce que l'or ne leur appartenait en rien. Pas plus que le poisson dans le ruisseau ou le cheval dans la plaine. La notion de propriété leur était tout bonnement inconnue. C'est ainsi qu'ils ont laissé leurs envahisseurs planter leurs campements à la place de leurs tipis. Parce que la terre n'appartient qu'à la Terre. Elle doit donc être partagée entre tous les êtres qui la composent. Mais les colons n'étaient pas prêts à partager. Ils étaient prêts à accaparer. Désormais, tels des animaux en voie de disparition, les descendants des Indiens d'Amérique vivent enfermés dans des réserves, sur les parcelles de leurs colonisateurs. Des zoos pour humains, en somme. Zoos qui, évidemment, sont la propriété de quelqu'un.

Car tout est propriété. Du barreau de la cellule à la cacahuète jetée par un visiteur. C'est alors que la question suivante se pose : la possession a-t-elle une limite ? Lorsque même l'oxygène s'achète et se revend en bouteille ? Lorsque même l'eau est soumise à une taxe ? Quand les animaux d'élevage sont considérés comme des biens meubles ? Quand les brindilles se vendent au rayon « jouets pour animaux » ?

« *On domestique le feu et on l'enferme dans une cheminée.* »



Comment en est-on arrivé à affirmer que le chien avait un propriétaire ? Un maître ? Voilà encore une des déviations de la propriété : la domestication. A force de posséder, on domestique. On domestique le feu et on l'enferme dans une cheminée. On domestique l'électricité et on l'enferme dans une ampoule. On domestique l'arbre en le taillant, en le nanifiant en bonzaï. En le forçant à rentrer dans un pot. On domestique le chat, le chien, le poisson rouge, l'esclave, l'immigré. On les formate, on leur apprend à se taire, à obéir, à rendre service. On empiète sur leur territoire. Toujours plus. C'est ainsi que les océans sont vidés. Les forêts, rasées. Les animaux sauvages restants, abattus. Mais jusqu'où ira cette boulimie pour la propriété ? Que se passera-t-il lorsque le gouvernement privatisera les forêts ? L'air que l'on respire ? N'aura-t-il pas un arrière-goût ? Un goût amer et métallique ?

Si l'on devait payer pour respirer, un trafic d'air serait alors mis en place sans tarder. Des faussaires vendraient de l'air bas-de-gamme aux plus démunis. Et alors, le monde respirerait de la contre- façon. A l'image de cette planète accaparée par les humains, eux-mêmes dépossédés des richesses de la Terre. Car la meilleure façon de ne manquer de rien est de ne rien avoir à posséder. Autrement dit, une minuscule fraise des bois sauvage, libre, cueillie avec effort dans une forêt vierge, vaut bien cent grosses pommes calibrées, vertes, à portée de main dans un supermarché.

Le paradoxe des ZADs

On a vu apparaître le terme de ZAD, Zone à défendre, par détournement de Zone d'aménagement différé, à propos du projet de construction d'un aéroport au nord de Nantes mais avant... Le Larzac, Creys-Malville, Plogoff, Le Col du Somport...

Souvenir d'ancien combattant : mai 1994, plus de 10 000 manifestants contre le tunnel du Somport dans les Pyrénées. Parmi eux, moi, anar ardéchois, parti avec 17 écologistes ardéchois. Le tunnel du Somport, c'est pour une autoroute donc pour aller manifester... on prend l'autoroute. Je fais remarquer le paradoxe. « Oui, mais c'est pas à travers les Pyrénées et dans les Pyrénées, il y a des ours... »

J'ai appris ce jour-là que les animaux ne naissent pas tous libres et égaux en dignité et en droits et paf le lapin de garenne...

Arrivés sur place, on plante les guitounes, on s'installe et... chacun de sortir ses foutues mini bouteilles de flotte. Je fais remarquer le paradoxe. « Oui, mais pas sûr que l'eau soit potable ici. » On était à un endroit justement appelé « La Goutte d'Eau » (1)...

C'est quoi leur flotte sous plastique ? Ça vient des Alpes, des Vosges, d'Auvergne... Je fais remarquer le paradoxe. « Vous savez qu'il y a aussi des eaux minérales en Ardèche. » Moi, j'ai un jerrican plein d'eau du robinet de ma mienne maison. Pas très crédible de venir manifester contre une autoroute qui permettra le transport routier de millions de ces foutues bouteilles en plastique pleines de flottes pompées « aux quatre coins de l'Hexagone » tout en justifiant par ses propres achats ces camions inutiles... Je fais remarquer le paradoxe. « Vous êtes tous aussi chiants les anars ? »

J'ai appris ce jour-là que le problème n'était pas de savoir s'il fallait ou non plus de réseau routier pour plus de transports inutiles de marchandises inutiles, ce qu'il ne fallait pas, c'était cette autoroute, en ce lieu, au pays de Nounours.

Comme l'Europe, l'État, les bétonneurs,

les transporteurs routiers voulaient s'approprier la vallée d'Aspe, le Somport, alors nous étions venus de partout pour dire que Non, cette vallée ne leur appartenait pas et qu'ils devaient rentrer chez eux. A qui appartenait donc cette vallée ? A Nounours ? Aux bergers qui ne voulaient surtout pas partager avec Nounours ?

Deuxième souvenir d'ancien combattant : janvier 2011, la Basse-Ardèche se mobilise contre le gaz de schiste. Réunion publique dans une salle des fêtes comble. Le débat ne tourne qu'autour de la beauté des lieux, du risque de pollution et des touristes qui ne viendraient plus. Pause cigarette, je fais semblant de fouiller dans mes poches et ça ne manque pas, on me tend une dizaine de briquets. Je sors alors une boîte d'allumettes et fais remarquer le paradoxe : « Vous avez remarqué, vous avez du gaz avec du pétrole autour... » et naturellement... « Vous êtes tous aussi chiants les anars ? » De l'autre côté de la place, côte à côte, deux voitures de deux agences immobilières concurrentes mais

néanmoins amies dans l'adversité... Retour dans la salle pour entendre un élu sarkozyste, président du syndicat Ardèche claire, larmoyer sur l'avenir menacé des campings, tandis que pas loin le député de l'époque, maire de Vals-Les-Bains - célèbre pour ses bains, sa source d'eau minérale - se prépare à intervenir pour évoquer le risque de pollution, au moins de suspicion de pollution de la nappe phréatique ...

J'arrive à capter le micro pour apporter ma solidarité avec les pollués du monde entier qui vivent déjà aux pieds des derricks. « Si nous continuons à jouer la carte de la croissance, soit on accepte le fait qu'il y ait des régions loin, très loin, ayant vocation à être polluées pour que nous puissions continuer à bronzer tranquilles dans notre jardin, soit on accepte d'assumer notre surconsommation énergétique et on accepte que soit pillé aussi notre sous-sol. »

J'ai appris ce jour-là que la tribu des « pas chez nous » n'aimait pas trop qu'on mette en péril leur écosystème. Ni leur « économico-système » d'ailleurs...



Alors ZADs warum ?

Faut-il participer à ces rassemblements sachant qu'immanquablement la tribu des « pas chez nous » bornera sa réflexion aux bornes de son territoire. Se battre pour une ZAD ne doit rien voir avec la seule défense du lieu et de ceux qui y vivent. Sinon, en poussant le raisonnement jusqu'à l'absurde, pourquoi ne pas défendre ces imbéciles heureux qui vivent quelque part et qui voient arriver les migrants comme autant de menaces pour leurs nains de jardin... La défense d'une zone, d'un territoire peut vite glisser vers l'identitarisme.

En participant, parce qu'on se doit d'y participer, ce qu'il nous faut afficher, c'est notre refus des choix imposés. Point barre.

Pour beaucoup : Le Larzac, c'était le refus de l'Armée. Pas seulement la défense des cardabelles (2) présentes sur le causse et de l'exploitation des ovins. Creys-Malville, c'était le refus du nu-

cléaire civil ou militaire. Idem Plogoff. Le Somport, c'était le refus du capitalisme et de sa mondialisation. Pas seulement la défense de Nounours et de ses amis les exploités d'ovins. Idem, leur Dame des Landes en remplaçant les ursidés par des urodèles (3). Roybon, c'est le refus des loisirs proposés par le capitalisme. Pas seulement la défense de la forêt de Chambaran et des pêcheurs du coin.

Et laissons les « pas chez nous » jouer des coudes pour se faire inviter au grand guignol des consultations locales qui entérinent leur posture. Il est tellement plus simple pour le pouvoir de présenter une telle opposition comme une simple défense de territoire, de propriétés, de propriétaires. Quant aux militants anticapitalistes, altermondialistes, antimilitaristes, antinucléaires, libertaires ... considérés comme des idiots utiles mangeurs de lacrymos et de coups de matraque... lorsque la zone n'a plus besoin de défense... qu'ils n'oublient pas de fermer la porte en sortant.

Biscotte

1)« La Goutte d'eau » ou officiellement la gare de Cette-Eygun, sur la ligne Pau-Canfranc, fermée au trafic depuis 1970. Louée en 1984 pour accueillir les randonneurs, elle devint le lieu phare des opposants au tunnel autour d'Eric Pétetin le locataire "aspache" (Indien de la vallée d'Aspe, dicit lui-même). En 2005, rancunier, l'État à travers RFF (Réseau ferré de France) - usant de son droit de propriété - fait expulser les personnes qui y vivaient, saccager le lieu puis murer portes et fenêtres pour le rendre inhabitable.

2)De son vrai nom carline à feuilles d'acanthé, la cardabelle est un chardon sans tige mais c'est surtout la fleur symbole des Causses dont celui du Larzac.

3)Les urodèles, amphibiens gardant une queue à l'âge adulte, sont les tritons et les salamandres.

« Il y a une solution aux expulsions » : pour l'État, c'est la rue !

Pour nous, pour les concernés, c'est la réquisition des logements vides, l'ouverture des squats et la pratique de la solidarité !

Historique des expulsions bordelaises en cascade de l'été 2019

La série « mémorable » a commencé le **mardi 9 juillet**, c'est le squat « le Garsrage » qui est expulsé de la rue des Cordeliers, laissant 60 personnes à la rue. En réaction, la CNT ouvre son local pour accueillir en journée les expulsés de 10h à 22h alors que les températures montent dangereusement dans la ville.

Jeudi 11 juillet : expulsion de la « Zone d'en Dehors », un squat installé dans quatre maisons et 13 logements de fonction désaffectés de la poudrerie de Saint-Médard-en-Jalles. Le propriétaire, Ariane Groupe, ainsi que la mairie de Saint-Médard-en-Jalles étaient pressés de réaliser une belle opération immobilière en vendant ces immeubles situés pourtant sur un terrain classé dans un polygone d'isolement du fait des activités dangereuses pratiquées sur le site de la poudrerie (ancienne Société nationale des poudres et explosifs). Au final, après l'expulsion des 60 familles, ce sont près de 120 per-

sonnes qui se retrouvent à la rue et les maisons sont aussitôt détruites par le propriétaire (1).

Un rassemblement est organisé le jour même devant la Préfecture pour dénoncer les décisions d'expulsion de la préfète Buccio, entre autres à l'appel du DAL 33.

Pendant ce temps, l'aide s'organise avec le SQUID (centre social autogéré), Ovale citoyen et la CNT mais aussi Médecins du monde, la Ligue des droits de l'homme, ATTAC, AC ...

Le SQUID mène une action pour occuper la Flèche Saint-Michel et permettre

aux expulsés de dormir avec un petit abri.

Lundi 15 juillet au matin, occupation pacifique de la Bourse du Travail de Bordeaux pour mettre à l'abri les migrants expulsés. Négociations avec la CGT qui est la maîtresse des lieux, pour organiser au mieux la vie au sein de la Bourse du Travail. L'occupation a vocation à être provisoire, le temps de trouver un hébergement, au moins nocturne, pour les 40 personnes qui s'y trouvent. Pour Ovale citoyen, Médecins du Monde, ATTAC et les collectifs citoyens de défense des migrants qui ont participé à cette action, il s'agit de mettre la pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils prennent leurs responsabilités et mettent à l'abri les personnes mises à la rue.

La CNT continue son accueil de jour de 10 h à 22 h (douches + 60 à 80 repas par jour midi et soir)

Mardi 16 juillet : 50 personnes répondent à l'appel à rassemblement devant la Préfecture lancé par l'UD- CGT 33, Ovale citoyen et Médecins du Monde... L'accueil de jour déménagement de la CNT à l'Athénée libertaire, 7 rue du muguet à Bordeaux, suite aux plaintes des voisins et aux menaces du propriétaire du local loué par la CNT.

Mercredi 17 juillet : la Préfète tient une conférence de presse où elle affirme « les expulsions vont continuer » et « qu'il ne faut pas créer d'appel d'air » ! Un rassemblement de dénonciation se tient devant la Préfecture, puis une AG se tient à la Bourse du travail où se décide entre autres d'envoyer un courrier aux élus.

Jeudi 18 juillet : rassemblement devant le Conseil départemental, une délégation est reçue par la directrice de cabinet du Président Gleize.

Vendredi 19 juillet : rassemblement devant Bordeaux Métropole pour demander l'ouverture de lieux d'accueil, en particulier à l'approche de la canicule qui doit commencer lundi 22 juillet. Bordeaux Métropole reçoit les manifestants et finit par proposer d'ouvrir le gymnase Thiers pour 150 places jusqu'à la fin de l'été. Lits, couvertures et douches seront fournies par la Sécurité civile. Finalement la mise à disposition du gym-

nase est reportée au lendemain suite à des problèmes techniques invoqués par la Mairie (en fait, il ne sera jamais ouvert, la Préfecture serait intervenue pour s'opposer à cette ouverture).

L'Athénée libertaire continue d'assurer l'accueil de jour, de gérer les repas, et d'accueillir les dons (de particuliers, de commerçants, d'agriculteurs, de restaurateurs...) qui arrivent en nombre (nourriture, vêtements, produits de toilette...). Une cagnotte est mise en ligne pour couvrir les nombreux frais quotidiens. Et les expulsés des squats sont associés à la gestion des stocks mais aussi à l'accueil sur le site de l'Athénée et aux différentes commissions mises en place.

Lundi 22 juillet : la confédération CGT publie un communiqué pour dénoncer une catastrophe humanitaire à Bordeaux et appeler ses syndicats à venir apporter leur soutien aux expulsés (2). Auparavant Philippe Martinez a téléphoné à la Préfète sur la situation.

Mardi 23 juillet : réunion des expulsés et des soutiens à l'Athénée libertaire. Le matin même, un autre squat dans l'ancien hôtel Balzac était expulsé sur plaintes du voisinage.

A Bègles, une famille est avertie par la police qu'elle sera expulsée, avec ses enfants, le 1^{er} août, sur ordre préfectoral. Il fait 43°, les personnes sont toujours à la rue et la Préfète refuse toujours de surseoir aux expulsions et d'installer des espaces temporaires d'insertion (ETI). Le 115 dénombre 44 familles à la rue dont une avec un enfant de moins de 3 ans !

Mercredi 24 juillet : au matin, expulsion de 2 squats « Action Group » rue Kléber à Bordeaux ! Pendant ce temps à Lyon l'important squat de 300 migrants est menacé d'expulsion.

Lundi 25 juillet : AG à l'Athénée libertaire. Fermeture de l'accueil à l'Athénée libertaire les lundis et vendredis (voisinage là aussi à ménager mais aussi maintenir

les forces bénévoles), constitution de commissions (action, finance, juridique...), propositions d'actions permettant de rendre visibles la situation des personnes jetées à la rue et le mouvement de soutien spontanément mis en place.

Vendredi 26 juillet : expulsion des migrants hébergés sous la Flèche Saint-Michel, matelas et affaires personnelles balancés à l'eau, par la police bien sûr, occupation de l'église Saint-Michel voisine en suivant. Réunion d'élus avec la Préfète, pour elle, 22 personnes sont relogées et il n'y a que 45 personnes à la rue, donc les expulsions vont continuer ! Aveuglement et mensonges d'État. Soirée de soutien à Bègles organisée par le Théâtre du Levain.

Jeudi 1^{er} août : nouvelle AG des expulsés et soutiens à l'Athénée libertaire, décision d'interpeller le Défenseur des Droits, même le PS signe la lettre !

Samedi 3 août : AG à l'Athénée libertaire, l'accueil, les permanences et les repas continuent de 10 h à 22 h (sauf lundis et vendredis), mais les AG et réunions des commissions doivent trouver un autre endroit pour se réunir, pour des questions d'intendance (150 repas sont servis le midi sur place et autant le soir ce qui nécessite une gestion rigoureuse des locaux exigus). Les cours de français se tiennent au local de la CNT.

Jeudi 8 août : les personnes qui dorment à la Bourse du travail seront hébergés ailleurs dès vendredi 9 août. Une première avancée car nombre des personnes dormant à la Bourse étaient demandeurs



Les stocks de nourriture pour l'accueil des expulsés à l'Athénée Libertaire. Photo de la CNT Gironde

d'asile et devaient, compte tenu de leur situation, être pris en charge par l'État.

Depuis des AG se déroulent régulièrement avec notamment restitution des travaux des différentes commissions, prises de décisions collectives.... A noter le soutien de différents horizons pour l'accueil des réunions (NPA pour l'AG du 10 août, syndicats du rail pour la prochaine du 19 août).

b) Situation de Bordeaux sur le plan de logement : spéculations immobilières à la hausse

1. Estimation à 2000 personnes vivant en squats ou à la rue sur Bordeaux et métropole et 1800 personnes vivent en bidonvilles constitués de roms et autres populations européennes.

2. Difficultés pour accéder à l'eau pour l'hygiène et potable (panne de nombreuses fontaines d'eau, peu de toilettes publiques, ...).

Dans la métropole, 29 fontaines sur 75 ne fonctionnent pas ou sont hors de portée le 19 juillet 2019 (3).

3. Le logement en Gironde :

Depuis de nombreuses années, le prix du logement ne cesse d'augmenter, on connaît une ségrégation sociale et territoriale. La réalisation de logements sociaux est inférieure à la demande. Explosion de la demande de logement d'urgence pour les sans ou mal logés. Mais plus de 20 000 logements vides sont recensés sur la métropole bordelaise. La spéculation immobilière accompagne la mutation de Bordeaux en ville de grand tourisme.

c) Situation de Bordeaux sur le plan des migrations : nouvelle voie de migration par le Maroc et l'Espagne et bordelais sur la route vers Paris et le Nord

d) La politique de l'État français de plus en plus violente et répressive, et mollesse des élus locaux.

e) Des solutions existent :

1. Actions directes : ouvertures de squats et actions de solidarité, pression sur les pouvoirs publics.

2. Ouvertures d'espaces vacants lui appartenant par les collectivités locales :

2.1. Sans l'autorisation de la Préfecture,

les collectivités locales peuvent ouvrir leurs espaces vacants d'accueil. C'est alors à l'État d'attaquer la décision de la collectivité locale devant le tribunal administratif pour qu'il statue sur l'ouverture ou la fermeture des espaces vacants.

2.2. A Grande-Synthe (59), des associations et la mairie ont attaqué la Préfecture du Nord et ont obtenu gain de cause par le Conseil d'État le 21 juin 2019. La Préfecture du Nord a été condamnée à des mesures sanitaires pour les migrants.

3. Lieux de vie à cette occasion :

3.1. Nocturne : La Bourse du Travail de Bordeaux

3.2. Diurne : la CNT puis l'Athénée libertaire



3.3. Acteurs du soutien : syndicaux CNT et CGT et le réseau des soutiens syndicaux et associatifs avec l'union syndicale Solidaires, Ovale Citoyen, AREVE, Médecins du Monde, Bienvenue, LDH, etc. Sur cette lutte estivale

f) Les actions menées sur cette lutte estivale mémorable :

1. Occupations de collectivités locales (Bordeaux Métropole, Conseil départemental, ...),

2. Manifestations devant la Préfecture,

3. Die-in devant le Grand Théâtre de Bordeaux (place de la Comédie)

4. Organisation d'une représentation de soutien au Théâtre du Levain à Bègles

5. Organisation de collectes

6. courrier au DDD (Défenseurs des Droits) (4).

g) Un mouvement à suivre :

1. Relogements de 90 personnes hébergées de nuit à la Bourse du travail, et donc fermeture de nuit de celle-ci depuis le 9 août 2019

2. Plusieurs collectifs de soutien aux per-

sonnes en quête d'un toit œuvrent depuis longtemps sur Bordeaux, que ce soit pour ouvrir des squats, pour apporter de l'eau dans ces squats ou dans les bidonvilles, ou bien pour collecter et redistribuer de la nourriture, ou encore pour aider dans les démarches administratives. D'autres personnes se sont engagées dans ce combat à l'occasion de ces expulsions en masse. Un combat à poursuivre dans la durée.

3. A défaut de mise en œuvre de la réquisition des logements vides (plus de 20 000 sur la métropole bordelaise !) par les autorités, les ouvertures de squats sont la réponse directe, immédiate mais transitoire, des premiers concernés par ce besoin vital : un toit ce n'est pas qu'un droit, c'est beaucoup plus, c'est vital !

Philippe Arnaud
Cercle libertaire Jean-Barrué (33)

1) <https://rue89bordeaux.com/2019/07/120-personnes-expulsees-de-zone-squat-a-saint-medard/>

2) <https://www.cgt.fr/comm-de-presse/bordeaux-drame-humain-la-bourse-du-travail-bordeaux-et-dans-son-agglomeration>

3) <http://bordeaux-maintenant.fr/cartographie-des-fontaines-deau-potable-a-bordeaux>

4) soutenue par : Le Collectif des Migrants de Bordeaux (CMB), Collectif Bienvenue, Collectif Égalité des Droits (CED), AREVE, Médecins du Monde Délégation Aquitaine, La Cimade, l'Assemblée Gironde des États Généraux des Migrations (EGM33), RESF33, Fédération des Acteurs de la Solidarité-Nouvelle Aquitaine (FAS-NA), Ligue des Droits de l'Homme Gironde, DAL 33, Amnesty International Bordeaux, ARTS, Ovale Citoyen, Les Maraudeurs, Solidarité Migrants Eysines, Médecins sans Frontières - France, AIDES - Gironde, ASTI Bordeaux, AC ! Gironde, Les collectifs de squatteurs solidaires, Bienvenue aux réfugiés en Gironde, Ensemble 33, ATTAC 33, COSIM Nouvelle-Aquitaine.

UD-CGT, FSU33, Union syndicale Solidaires 33, CGT Caisse des dépôts 33. La France Insoumise Gironde, Génération.s Gironde, Place publique Gironde, le Parti de Gauche 33, le Parti socialiste de Gironde, Europe-Écologie-Les Verts Gironde, le Parti communiste français Gironde.

Un lecteur, Guithéry, nous a proposé un long poème sur le thème de la Porte de la Chapelle. Le titre vient d'un graffiti qui a véritablement existé mais qui a, depuis, été effacé. Il s'agit d'une série de tableaux brutaux à propos de la situation intolérable que vivent les déplacé-e-s là-bas.

Le narrateur est un humain au bord de la rupture, avec un point de vue parfois intolérable dans le but de faire réagir le lecteur.

Nous avons dû ôter de très nombreux blancs typographiques destinés à permettre à qui lit de prendre le temps de réfléchir aux images lues. Mais vous saurez avancer lentement en faisant des pauses...

Une autre façon d'aborder la question de la propriété et de l'appropriation... Bernard CRML

LA SAPEL PORTE DE LANFER

« Abad ! »

Cri déchire l'air.

« Abad ! » *Inspiration.* « Abad ! » *Les voyelles s'étirent.*

« Abad ! »

Les voyelles s'étirent comme attachées à des chevaux de traits.

« Abad ! » « Abad ! » « Abad ! » « Abad ! »

Là, le cri perce les oreilles, sûrement la détresse de poumons malades.

Les voyelles s'étirent comme attachées à des chevaux de traits qui écartèlent devant la foule nombreuse qui exécute

dans les bus et les habitacles

Les mâchoires transparentes, le manque de nourriture chronique, par la faim.

Les [b] fondent en [v].

Les cellules de cet homme s'effondrent sans bruit.

« Avad ! »

« Vad ! »

Des tripes se retournent et font des noeuds. Le hurlement termine par une pointe aigüe, comme ridicule.

Son cri n'est même plus complet, il manque des lettres

On dirait qu'il déglutit mais il n'a rien à déglutir cet homme-là, il n'est plus un homme parce qu'il meurt

parce qu'il ne peut s'approcher de personne sans lui donner envie de vomir, parce que son odeur abjecte pose la question de sa décomposition, de sa légitimité à vivre

franchement

qu'il meure

Pauvre type

qui a horreur du déclassement, alors il achète, il achète, il entasse, ça lui tord le ventre - les très pauvres ne sont pas les seuls à somatiser - il achète un peu contraint et forcé. Il veut se sauver, sans sauver son âme. Il achète d'abord des petites choses, mais en grand nombre.

Un marché gagnant-gagnant, le courage et le sacrifice. Il a compris qu'on ne pouvait pas tout avoir, que traiter les gens avec violence favorisait l'achat compulsif.

Au début il était en colère, mal à l'aise. Et puis plus rien, l'impression de s'habituer. Les selles un peu plus fluides, plus claires aussi. Il se lave un peu plus souvent.

Le zombie sans dent est revenu au feu rouge. Enfin, il avait deux canines qu'il a dû perdre en croquant dans un reste de pomme trouvée par terre.

Quand il colle ses lèvres en lambeaux contre le pare-brise, elles laissent une trace comme si elles étaient un pinceau. Quelques bouts restent collés. Heureusement, il connaît une station de lavage, 85 rue de la Chapelle.

Il ira.

Celui-là a rejoint l'humanité des monstres.

Lucien LAMBEAU, *La Chapelle Saint Denis, Paris, Ernest Leroux, coll. « Histoire des communes annexées à Paris en 1859 », 1916-1921*

« celle-ci : l'église Sainte-Geneviève de la Chapelle-Saint-Denis, proche Paris.

C'est aussi l'avis de Le Roux de Lincy, disant que les plus anciens titres désignent le village de la Chapelle sous le vocable de *Capella sanctae Genovefae*(1).

Et voici peut-être encore une autre appellation de la localité, sans doute fort rare, car nous ne l'avons pas rencontrée ailleurs, qui lui venait probablement de cet abbé Odon mentionné plus haut. Nous trouvons, en effet, dans un ensaisinement de Saint-Lazare, en 1351, que Nicolas Tuit possède un quartier et demi de terre au terroir de *la Chapelle-Saint-Denis-en-Eudon* (2).

Un autre vocable semble également être cité par l'abbé Lebeuf, lorsqu'il indique trois arpents de vigne situés, au XV^e siècle, entre Montmartre et *la chapelle Ostran, aboutissant au Val Laronneux*, mais dont, à la vérité, il ne s'explique pas l'origine (3). L'acte de 1229 dont nous venons de parler, acte d'affranchissement de servage, ou d'affranchissement d'impôts (?) est vraisemblablement le point de départ de la vie urbaine du lieu, et de son organisation en communauté, sous la tutelle de la seigneurie appartenant à l'abbaye de Saint-Denis. Un maire, désigné par le seigneur, et qui détenait la charge d'administrer certaines parties de la justice, avait peut-être aussi, à cette époque, une action sur cette communauté d'habitants ? »

1) *Paris et ses historiens aux XIV^e et XV^e siècles, par Le Roux de Lincy et Tisserand, p. 229, note 2.*

2) *Archives Nationales. S. 220 a.*

[des bruits d'os qu'on frotte, certaines croyances associent la poudre d'os à la magie, aux vertus, et la farine d'os comme engrais à l'agriculture ou au jardinage]

Qui trait sérieusement lécher des plaies. À la rigueur les panser ou les essuyer mais avec des gants et à la condition d'avoir suivi une formation médicale. Aux 56-58 Boulevards des Maréchaux, sous le pont, des unités mobiles de soins s'attachent à retirer des chaussures sans séparer la peau des pieds. Le tout est incrusté.

adhère. Pourtant, aucune colle forte n'a été utilisée. Personne n'a décidé soudainement de torturer ces pauvres gens, c'est un peu leur faute, il n'y a pas d'endroit plus invivable. Si, sûrement d'autres, mais lui, tout de même. Une plaie ne se traite pas comme on traite un épisode neigeux, une grosse pluie, un orage d'été. Ils sont plusieurs à traîner leur misère au grand jour. Ils ne seraient pas là sinon. J'en compte des centaines.

Je suis donateur pour plusieurs associations mais je vais cesser. Qui trait sérieusement lécher des plaies. Cela me dégoûte.

Au moins six jours sans douche, pas d'hygiène intime. Elle est enceinte, mais de quoi.

Cette femme s'approche en claudiquant parce que ses pieds sont gonflés. Ses doigts aussi, qu'on lui déconseillerait de plier pour ne pas qu'ils éclatent, qu'ils explosent aux jointures. Cette loque malheureuse me demande une cigarette comme à tout le monde, une pièce - même rouge, un ticket restaurant, de quoi se nourrir.

« Bonjour Monsieur, excusez-moi Monsieur, de vous déranger »

Paupières évidemment

Infectées. Il est très éprouvant de la regarder dans les yeux pour cette raison. Un liquide blanc-jaune ressemble à du pus et sèche à l'air libre. Cela croûte comme une meringue bien cuite.

« Excusez-moi Monsieur »

« Excusez-moi »

C'est assez.

« Vous avez une cigarette, s'il vous plaît, ou du tabac, du tabac ? »

« S'il vous plaît excusez-moi »

Sa main, cette main. Je veux laisser tomber le tabac dans sa paume, sans toucher à rien.

« Excusez-moi »

C'est trop.

Un sourire déforme tout. Je n'ai jamais vu un sourire comme ça, il ne commande rien en retour. Il part d'une bonne intention, du souvenir d'une vie passée, avant la désincarnation avant l'abandon du genre humain pour cette errance malade. « Merci »

Elle emporte son ventre. Ce qui lui reste de semelles racle le sol déguenlassé.

« Merci »

Les tramways traversent la Porte de la Chapelle dans les deux sens. La place fait une étoile.

On voit très bien les migrants, les crackés, les possédés et les squelettes assis en ring le long du boulevard Ney. Il y en a de tous les âges. Ils sont tous détruits.

Ils plient le dos et leur colonne craque, dans une série de petits claquements. Ce n'est pas vraiment comme le bois qui brûle mais c'en est très proche.

A travers les vitres du T3b, on les voit parfaitement. On peut les compter et les voir chanter ou se lamenter. Certains mangent des ordures. La plupart regarde le vide.

Le pire, c'est quand l'un d'eux entre dans le wagon pour mendier. A en juger par les bandes de peau qui se décrochent, ils sont atteints de la lèpre ou d'un sens théâtral de l'agonie.

Un bûcher de boquilles entassées

Des vélos Jump
Des trottinettes Lime.

En caleçon et t-shirt, un homme odieusement sale traverse la Porte en soufflant dans son sifflet. Il marche droit, traverse au rouge, un peu dément. Il vaut mieux en rire. Les gens sourient en attendant leur bus. Il siffle

siffle

siffle

siffle

siffle

siffle

risible jusqu'au bout, lamentable.

Les passants rient

Les CRS rient

Les employés rient

Les fonctionnaires rient

Les chauffeurs rient

Les enfants rient

D'un homme à genoux devant chaque passant. Ses pieds malades sont en forme de crevasses.

Ce n'est que pour rire, mais on aurait cru qu'un amateur répugnant avait creusé dans le talon avec une cuillère à glace. Amateur de quoi. Je le comprends. Le creux est un cratère. La chair à l'air supporte son poids, il marche sur ses vaisseaux. À voir sa tête, c'est insupportable.

Une vieille haïtienne dit :

"Autrefois il poussait les gens. Mais maintenant, il a compris"

Elle en pleurerait de n'avoir rien à donner parce qu'elle n'avait pas de poche : "Merci papa". Toute rognée qu'elle était son empathie : "papa". Je n'ai pas voulu trop rire.

Et l'autre se prosterne jour après jour comme s'il ne se rendait compte de rien. Quoi de plus naturel que sa mâchoire fracturée. De bave en glaire, la mort s'écoule sur son menton. Je vous jure, il ne peut plus parler, il prie, le regard louche, en se vidant.

Dans un souvenir d'enfance, des prés de myosotis et de jonquilles s'étendent à peu près sur toute l'étendue du ciel. Je respire d'abord. Je respire ensuite. Je n'arrête plus. Les cueillir toutes, en faire un bouquet que je ne pourrai raisonnablement pas porter car il me faudrait des camions, une remorque. Mais je ne veux pas non plus arracher la colline, dans mon rêve. Alors je m'allonge et je pince des fleurs entre mes oreilles. L'air est frais, le suc. Le monde n'a jamais dit. Quel scandale, quand j'y pense, qu'il n'ait jamais dit. Il n'y a pas de raison. J'ai la santé en horreur. Je parle de sang, je parle de grumeaux et de bien-être, d'entre soi. A un moment des textes, tout autorise à clouer des chouettes. Les plumes en éventail. Même les myosotis sentent la merde.

**MAIRIE DE PARIS [peinture écaillée, illisible.]
DECHETTERIE
DE LA PORTE DE LA CHAPELLE
CENTRE PUBLIC D'ACCUEIL DE
DECHETS VALORISABLES**

La Porte est un écosystème à soi. Au sommet de la chaîne alimentaire, les rats règnent en maître. Ils grignotent les cadavres ou les corps sur le point de mourir. La poitrine se soulève un peu, c'est imperceptible. L'homme ou la femme est en train de mourir. Mais rien d'inhabituel. Ils sont là pour ça. Comment réfléchir à la mort, à la vie, à l'avenir sans ça ?

Le temps s'écoule dans la circulation. Des médiatrices rayent l'espace d'organisation des échanges et des flux. Quelques touffes d'herbes ont peu de saveur. Pendant qu'ils meurent, les rats grignotent, dépècent des bouts de chevilles. La proie est encore chaude. La Porte est cette plateforme des charognards. Je vois très bien les bouts de peau arrachés, mastiqués, de tout petits bouts. Les dents coupent et creusent.

Beaucoup disent que les rats sont infectieux, qu'ils posent un problème de santé publique - souvenirs traumatiques des épisodes de peste.

Soyons honnêtes, le pire est derrière nous. Un corps n'est pas imputrescible.

[Aucun bruit. Jamais. Personne ne dit rien. Certains s'aiment, aussi répugnant que cela puisse paraître sans pousser un seul souffle. Surtout ne pas ouvrir la Porte.]

Avenue de la Porte de la Chapelle, trois immeubles en béton sont coulés. Ils formeront le quartier *Chapelle International*, pour un montant de 108 millions d'euros. J'ai vu des rats qui mangeaient du ciment. Un, puis deux, puis dix.

Bernard Monier dit :

« En tant qu'acteur engagé pour la métropole du Grand Paris, nous sommes fortement mobilisés au

**Manger. Manger. Manger.
La nuit, les rats jouent de la flûte
le ventre plein
et les mains grasses.**

silence

Quand Homo sapiens est arrivé en Europe, il était pourvu des mêmes gènes que les nôtres. Mais un autre homme était alors maître des lieux, Néandertal. D'après des recherches récentes - je parle d'une dizaine d'années au plus - les théories anciennes se sont toutes avérées

fausses, on parle d'effondrement.

1 à 3 % de l'ADN des populations européennes est composé de gènes néandertaliens. A titre d'exemple, le génome des populations subsahariennes en est dépourvu.

Une seule espèce compose l'humanité mais ce n'est pas suffisant.

Je n'ai pas d'avis tranché sur la question. Que des voix se soient élevées dans les vallées de la culture aurignacienne m'importe peu, même si je comprends tout l'intérêt de prouver que les humains se sont mélangés - par amour ou par force. Ce feuilleté de temps géologiques me donne le vertige. J'ai la nausée, la fête me tourne, je me sens mal. La cravate comprime mon cou

les yeux me sortent des orbites.

Par terre, un homme dort le nez dans la pisse. Son pantalon baissé sur les genoux laisse voir un caleçon sale et gonflé. Celui-là s'est chié dessus quelque chose de liquoreux, quelque chose de trouble, quelque chose de l'ordre de l'inquiétant.

Son visage a l'air poupin, ses traits sont apaisés. Que dieu le garde, il est heureux dans son sommeil.

[Il faudra beaucoup détourner le regard.]

côté des villes pour imaginer les quartiers de demain. Avec ce projet urbain ambitieux, nous participons à la requalification du secteur de Chapelle International entre innovation et développement durable. »

Je veux acheter et vivre selon mes principes. La terre se meurt, on ne peut pas dire qu'on ne savait pas.

[730^{ème} jour]

Je passe la Porte.

Je rentre.

Je sors.

Je la traverse en tous sens et mon prénom sera celui que je choisis. Parfois, les matins ont plus d'odeur. L'hiver ils sont plus froids.

La vie ne s'égare pas à tel point.

Peut-être que mon nom est *Théorie-du-mal*. L'autre jour, mais tout cela est confus, je faisais souffrir quelqu'un. Ce n'est pas la première fois.

J'avais les mains libres et la garantie que des ombres évadées

souffriraient. Je préfère l'appétit dans la famine ou ce genre de supplice,

l'anémie

toutes les pathologies qu'on atteste dans les camps.

Personne ne les retient, ils peuvent partir

si ça ne tenait qu'à moi

La police est là qui distribue des allos. Parfois c'est un peu dur mais elle fait du bon boulot, aveugles agents, nécessairement de sang-froid. Bras vengeur, il faut imaginer aussi que la peau souffre, que le soir

des larmes s'écoulent de part et d'autre pour féconder le fumier.

Au matin, la cigarette de la veille était brisée en mille morceaux comme si elle avait été mâchée par un monstre et ses chants de sirènes.

les miettes de tabac se répandaient et faisaient penser au sang de la veille, celui qui a coulé des lèvres et des yeux

rachitiques,

qui a coulé du lit, sur les draps, est descendu au plus profond, pour s'enfler jusqu'à devenir la mer sous nos pieds.

Le papier est fendu comme un cri du ventre ouvert à toutes les détresses, à tous les vents qui pénètrent et ravagent ta maison profonde, celle des mages

le sens de l'amitié.

Ta douleur est infinie, d'ailleurs tu n'as pas fumé, tu tremblais trop quand je t'ai humiliée avec ta propre vengeance

j'ai eu l'idée de ma violence et de ta haine quand nos visages, prêts à se toucher, ont révélé leurs dents limées de masques horribles

le désir qui t'a rendu luidetuse aurait pu te rendre une reine brisée, comme ce poignard que j'ai plongé en toi,

Fractures, œdèmes, typhus, dépression, anxiété, appartenance à un groupe, démangeaisons, suppurer, défilés des dieux et déesses, prosternation, genuflexion, filaire de Médine, furoncles termitière grandissant termites mortes

Syndrome des camps de concentration ou KZ syndrome (konzentrationslager syndrome) reconnu par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)

Pour en revenir à la prière, on compte beaucoup d'inscriptions qui célèbrent un dieu, souvent Allah écrit en arabe الله ou alors Dieu est le plus grand الله أكبر. Mais c'est aussi le lieu des dieux mineurs, ceux des épaves

qui se mêlent aux fantômes, croyez-moi, pendant les deals de crack

pendant les viols sous les tentes silencieuses, là-haut sur la Colline

où la vie ne s'arrête pas, en tout cas le cœur de battre ni Paris, ni Saint-Denis, un cercle unique de rocade transportant les vies d'un point à l'autre on voit bien que l'avitissement est absent des habitacles.

bouts par bouts, en poussant avec le pouce et les doigts, alors que j'avais le dégoût de tuer.

Mais ta fragilité n'était plus supportable.

A moi? La règle et l'origine des fées? Comment tu as pu.

Ton visage.

Je vais le décrire dans toute la vulgarité de celle qui aime.

Une prophétie du désespoir incroyable, que je ne pouvais pas croire, une telle douleur que tu as caché avec courage pour me faire t'aimer là, sous les étoiles

Astre mort.

Patiemment, tu construiras ton royaume inassouvi, ogre

tu mangeras mes membres comme des enfants et de l'orge coulera de ta bouche comme la blessure de l'ivresse.

Repose-toi.

Demain nous tuons.

L'autre jour, je compilais les feuilles d'un dossier car les fenêtres de mon bureau donnent sur la Porte. Un homme frappait une jeune femme dans la mâchoire. Une très jeune femme. Noire. Invisible. Si maigre qu'on ne comprenait pas comment elle pouvait tenir debout. Ma collègue a proposé l'idée d'un réflexe archaïque. L'idée était séduisante. Dehors la très jeune femme continue de recevoir de lourds coups de poings; de notre belvédère il est presque impossible de distinguer le sang ou d'entendre les os craquer. On ne sait pas si elle saigne. Mais une chose est sûre, c'est qu'elle est résistante, sa vie est visée. Ah, ça y est

elle tombe par terre enfin, elle s'affaisse. Sa tête balance et ses cheveux sont noirs comme des algues. Un seul de ses bras, tendu, la soutient en s'appuyant sur le sol jonché. Une grosse main l'attrape par le col on dirait littéralement un sac de charbon de 10 kg Elle se laisse trainer sous une tente, à moitié inconsciente. Ma collègue a dit : «Je n'aimerais pas être à sa place, la pauvre.» Je pense qu'elle a raison.

we smoking we drinking

we need therapie

Corps merdeux troupes glissantes de cerveaux supérieurs au sourire amical aux lames qui décapitent pute de ceux qui réussissent putes hommes et femmes supérieurs dont le besoin d'infériorité exsude comme du vomit gens du haut infâmes étroits dégueulasses qui ont gagné à la loterie le droit de chier sur l'humanité putride tous modestie parasite version du savoir à éliminer en culés des ordures que je chie soir et matin au petit déjeuner réussite malsaine et dominateurs falsificateurs de l'égalité avec les pauvres à tuer d'un coup de serpe végétal à torcher les culs malpropres des vaniteux en conserve ignobles dominants des membres que la route conduit sur les minuteriers des bombes qui feront exploser plus de trente fois la terre et le cul disproportionné des génies des époques putains du mal intellectuels écartant les cuisses pour le grand frisson vulgarité filles et fils de l'espèce dont les ongles vont chercher dans les cadavres la mort nucléaire brutale race brutale pleine d'immonde saloperie cachée sous le nom de désir amour mensonge qui stunte le pus milliards de visages sans couleurs bou-

siers roulant le foin et la terre à écraser de la botte célèbre fameuse antiquité des corps saignés en deux comme l'artère d'un mouton meurtre d'insecte l'amour de l'homme déverse des litres de liquides toxiques comme les éléments de langage de ces bêtes obscures et malfaisantes rois de la jungle car ils tuent écorchent livrent aux fous rugissant le bon pain d'aujourd'hui celui qui nourrit ils parlent avec tout le monde parlent toutes les langues de l'escroquerie monstres qui passez pour normaux horite anomalie meurtrière à démembrer comme vous avez démembré les tigres les orques les loups les animaux les plus féroces de quoi vous étouffer dans un cri primal de bête reconnaissante élevé comme poulets en batterie vous puissance dominante quel dommage que l'intelligence n'est pas suppositoire au sel vous n'y pouvez rien nous sommes comme vous mais sous les talons respect des putes vous informés défis à la haine viendra l'heure de nous tous à buter mâles dominants femelles dominantes fantômes de larves.



Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce

Réflexions sur l'effondrement,

de Corinne Morel Darleux (éd. Libertalia)

C'est à partir de la redécouverte du récit d'un homme courageux, le navigateur Bernard Moitessier, qui courut en 1969 la toute première course de vitesse en solitaire, que Corinne Morel Darleux nous livre ses réflexions. Cet exemple inspirant qui traverse tout le livre lui permet d'interroger le refus de parvenir, la dignité et les formes de simplicité volontaire, choisie et non subie, dans une perspective anticapitaliste. Car « pour que la pauvreté subie se transforme en frugalité choisie, il y a besoin de choix individuels, mais aussi d'organisation collective ».

Mais « pour qu'il y ait refus, il faut qu'il y ait possibilité » ; elle en appelle à une relecture de l'anarchiste Charles-Auguste Bontemps pour s'orienter vers le fondement politique de l'émancipation humaine : « celui de transformer ses difficultés individuelles en une force collective ».

Ecartant avec force ceux et celles qui cultivent leur écologie profonde ou leur potager tout en se désintéressant des nécessités de transformer le monde, l'auteure, adepte de l'écosocialisme postulant que l'écologie est incompatible avec le capitalisme, questionne l'acte isolé autant que l'incarnation du combat politique. En s'appuyant sur son propre vécu, la réflexion de Corinne Morel Darleux atteint une sincérité et une franchise comme on en lit peu. Interrogeant tour à tour le sujet de nos identités, de nos choix intimes, de nos fuites et de nos courages devant l'adversité, elle nous fait profiter d'une authentique réflexion politique. Et c'est passionnant, et c'est rare de simplicité. Romain Gary, Emma Goldman, Stig Dagerman, Françoise

Héritier... servent son propos.

Pour faire face à l'effondrement qui vient dans une perspective politique et anticapitaliste, l'auteure nous propose une sorte d'éthique du présent pour le futur et considère que si la prise de conscience s'accélère, « nous avons besoin de renforts ». Un nécessaire nouveau récit collectif peut se construire à partir d'une nouvelle culture qui doit frapper les imaginaires ; d'une découverte des temps



simples qui aident à s'appropriier ce que nous devons défendre de l'effondrement ; d'un questionnement sur « la hiérarchisation des peines du monde » ... Mais ce cheminement proposé doit servir les constructions collectives, sociales, politiques : car « appliqué à l'hypothèse de l'effondrement, le pari consiste non pas

à croire mais à agir : nous avons tout à y gagner ». L'auteure nous assure que ce n'est pas au plus fort de l'urgence que l'on doit agir, mais avant, pour mieux construire l'après.

Ce livre est à mettre entre toutes les mains. C'est un travail qui participe à reconstruire une nouvelle éthique pour aujourd'hui, un rapport critique au monde capitaliste et qui propose, sans pessimisme, des pistes pour de nouvelles constructions. Il est d'autant plus intéressant que l'auteure, en rupture de ban avec La France Insoumise, élue au Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, a manifestement dans ses bagages une culture politique qui puise dans des courants et des auteurs que nous connaissons bien au *Monde Libertaire*. Elle témoigne elle aussi, d'une sorte de redécouverte de l'éthique et des œuvres constitutives de la pensée et de l'agir des anarchistes. Mais l'auteure de « *Plutôt couler...* » fait preuve d'un courage certain à franchir le Rubicon idéologique en faisant un de ces pas de côté qu'elle affectionne tant. Et si *La rose et le réséda* l'inspire, il reste à savoir si on retrouve ce souci dans les engagements de beaucoup de ceux et celles qui pensent que le Capitalisme nous mène à l'effondrement, et que le combattre est une nécessité encore plus vitale.

Daniel (Nîmes)

Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce - Réflexions sur l'effondrement, par Corinne Morel Darleux, Éditions Libertalia – 2019 - 104 pages - 10€

Ce mois-ci le ML a lu et le ML a aimé



Albert Camus, le journaliste... Nous avons reçu et bien aimé cet Albert Camus, journaliste de Maria Santos-Sainz (*), qui vient de paraître aux éditions Apogée.

La préface met en avant une phrase prononcée par ce dernier le 10 décembre 1957 à Stockholm, lors de la cérémonie de remise du son prix Nobel résumant son époque, sa vie, son œuvre et ses luttes : « Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le referra pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse. »

Le premier chapitre nous plonge en détail dans l'enfance de Camus, incontournable pour comprendre comment s'est construite sa personnalité si singulière. En résumé, ce dernier voit le jour dans le quartier de Belcourt, un faubourg prolétaire d'Alger dans lequel cohabitent des familles immigrées. Alors qu'Albert a un an, son père part pour la guerre et meurt le 14 octobre, tôt fauché par un obus. Son absence le marquera à vie. Sa mère Catherine, demi-sourde, s'installe dans la maison de la grand-mère, immigrée Mahonnaise, femme autoritaire et illettrée (tout comme ses enfants, sa fille et ses deux fils), qui interdit à son petit-fils de jouer au football (une de ses passions avec la lecture, l'écriture et le théâtre), pendant les récréations pour « éviter d'abîmer la semelle de ses chaussures »... Catherine, elle, vit dans un demi-silence et accepte sa rude condition de lavandière au service des riches « Ignorante, obstinée, résignée enfin à toutes les souffrances, les siennes et celles de autres »,

dira d'elle Camus dans *Le Premier Homme*. Une mère omniprésente dont l'image l'accompagnera toute sa vie.

Les spécialistes ont souligné la trace de cette mère dans son œuvre comme étant le « symbole de l'universel dans sa totalité, celle en qui tout est contenu. » Fidèle aux sans-voix, Camus se fera d'ailleurs sa vie durant, le porte-parole de tous les condamnés au silence, les privés d'expression... C'est son instituteur, Louis Germain, un libre-penseur qui réussit à convaincre la mère et la grand-mère de lui faire obtenir une bourse pour que « l'élève intelligent et brillant puisse poursuivre ses études ». Camus ne l'oubliera jamais. Au lycée, Camus prend conscience de la singularité de sa famille dont il ne parle jamais à ses camarades. Jean Grenier, son professeur de philosophie, le poussera à son tour à poursuivre ses études, une amitié profonde les liera pour toujours. Mais, la tuberculose va bientôt se mettre en travers de sa route d'étudiant, ce qui ne l'empêche pas d'obtenir en 1936, malgré ses arrêts forcés, son diplôme, grâce à un mémoire universitaire Métaphysique chrétienne et néoplatonisme. Cependant, à cause de sa maladie, il ne sera jamais professeur de philo, comme il le souhaitait. Il se tourne donc vers le journalisme, milite un temps au Parti communiste, mais s'en fait vite exclure comme dissident et essuie un premier échec amoureux avec sa femme Simone Hié, morphinomane qu'il quitte également. Il n'a qu'une obsession, devenir écrivain pour « raconter le monde » et intègre le journal engagé aux côtés de toutes les luttes, Alger républicain avec l'appui de Pascal Pia, un homme dont il admire l'implication et l'extrême pudeur, mais le journal est victime de la censure, remplacé brièvement par *Le Soir républicain* qui sera lui aussi interdit par les autorités.

Le second chapitre analyse ses nombreux articles écrits durant cette période passée au *Soir républicain*, proche du Front populaire, mais non communiste, où il fait ses armes de « grand reporter », puis est nommé chroniqueur judiciaire, politique et social, dénonçant dans un style tout à la fois direct, concis, sobre et incisif, souvent ponctué par l'ironie, les injustices et la misère subie par le prolétariat « blanc » et la population musulmane en Algérie colonisée. Très tôt revenu de ses illusions sur les organisations politiques (notamment le PC), ses sympathies vont désormais, « aux libertaires, aux objecteurs de conscience et aux syndicalistes à la Pelloutier ». Camus atteindra son point culminant en défendant avec ferveur début 1939, dans *L'Alger républicain*, Michel Hodent, « symbole de l'injustice régnant en Algérie », accusé à tort de détournement de fond sans aucune preuve tangible et qui finira par être innocenté. C'est quelques mois plus tard qu'il écrira *L'étranger*. Un hasard ?

Maria Santos-Sainz s'arrête ensuite, entre autres sur son reportage *Misère de la Kabylie*, dans lequel Camus met en cause le colonialisme et « dévoile dans un langage simple, l'indicible misère et l'exploitation des Kabyles par les colons, inconnue de la majorité des lecteurs du journal qui habitent la capitale ». Personne n'avait révélé jusque-là ce qui se passait dans cette région. Quelques mois après la parution de son reportage et de la polémique qu'il déclenche, le gouvernement Daladier, après l'invasion de la Pologne par les nazis le 1er septembre 39, lance les premières mesures répressives, interdit le PC et le Parti du peuple algérien et déclenche une campagne de persécution envers Alger républicain, qui a longtemps soutenu, sous la plume de Camus, les républicains espagnols et les

victimes de la guerre civile. Certains administrateurs y mêleront leurs voix accusant que sous l'influence de Pia et Camus, « le journal s'est transformé en journal anarchiste et pacifiste » ... Revenons-en à la chronologie. Alger républicain ferme définitivement le 28 octobre, remplacé quelques mois par *Le Soir* républicain qui lui aussi finira sous les ciseaux de la censure. Après s'être marié avec Francine Faure (mathématicienne et pianiste) à Lyon en décembre, le 10 janvier 1941, Camus étant au chômage, ils retournent à Alger auprès des parents de celle qui deviendra sa seconde épouse. Camus vit chichement en donnant des leçons et en attendant des jours meilleurs. Exilé forcé, il y est devenu persona non grata de par son engagement politique et antimilitariste. Il quitte donc Alger pour s'établir à Paris, dans un quartier pauvre à Montmartre, puis à Saint-Germain-des-Prés. Pia lui a dégoté un poste de secrétaire de rédaction à *Paris-Soir*. Camus n'aime pas la ligne éditoriale du journal qui ne tardera pas à soutenir Vichy, aussi reste-t-il à son poste de correcteur « tout-à-fait à sa place avec les typos et ouvriers de la presse ». Licencié, il retourne en Algérie début janvier 41, beaucoup affecté par ces dix mois en France avec la guerre en toile de fond. Il obtient un poste de professeur à Oran et parvient à publier *L'étranger*. Francine décroche un poste d'institutrice, mais leurs petits salaires les rendent dépendants des parents de cette dernière. De plus, l'état de santé de Camus empire, aussi décide-t-il de rentrer seul en France où il réussit à intégrer le comité de lecture de la maison d'édition Gallimard. Camus rejoint la Résistance en 1943, au sein du mouvement *Combat* dont le journal (une feuille recto verso) est édité clandestinement à Lyon depuis la fin 41 et dont la mission consiste à « Collecter des renseignements sur les forces allemandes d'occupation, saboter leurs installations et combattre l'ennemi par les armes. » Il est dirigé par Pascal Pia et Camus, nommé rédacteur en chef. Le chapitre 3 développe longuement cette aventure journalistique. Abrégé. Devenu éditorialiste attiré, après l'arrestation de plusieurs membres de l'équipe éditoriale, Camus y écrit sous divers pseudonymes des articles appelant à la guerre totale et à la résistance totale. En 1944, dans le Paris occupé par les nazis, Camus ren-

contre l'actrice Maria Casarès dont les parents ont fui l'Espagne fasciste, pour vivre une relation intime qui durera jusqu'à la mort de Camus, « l'homme voyage ». Jusqu'en 47, Camus continue à *Combat* (qui rassemble de belles signatures telles que Gide, Georges Bataille, Malraux, Bernanos, Sartre, Simone de Beauvoir, Raymond Aron, Michel Leiris, Jean Paulhan...) où il attaque tous les collaborateurs et ceux qui se sont enrichis sous le Troisième Reich, mais s'oppose à l'épuration radicale des communistes. Il s'insurge contre la lenteur du rapatriement des rescapés de la Shoah, revient encore sur la question algérienne, pressentant déjà le pire à venir. Il est également pratiquement le seul à condamner l'emploi de la bombe atomique à Hiroshima et Nagasaki. Mais, l'indépendance du journal se voyant menacé, Camus et Pia finissent par l'abandonner, la mort dans l'âme. Comme lors de tous ses passages dans les organes de presse, Camus laissera un souvenir impérissable aux « petites mains » de la presse qui œuvrent dans l'ombre, des typos aux correcteurs, auxquels il s'est toujours associé autant quand il n'était que secrétaire de rédaction que lorsque qu'il avant accédé au poste de rédacteur en chef à *Combat*. Ils garderont de lui « le souvenir ému, d'un homme simple et curieux, agréable et accessible, sensible à leurs avis et revendications ». Camus retrouvant à leur contact, l'esprit d'équipe et de solidarité qu'il avait tant apprécié autant quand il jouait au football en Algérie dans sa prime jeunesse que dans le milieu du théâtre avec les équipes techniques.

C'est alors que parallèlement à son activité littéraire, Camus se rapproche encore plus des anarchistes et écrit dans *Le Libertaire* et *España Libre* de la CNT Française, toujours concerné par l'Espagne, « son second pays ». Il poursuivra la lutte antifranquiste jusqu'à sa mort, ayant collaboré en amont à la mise en scène de Révolte dans les Asturies, interdite à Alger. Dans le chapitre 4, Maria Santos-Sainz s'arrête longuement sur les retentissantes polémiques que Camus « qui disait toujours ce qu'il pensait », entretint sur le terrain journalistique face à divers intellectuels. Parmi eux, le journaliste de la Résistance, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, proche des communistes et directeur de *Libération* ; André Breton et Gabriel Marcel dans *L'Humanité* ; Jean-

Paul Sartre aux Temps Modernes, (notamment au sujet des goulags en URSS), ou encore François Mauriac au *Figaro*, (notamment au sujet des excès de l'épuration). Dans le chapitre 5, l'auteure analyse toujours avec son style puissant, les éditoriaux que Camus a écrits entre août 1944 et juin 1947.

Dans le chapitre suivant, Maria Santos-Sains évoque les années du Camus chroniqueur pour *L'Express*. C'est en effet en 1955 que Camus revient au journalisme engagé (il y a huit années qu'il a quitté *Combat*), dans le nouvel hebdo, même s'il ne s'y sentait pas tout à fait à sa place, avec pour objectif la volonté d'informer sur ce qui se passe véritablement en Algérie et sur la condition ouvrière. Ses autres champs de luttes concernent le pacifisme, ainsi que la lutte contre le franquisme, le racisme et la xénophobie. Il quittera l'hebdomadaire lorsque Guy Mollet reviendra au pouvoir à la place de Mendès France, après la victoire du Front républicain. Il y écrira trente-cinq chroniques d'opinion dont sa dernière, en février 1956, est consacrée à un hommage à Wolfgang Amadeus Mozart. Enfin, le dernier chapitre d'Albert Camus journaliste évoque le thème du journalisme engagé qui selon Camus « se résume à dire la vérité tout en sauvegardant son indépendance », parallèlement à son œuvre littéraire qu'il a dédiée « à tous ceux qu'on humilie et qu'on abaisse. »

En 1957, Albert Camus à 46 ans reçoit, surpris, le prix Nobel de littérature qui, de fait, échappe de peu à André Malraux. A Stockholm, Camus fait un discours aussi mémorable que visionnaire sur l'engagement de l'écrivain. On connaît, hélas, la suite tragique. Le 4 janvier 1960, ce n'est pas la tuberculose qui emporte brutalement le jeune Albert Camus, mais un accident de la route à Villeblevin entre Champigny-sur-Yonne et Villeneuve-la-Guyard (Yonne). Son véhicule s'écrase sur un arbre. Y seront découverts côte à côte, un ouvrage de Nietzsche, *Le gai savoir* et un manuscrit autobiographique, sur lequel il travaillait depuis un an, *Le Premier homme*, dédié à sa mère et que sa fille publiera en 1994. Mais, Les circonstances de sa mort continuent à faire polémique.

En juin dernier, l'écrivain italien Gio-

vanni Catelli, a fait paraître chez Balland, *La mort de Camus*, un essai qui tente de résoudre l'énigme de l'accident de voiture où le journaliste écrivain « dangereux pour le pouvoir » trouva la mort ainsi que son éditeur Michel Gallimard. Selon l'auteur, ils auraient été victimes d'un assassinat politique prémédité... (Voir l'article d'Hélène Hernandez paru dans le Monde libertaire de juin 2019).

(*) Maria Santoz-Sainz, Albert Camus journaliste, reporter à Alger éditorialiste à Paris. Ed. Apogée, 20€, disponible à la librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 Paris

Du gladiator

Jimmy Gladiator, le poète anarchiste, CNTiste et créateur de nombreuses revues culturelles surréalistes, « Celui qui

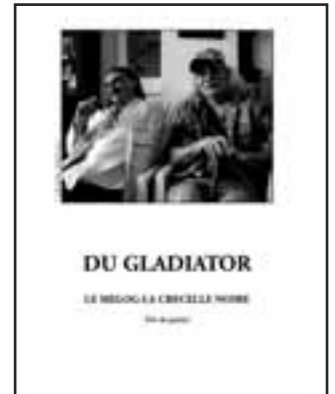
écrivait en rafales sur les murs, les statues d'énormes : *Orgasmez-vous !* », a cassé sa pipe le 10 avril dernier.

Jehan Van Langenhoven, l'animateur de l'émission mythique Ondes de choc sur Radio libertaire, un de ses grands compagnons de voyage, nous a fait parvenir cet émouvant non-éloge teinté d'humour, de nostalgie et de tendresse rigolarde avec le but prudent de « Ne pas raconter sa vie. Sous peine de se complaire aspiré par les sables(é) de la mémoire. » Mais difficile, pourtant d'échapper à la tentation de nous citer quelques-unes des mémorables tirades du *Gladiator*, notamment celle contre les marchands de poésie : « Nous rabattons l'inférieur caquet de ceux qui s'enferment encore dans les aberrations du genre : Untel (fasciste notoire, ou chrétien ou stalinien, ou programme commun...) est

révolutionnaire dans l'écriture (ou dans l'art ou le cinéma) ... Quelle pitié qu'une révolution dans ! Merde à l'écriture, vive la Poésie, vive la Révolution, vive L'Anarchie ! » ...

Vous pouvez trouver ce petit volume à la librairie Publico.

Patrick Schindler,
groupe Botul de la FA.



Vies croisées de gens ordinaires - François-Joseph Pesquet



Le ton nous est donné par le titre. On sait d'emblée que ça ne va pas se passer dans la haute... C'est une histoire simple chez des gens simples, une chronique lumineuse qui se passe au mitan des années 60, où une jeune femme « enquête » - au sens où elle part en quête - sur le passé de son père qui vient de décéder, la laissant, avec son petit frère, orphelins, leur mère étant morte huit ans auparavant. Tant dans ces descriptions que dans le déroulement de l'intrigue, on sent chez l'auteur une tendresse pour ses personnages principaux comme secondaires. Point positif, on ne ressent pas, loin s'en

faut, la nostalgie de cette période et il nous épargne le « c'était le bon temps, c'était mieux avant » ! On peut également le remercier pour avoir évité le misérabilisme, et pourtant on rencontre des gens qui ne roulent pas sur l'or, c'est le moins qu'on puisse dire...

Cette recherche nous fait rencontrer des gens ordinaires, des gens du peuple et elle nous fait revivre et ressentir la vie quotidienne durant ces Trente Glorieuses - pas si glorieuses d'ailleurs pour tout le monde - peu après la Guerre d'Algérie.

C'est censé être un roman, mais on peut penser que François-Joseph Pesquet s'est appuyé sur des éléments autobiographiques qu'il a transposés cinquante ans plus tôt. Il l'avait fait pour son premier roman (*Fragments de vies - Une année au purgatoire*) où il s'était inspiré de son

expérience (pénible et ennuyeuse) du service militaire pour raconter le spleen d'un appelé...

L'auteur est professeur de mathématiques dans un collège ordinaire. Il n'est pas à proprement parler un prolétaire mais pourtant son roman est digne de figurer dans la catégorie littérature prolétarienne !

Eric, pour la librairie l'Insoumise de Rouen

Vies croisées de gens ordinaires - François-Joseph Pesquet - Wooz Éditions - 12 € - Ce livre a été édité à compte d'auteur mais il est disponible à la librairie l'Insoumise de Rouen - 128 rue Saint-Hilaire 76000 ROUEN...

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la
Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot,
75011 PARIS

TOUJOURS EN MOUVEMENT

Groupe itinérant **-anarchiste.org**

02 AISNE

- Groupe Kropotkine C/O Athénée libertaire 8
rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
ou **kropotkine02@no-log.org** **riseup.net**

04 ALPES DE HAUTE PROVENCE

- Liaison Metchnikoff **metchnikoff@fed-
eration-anarchiste.org**

07 ARDECHE

- Groupe d'Aubenas. **fa-groupe-daube-
nas@wanadoo.fr**

09 ARIEGE

- Liaison Ariège **ariège@federation-anar-
chiste.org**

12 AVEYRON

- Liaison Ségala Aveyron **segala-
aveyron@federation-anarchiste.org**
- Liaison Sud Aveyron **sud-aveyron@fed-
eration-anarchiste.org**
- Liaison Millau **jrav@riseup.net**

13 BOUCHES DU RHONE

- Groupe Germinal. **germinal@federation-
anarchiste.org**
- Liaison La Ciotat. **la-ciotat@federation-
anarchiste.org**

14 CALVADOS

- Groupe Sanguin de Caen **groupesan-
guinfa14@laposte.net**

16 CHARENTE

- Liaison Charente **charente@federation-
anarchiste.org**

17 CHARENTE MARITIME

- Groupe « Nous Autres » 35 Allée de l'angle
Chaucre 17190 St Georges d'Oléron
ou **nous-autres@federation-anar-
chiste.org**

20 CORSE

- Liaison Corsica **corsica@federation-anar-
chiste.org**

21 COTE D'OR

- Groupe « La Mistoufle » Maison des Associ-
ations Les Voix sans Maître Boîte BB8 2, rue
des Corroyeurs, 21 068 DIJON Cedex ou
lamistoufle@federation-anarchiste.org

22 COTES D'ARMOR

- Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

23 CREUSE

- Liaison Granite **liaison-granite@federa-
tion-anarchiste.org**

24 DORDOGNE

- Groupe Emma Goldman (Périgueux)
perigueux@federation-anarchiste.org

25 DOUBS

- Groupe Proudhon c/o CESL BP 121 25014
Besançon Cedex
ou **groupe-proudhon@federation-anar-
chiste.org**

- Groupe anarchiste solidaire c/o CESL BP
121 25014 Besançon Cedex
ou **groupe-anarchiste-solidaire@federa-
tion-anarchiste.org**

- Liaison Nord-Doubs **liaison-nord-
doub@federation-anarchiste.org**

26 DROME

- Groupe « la rue râle » **la-rue-rale@feder-
ation-anarchiste.org**

28 EURE ET LOIR

- Groupe Le Raffiüt
fa.chartres@gmail.com

29 FINISTÈRE

- Groupe Le Ferment **leferment@federa-
tion-anarchiste.org**

30 GARD

- Groupe Gard-Vaucluse **groupe-du-
gard@federation-anarchiste.org**

31 HAUTE GARONNE

- Groupe de Toulouse **toulouse@federation-
anarchiste.org**

32 GERS

- Liaison Anartiste 32 **anartiste32@feder-
ation-anarchiste.org**

33 GIRONDE

- Cercle Barrué c/o Athénée libertaire 7 rue du
Muguet 33 000 Bordeaux

Ou **cercle-jean-barrue@federation-an-
archiste.org**

- Groupe Nathalie Le Mel **nathalie-le-
mel@federation-anarchiste.org**

34 HERAULT

Groupe Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org

35 ILLE ET VILAINE

- Groupe La Sociale. c/o local « La Commune
», 17 rue de Châteaudun 35000 rennes
ou **contact@falasociale.org**

- Liaison Vie A **liaison-viea@federation-
anarchiste.org**

- Liaison Redon **redon@federation-anar-
chiste.org**

37 INDRE ET LOIRE

- Liaison Libertalia **libertalia@federation-
anarchiste.org**

38 ISERE

- Groupe de Grenoble
fagrenoble@riseup.net

40 LANDES

- Groupe Euskal Herria – Bayonne **euskal-
herria@federation-anarchiste.org**

42 LOIRE

- Groupe Makhno Bourse du Travail Salle 15
bis Cours Victor Hugo 42028 Saint Etienne
cedex 1 ou
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE ATLANTIQUE

- Liaison de Saint-Nazaire **saint-
nazaire@federation-anarchiste.org**
- Groupe Déjacque **dejacque@federation-
anarchiste.org**

45 LOIRET

- Groupe Gaston Couté **groupegaston-
coute@gmail.com**

46 LOT

- Liaison Lot-Aveyron **liaison-lot-avey-
ron@federation-anarchiste.org**
Actif dans la région de Figeac (Lot)/Ville-
franche de Rouergue (Aveyron)/ Decazeville
(Aveyron) /Mauris (Cantal)

50 MANCHE

- Groupe de Cherbourg **cherbourg@federa-**

tion-anarchiste.org
ou **facherbourg@riseup.net**

51 MARNE

- Liaison Reims **reims@federation-anarchiste.org**

53 MAYENNE

- Liaison Stilgar **stilgar@federation-anarchiste.org**

54 MEURTHE ET MOSELLE

- Groupe Emma Goldman de Nancy **emma-goldman-nancy@federation-anarchiste.org**

56 MORBIHAN

- Groupe Lochu Ferrer. c/o Maison des associations 31, rue Guillaume Le Bartz 56000 VANNES ou **groupe.lochu@riseup.net**

57 MOSELLE

- Groupe de Metz c/o Association Culturelle Libertaire BP 16 57645 Noisseville ou **groupedemetz@federation-anarchiste.org**

- Groupe Jacques Turbin - Thionville **jacques-turbin@federation-anarchiste.org**
- Liaison Sarrebourg **stirner-sarrebourg@federation-anarchiste.org**

60 OISE

- Liaison Beauvais **scalp60@free.fr**

62 PAS DE CALAIS

- Groupe Lucy Parsons in the Sky **bethune-arras@federation-anarchiste.org**

63 PUY DE DÔME

- Groupe Spartacus **spartacus@federation-anarchiste.org**
- Groupe « Mauvaise Graine » **mauvaisegraine@federation-anarchiste.org**

66 PYRENEES ORIENTALES

- Groupe John Cage **john-cage@federation-anarchiste.org**
- Liaison Pierre-Ruff **pierre-ruff@federation-anarchiste.org**

67 BAS RHIN

- Liaison Bas-Rhin **liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org**
- Groupe de Strasbourg. **groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org**

68 HAUT RHIN

- Groupe du Haut Rhin. **groupe-haut-rhin@federation-anarchiste.org**
- Liaison Colmar - Maria Nikiforova **colmar@federation-anarchiste.org** (Entre Colmar et Mulhouse)

69 RHONE

- Groupe Graine d'anar. **grainedanar@federation-anarchiste.org**

- Groupe Kronstadt **kronstadt@federation-anarchiste.org**

- Liaison « Juste une étincelle noire » **letincelle-noire@riseup.net**

71 SAONE ET LOIRE

- Liaison « La vache noire » **vachenoire@federation-anarchiste.org**

73 SAVOIE

- Groupe de Chambéry **fa73@no-log.org**

74 HAUTE SAVOIE

- Liaison Haute Savoie
- Groupe Lamotte-Farinnet

75 PARIS

- Liaison William Morris **william-morris@federation-anarchiste.org**

- Groupe Anartiste **anartiste@sfr.fr**

- Groupe Berneri Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou **jacques.de-la-haye@wanadoo.fr**

- Groupe Salvador Segui **groupesalvadorsegui@gmail.com**

- Groupe Botul Publico 145 rue Amelot 75011 Paris **botul@federation-anarchiste.org**

- Groupe Orage Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou **groupe.orage@gmail.com**

- Groupe « Commune de Paris » Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

ou **commune-de-paris@federation-anarchiste.org**

- Groupe Louise Michel Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

ou **groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org**

- Groupe La Révolte Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

ou **la-revolte@federation-anarchiste.org**

- Groupe no name. **no-name@federation-anarchiste.org**

- Groupe Pierre Besnard.

pierrebesnard@outlook.fr

76 SEINE MARITIME

- Groupe de Rouen. c/o Librairie l'Insoumise 128 rue St Hilaire 76000 Rouen

ou **rouen@federation-anarchiste.org**

78 YVELINES

- Groupe Gaston Leval **gaston-leval@federation-anarchiste.org**

79 DEUX SEVRES

- Liaison Bakounine **plexdor@gmail.com**

80 SOMME

- Groupe Georges Morel. **amiens@federation-anarchiste.org**

81 TARN

- Groupe les ELAF **elaf@federation-anarchiste.org**

84 VAUCLUSE

- Groupe Gard-Vaucluse **fa.30.84@gmail.com**

85 VENDEE

- Groupe Henri Laborit **henri-laborit@federation-anarchiste.org**

86 VIENNE

- Liaison Poitiers **poitiers@federation-anarchiste.org**

87 HAUTE VIENNE

- Groupe Armand Beaufre **armand-beaufre@federation-anarchiste.org**

92 HAUTS DE SEINE

- Groupe Fresnes-Antony **Fresnes-antony@federation-anarchiste.org**

93 SEINE SAINT DENIS

- Groupe Henri Poulaille c/o La Dionysversité 4 Place Paul Langevin 93200 - SAINT-DENIS
ou **groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr**

94 VAL DE MARNE

- Groupe Elisée Reclus Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ou **faivry@no-log.org**

95 VAL D'OISE

- Liaison 95 **liaison95@federation-anarchiste.org**

97 GUADELOUPE

- Liaison Guadeloupe Caraïbes **liaison-guadeloupe-caraibes@federation-anarchiste.org**

98 NOUVELLE CALEDONIE

- Individuel Albert **nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org**

BELGIQUE

-Groupe Ici et Maintenant. **groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org**

SUISSE

-Fédération Libertaire des Montagnes (FLM) rue du Soleil 9 2300 La Chaux-de-Fonds Suisse ou **flm@federation-anarchiste.org**

ANGLETERRE

-Liaison Coventry **liaison-coventry@federation-anarchiste.org**

Une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités : Le site de La Fédération anarchiste à la page suivante **https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes**

Quelle étrange chose que la propriété,
dont les hommes sont si envieux !
Quand je n'avais rien à moi, j'avais
les forêts et les prairies, la mer et le
ciel ; depuis que j'ai acheté cette
maison et ce jardin, je n'ai plus que
cette maison et ce jardin.

Alphonse Karr.

